

GOUVERNEMENT : QUAND LES LOBBIES IMPOSENT LEUR DIKTAT P. 2

PAS D'IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS ! P. 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

NO, WE CAN'T ! (NON, NOUS N'Y POUVONS RIEN !)

BOUCHAN HADJ-CHIKH

EN FINIR AVEC OCTOBRE 88 ?

AMMAR KOROGHLI



- Le patronat algérien, un handicap pour l'économie
ABED CHAREF
- Quels intérêts le recours à l'emprunt extérieur servira-t-il ?
ABED MARADJ
- Migrants subsahariens : gare au «syndrome de la jungle» !
CHERIF ALI
- L'art et le rhizome
AKRAM BELKAÏD
- Europe: «la régression féconde»
M'HAMMEDI BOUZINA MED
- ACCORD DE L'OPEP
À ALGER : DE QUEL
ÉVÉNEMENT HISTORIQUE
PARLE-T-ON ?**
RÉGHIS RABAH



- Syrie : les civils toujours en 1ère ligne
PIERRE MORVILLE
- Un refus de visa : pourquoi et quand saisir la commission de recours
FAYÇAL MEGHERBI
- L'Organe de lutte contre la corruption, un faire-valoir coupable
SID LAKHDAR BOUMEDIENE
- Trilogie pénalisante pour l'éveil d'une société d'un pays menacé !
ABDELKADER KHELIL
- Le sommeil de l'injuste
EL YAZID DIB
- Cinéma ou films seulement ?
B. AHCENE-DJABALLAH

P. 6 à 16

En présentant ce ticket dans le Casino Méditerranée vous aurez:

Entrée gratuite pour
Casino Méditerranée Alicante
et Casino Méditerranée Benidorm.

Une boisson gratuite

www.casinomediterraneo.es

Gouvernement :

Quand les lobbies imposent leur diktat

Les récentes déclarations de ministres du gouvernement Sellal laisse entrevoir que les lobbies de «l'import-export» restent assez puissants pour imposer leur diktat aux politiques et aux institutions de l'Etat.

Ghania Oukazi

L'observation n'a rien de nouveau. Elle a été intégrée dans le paysage politique national depuis toujours et notamment à partir du milieu des années 90 quand l'Algérie s'était retrouvée prise en otage entre les conditionnalités du FMI et le terrorisme. A l'époque, l'actuel ministre du Commerce, Bakhti Belaïb occupait ce même poste, sous la présidence de Liamine Zerroual duquel il était très proche. Alors que les groupes terroristes assassinaient le peuple algérien, sans état d'âme, les détenteurs de containers puisaient dans les arnaques les plus abjectes, pour gagner le plus d'argent possible. Belaïb doit certainement se rappeler que les services des Douanes enregistraient, quotidiennement, des déclarations de prix de produits importés qui frolaient la dérision. Il a, d'ailleurs, été à l'origine de l'imposition de la valeur administrative qui obligeait les importateurs à se conformer aux niveaux de déclarations fixées par son ministère. De la valeur administrative aux containers importés, ces dernières années, remplis de grosses pierres, les lobbies n'ont pas fini d'arnaquer l'Etat et de narguer ses responsables, les plus avertis qui, par leurs longs discours, se noient dans des approches d'arrière-garde.

La pression des lobbies sur Belaïb ne date donc pas d'aujourd'hui. Ses démêlés avec le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, ont, elles aussi, toujours placé les deux personnes en confrontation. Le nom de Belaïb avait bien circulé pour remplacer Ouyahia, avant la tenue du dernier congrès du parti. La dissidence contre Ouyahia s'était à l'époque, rétractée, tout autant que celle du FLN contre Saadani, sur instruction de hauts responsables de l'Etat qui avaient exigé que le calme revienne, sur la scène politique pour des raisons de redéfinition des rôles et des missions «des acteurs» en faction en prévision des joutes électorales à venir.

GROSSES FORTUNES ET COMPROMISSIONS

Joutes pour lesquelles les lobbies de l'import-export cherchent à placer leurs pions, grâce à leurs gros sous. C'est connu, et cela a été écrit dans ces mêmes colonnes, déjà avant l'élection présidentielle de 2004, toutes les élections, depuis et celles à venir, devaient se faire, désormais à coups de grosses fortunes. Le temps a confirmé les faits. Les institutions de l'Etat les plus en vue négocient, quotidiennement, avec les détenteurs de capitaux pour devoir faire approuver leurs lois et règlements. «Quand un Etat laisse importer de l'ail alors que ses terres en produisent un bien plus parfumé et bio parce que ne recevant pas de produits chimiques, c'est qu'il y a des compromissions qui se concluent au détriment d'une agriculture soumise à l'ordre politique et des lobbies et non à l'épreuve de ses capacités de produire,» relève un responsable avec un sourire en coin. Lors de la dernière rencontre du secteur avec ses cadres, c'est le secrétaire général de l'UNPA, -un syndicat fantôme de paysans qui n'existent plus-, qui a fait savoir du haut de la tribune de la rencontre que l'Etat algérien a décidé d'augmenter les surfaces agricoles en irrigué à deux millions d'hectares.

LE GOUVERNEMENT, OTAGE DES GROSSES FORTUNES

Abdelkader Alliouï est ainsi mis en avant pour gérer un secteur qui a, pourtant, besoin depuis longtemps d'une remise en ordre bien plus pragmatique que celle d'un SG d'une union qui ne sait, certainement, pas que le citron est vendu à des prix exor-

bitants, parce que les agriculteurs ont perdu la main de cultiver les citronniers quatre saisons. Le «syndicat» gère la terre comme le veut le politique, en décrétant l'acte agricole, les cultures et leurs quantités. Un agriculteur de Mendès (Relizane) avait éclaté de rire lorsqu'il lui a été demandé de «s'intégrer dans un programme de culture du haricot vert élaboré par le ministère de l'Agriculture pour toutes les terres de la région.» ?!? «Char elbaliati ma youdhik (le plus grand des malheurs fait rire),» avait-il lâché par dépit. Ceci, en attendant que les terres des fermes-pilotes qui, si elles ne constituent pas les superficies les plus vastes, sont les plus fertiles du pays, ne soient cédées qu'aux hommes riches grâce à des manœuvres qui ont fait accepter aux plus grands décideurs des choix d'individus pour occuper des postes clés mais que contesterait la morale même.

Si le gouvernement plaide pour une reconversion d'une économie nationale du pétrole en une nouvelle diversifiée, il n'a pas daigné libérer les espaces producteurs des poids des nababs qui ont toujours pollué l'atmosphère qui, par des agissements, en dehors de toute loi, qui par la menace. Le secrétaire général de l'UGTA pourra, lui aussi, comme Belaïb, témoigner de l'existence de lobbies politico-financiers qui sont prêts à mettre le pays à feu et à sang pour garder leurs privilèges et continuer de grossir leurs fortunes.

QUAND LES LOBBIES MENACENT DE MORT LE SG DE L'UGTA

Pour le rappel, le SG de la Centrale syndicale avait décidé, l'année dernière de se déplacer, à travers les wilayas du pays pour «détecter» les producteurs algériens, savoir ce qu'ils produisent, leur demander de se mettre en vue sur le marché pour empêcher les hommes d'affaires de les doubler en important les mêmes produits de l'étranger, en transférant des devises sans compter. Abdelmadjid Sidi Said avait visité trois wilayas où il avait découvert que des entreprises produisaient la même chose alors qu'elles ne se connaissaient pas entre elles. Et que d'autres produisaient et de bonne qualité ce qui était importé de choix médiocre. Il avait demandé aux chefs d'entreprise de lister leurs produits pour se faire connaître à travers le pays et surtout pour réduire le nombre de ceux importés inutilement. La proposition avait irrité les lobbies de l'importation. Les hauts responsables savent que Abdelmadjid Sidi Said avait, alors, reçu des menaces de mort par «X». Il lui a alors été conseillé de mettre un terme à ses déplacements et de ne plus faire dans la provocation... Ceci est un fait fondé et vécu par le SG de l'UGTA qui, depuis n'est plus sorti sur le terrain de la production nationale. Il est connu que les lobbies agissent partout, à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Celui de la Santé n'en échappe pas puisque pour éviter de céder leurs postes de responsables de grands services hospitaliers, cinq professeurs de médecine ont déjeuné avec le 1^{er} ministre à la résidence d'Etat Djenane El Mithak pour le convaincre d'empêcher le ministre de la Santé de les faire partir à la retraite. Le résultat ne s'était pas fait attendre. Abdelmalek Boudiaf avait revu fortement à la baisse le chiffre des professeurs responsables qui devaient quitter leurs postes. Le ministre du Commerce est loin d'être le seul membre du gouvernement Sellal à subir les agitations des lobbies, qui de l'import-import des années 90 ont versé dans l'import-export depuis l'avènement du nouveau siècle, et ce, en devenant des exportateurs nets de la devise des caisses de l'Etat.

Bouchouareb tranche

Pas d'importation des véhicules de moins de 3 ans !

Mokhtaria Bensaâd

Les propos du ministre du Commerce avaient été mal interprétés ou s'agit-il d'un retournement de situation ? Le dossier de l'importation des véhicules d'occasion reflète-t-il une crise au gouvernement et une divergence entre ses membres ? Annoncer une mesure et son contraire en un temps très court par deux ministres au pouvoir laisse, grande ouverte les portes à toutes les spéculations sur les batailles supposées à ce sujet.

Abdesslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines vient de clore ce dossier en excluant, de façon formelle, le retour à l'importation de cette catégorie de véhicules, tant pour les particuliers que pour les concessionnaires.

Oui pour l'organisation du marché des véhicules d'occasion et non pour l'importation des voitures de moins de trois ans. Le message de Bouchouareb était clair, hier, à propos de ce sujet, qui a suscité une polémique et qui a fait craindre, pour certains spécialistes dans le domaine de graves dépassements, lors de l'application d'une telle mesure. Justification du ministre de «l'annulation» d'une telle mesure est que «le marché local recèle déjà d'un «grand potentiel» de véhicules d'occasion qui demande à être organisé et qu'il n'y a donc pas besoin d'importer ce genre de véhicules». Cité par l'APS, le ministre de l'Industrie et des Mines a parlé, donc, d'organisation du marché des véhicules d'occasion à travers un cahier des charges, avec l'objectif d'instaurer la traçabilité et la sécurité. Il a déclaré, en marge de l'inauguration du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets, à Alger, que «le cahier des charges qui va réguler le marché des véhicules d'occasion est en cours d'élaboration.» «Des équipes sont en train de travailler dessus et on annoncera ses conditions dès qu'il sera prêt».

Selon le ministre, l'élaboration de ce cahier des charges permettra la création d'un marché de la voiture d'occasion qui sera doté de spécialistes, «qu'on va orienter et qui vont



s'impliquer. Ainsi, lorsqu'un client veut acheter un véhicule, il aura la traçabilité et un minimum de garantie pour sa sécurité et son intérêt financier, tout comme on le fait pour les véhicules neufs», a expliqué M. Abdesslem Bouchouareb. Le ministre n'a, cependant, pas précisé si les concessionnaires seraient autorisés à activer dans ce marché de véhicules d'occasion, se contentant d'affirmer que «c'est le cahier des charges qui va déterminer ces aspects».

Le 19 septembre dernier, le ministre du Commerce Bakhti Belaïb avait annoncé le retour de l'importation des véhicules de moins de 3 ans, dans le cadre de la loi de finances 2017 après une interdiction, datant de l'année 2005. M. Bakhti Belaïb avait déclaré, «on va lever cette interdiction et élaborer un cahier des charges bien précis qui permet de ne pas importer des véhicules représentant des dangers à la circulation. C'est-à-dire que nous al-

lons autoriser l'importation de ces véhicules sous conditions».

Le 27 septembre, c'est le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesslem Bouchouareb qui fait une mise au point à son collègue, en annonçant lors du Forum international de l'Energie (FIE) que «cette mesure ne figure pas dans la loi de finances de 2017». Il avait souligné que «mon collègue (le ministre du Commerce) a évoqué la possibilité de créer un marché pour ces voitures, sans plus, mais ses déclarations ont donné lieu à plusieurs interprétations».

Pourtant lors du Forum d'El Moudjahed, M. Bakhti Belaïb avait annoncé, avec assurance et à plusieurs reprises, le retour de l'importation des véhicules d'occasion. Ce qui a fait réagir la Fédération nationale des consommateurs (FNC) à travers un cahier des charges rendu public hier où l'organisation a exprimé son soutien à cette mesure à des conditions pré-établies pour éviter tous dépassements.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Nouveau revers diplomatique pour Paris

En prenant l'initiative d'organiser une réunion à Paris sur la Libye, le duo Hollande-Ayrault s'est fixé pour objectif de faire avaliser à ses participants qu'ils doivent accentuer la pression sur le Premier ministre libyen du gouvernement d'entente nationale pour le pousser à accélérer la constitution d'un nouveau gouvernement élargi intégrant le très controversé et sulfureux général Khalifa Haftar. Mais en choisissant arbitrairement qui réunir pour faire entendre cette exigence à Faiz Serradj, le duo français a incontestablement fait se cabrer celui-ci qui tout en reconnaissant qu'il lui faut ouvrir l'exécutif libyen aux parties qui en sont absentes, a pris ses distances par rapport à son initiative en l'assimilant à juste titre à une tentative d'ingérence cherchant à lui forcer la main pour qu'il convienne d'un élargissement de son gouvernement non en fonction de la réalité libyenne, mais des desiderata d'intervenants étrangers dans le conflit.

La réunion de Paris s'est conclue par un «bide» retentissant qui déconsidère encore un peu plus la diplomatie française qui en l'occurrence a fait à nouveau la preuve qu'elle n'est pas aussi influente internationalement que veulent le faire accroire ses acteurs. Mais son échec risque aussi d'exacerber les ressentiments chez les parties libyennes en conflit. Tant au sein de celle pour qui cet échec est celui du plan sur lequel il y a eu accord entre elle et Paris, que de celle qui avec

Faiz Serradj s'estime avoir fait l'objet d'une tentative de remise en cause de sa reconnaissance internationale qui en fait la seule autorité légale de Libye.

Il reste à espérer que Paris tire l'enseignement que l'échec de la réunion sur la Libye lui fait obligation : de ne pas s'entêter à vouloir garder la main sur le dossier libyen et de convenir que la France qui a une écrasante responsabilité dans le chaos et l'impasse politique dans lesquels la Libye est plongée n'est pas le médiateur indiqué et impartial pouvant prêcher la réconciliation aux parties en conflit dans ce pays.

Si la France persiste à s'estimer acteur incontournable dans le conflit libyen, elle ne fera que rassembler contre elle les Libyens qui voient dans sa prétention l'expression d'une politique néo-colonialiste et susciter l'opposition d'Etats pour qui il n'y a aucune raison de lui reconnaître ce statut. Se déclarant guidé par la volonté d'aider les Libyens à se réconcilier, le duo Hollande-Ayrault peut effectivement contribuer à cela, non pas en engageant la France dans des démarches improvisées aux buts ambigus et clivants, mais en lui faisant manifester son soutien à la médiation onusienne et aux efforts que font les «pays du voisinage» en vue de rapprocher les factions libyennes antagonistes afin qu'elles puissent s'entendre sur une sortie de crise qui mettra fin à la tentation d'une solution par l'éclatement de la nation libyenne.

Tirage du N° 6649
119.053 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

FLN
**Saadani
s'en prend à Toufik
et aux «officiers
de la France»**



Ph.: Rachid K.

M. Aziza

Le secrétaire général du FLN, Amar Saadani, sort de silence après plus d'un mois de vacances en s'engageant dans une attaque frontale contre ses adversaires, contre l'ex-patron du DRS le général Toufik, contre Zohra Drif et le groupe des 14, contre également Abdelaziz Belkhadem, l'opposition et Rachid Nekkaz. Et contre certains officiels français.

Le patron du FLN s'en est violemment pris hier, lors d'une réunion avec ses cadres à l'hôtel El Riad à Alger, au «groupe des 14 personnalités dont el moudjahida Zohra Drif» en signifiant à ceux qui demandent de mettre le parti FLN au musée, qu'ils seront les premiers à se retrouver au musée. Il précise que ces gens n'ont pas le droit de parler au nom des moudjahidine.

Saadani n'a pas manqué d'accuser ouvertement les membres de ce groupe d'être les «officiers de la France» en Algérie, à leur tête l'ex-patron du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), le général-major Mohamed Médiène, dit Toufik. Il enfonce le clou en précisant qu'«El Harraz ne lui reste que Nekkaz sur la scène» en faisant référence à l'ex-patron du DRS, le général Toufik. Il dira que «votre patron est tombé, et si vous voulez le défendre, vous n'avez qu'à lui payer un avocat» en s'adressant aux membres du groupe des 14. Il a même affirmé que l'ancien patron du DRS a engagé Rachid Nekkaz pour décrédibiliser la campagne électorale de Bouteflika. Et d'affirmer que c'est Toufik qui l'a poussé à enquêter sur les biens des responsables en France.

Si Saadani a violemment critiqué

les «manœuvres diaboliques» de l'ex-patron du DRS en le qualifiant de soldat de la France en Algérie, il n'a pas manqué de dénoncer en outre ce qu'il appelle «les militants de la France qui veulent militer au sein du FLN» en faisant référence à l'ex-chef du parti FLN, Abdelaziz Belkhadem.

Sans vouloir dire plus, il a invité la presse à se rendre au patelin d'Abdelaziz Belkhadem pour connaître de près ce personnage. Il a par ironie fait le lien entre Abdelaziz Belkhadem et un certain Messaoud qui s'était proclamé prophète à Tougourt dans les années 70. Et d'ajouter qu'après avoir utilisé son charabia au nom de l'Islam et après avoir usé de l'argent dans le militantisme, il se tourne par détresse vers la «sorcellerie» versant ainsi carrément dans l'insulte.

En évoquant «les officiers et les militants de la France en Algérie», Saadani a demandé à certains officiels français qui ont toujours choisi les canaux non officiels de passer par les institutions de l'Etat.

En réponse aux déclarations du président de l'Association française des familles victimes du terrorisme (AFDT), Guillaume-Denoix de Saint Marc, qui avait assimilé la bombe du Milk Bar d'Alger, en 1956, à un attentat terroriste, Saadani fait rappeler à cet officiel français «les 37 crânes de résistants algériens séquestrés à Paris dans le musée dit de l'homme», un musée qualifié par Saadani de musée de la barbarie et non de l'homme.

Saadani n'a raté personne dans sa riposte en critiquant une fois de plus l'opposition qui s'oppose selon Saadani à elle-même.

Moncef Wafi

Le président de la République a procédé hier à un vaste mouvement dans le corps des walis et des walis délégués, qui a touché 18 wilayas et sept circonscriptions administratives. Il a été mis fin aux fonctions de neuf walis dont l'ex-ministre du Tourisme, Nouria Yamina Zerhouni. Celle qui a été la première femme wali de l'histoire de l'Algérie indépendante, en 1999, avait été repêchée lors du dernier mouvement des walis et appelée à prendre les destinées de la wilaya de Boumerdès. Elle avait débuté sa carrière de wali à Tipasa avant de rejoindre Mostaganem (2004-2010) et Aïn Témoûchent (2010-2014). Un autre ancien ministre du gouvernement Sellal a lui aussi fait les frais de ces changements puisque Abdelkader Kadi, ex-éphémère ministre de l'Agriculture et du Développement rural n'y restant que deux mois, et des Travaux publics entre mai 2014 et avril 2015, a été remercié. Il était à la tête de la wilaya de Tipaza. Rappelons qu'il avait présidé aux destinées de Aïn Defla et Relizane entre 2004 et 2014. Pour nombre d'observateurs, ce mouvement était attendu d'autant que lors de ses rencontres régionales d'évaluation, en juillet dernier, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a appelé les walis à se bouger. Il n'est pas allé par quatre chemins

**18 wilayas concernées
Vaste mouvement des walis**

pour leur rappeler l'urgence de la situation et les attentes du gouvernement en termes de gestion locale, de rationalisation des dépenses et de développement économique. L'Algérie n'a plus d'argent à gaspiller, c'est en substance le message ferme du ministre, lorsqu'il évoquait la fin de l'Etat providence qui payait de sa poche les déficits de gestion. En affirmant que c'est aux collectivités locales de se débrouiller pour trouver leurs propres sources de financement, Bedoui dresse un constat d'échec de ces mêmes responsables conditionnés par la persistance «de l'esprit de la rente» et des transferts financiers de l'Etat. Il ne pouvait que regretter la tendance dépendante des collectivités locales à l'encontre de toute rationalisation malgré les instructions et orientations du gouvernement. Au cours de cette même rencontre, le ministre de l'Intérieur a également déploré la passivité des walis, loin du terrain de la gestion locale des finances et dans la priorisation des dépenses communales. En abordant cette question, Bedoui met le doigt sur un sujet tabou, celui du rôle du wali. Une omnipotence dénoncée par les élus locaux mais des objectifs en deçà des attentes du pouvoir central dont il est le représentant. Ce rappel à l'ordre concerne aussi les administrations publiques coupables d'une bureaucratisation incrotable et d'un niveau de corruption inégalé. Le ministre, plus

offensif que jamais, rappellera l'intransigeance de l'Etat devant le laxisme de certains responsables incompetents, prévenant même de les congédier. La piqure de rappel de Bedoui renseignait sur le peu de résultats engrangés par l'action gouvernementale et son coup de gueule répond à des impératifs d'urgence dictés par la crise et l'apathie des responsables. Ces changements s'inscrivent donc dans une logique de suivi et de sanctions contre des walis qui ont eu plusieurs opportunités de carrière pour se relancer et faire mieux. Parmi les wilayas touchées, certaines ont défrayé la chronique nationale par des émeutes populaires comme ce fut le cas à Constantine ou à Ouargla avec l'affaire des chômeurs à bouche cousue et les violences entre migrants subsahariens et les locaux. Le wali de Ghardaïa, Azzedine Mechri, n'aura tenu que 14 mois à la tête d'une région déchirée par les violences. Tizi Ouzou a également connu un changement à la tête de son exécutif de wilaya puisque Brahim Merad fera un peu mieux que son homologue de Ghardaïa. Il avait été installé par Bedoui en juillet 2015. La gestion d'une wilaya difficile dans un contexte de regain de l'activité du MAK aura été fatale pour l'ex-wali de Médéa.

Parmi les walis qui ont gardé leur poste, on peut citer Zoukh, à la tête d'Alger ou encore Zaalane à Oran.

LES NOUVEAUX WALIS :

1. Benhassine Faouzi, wali de Chlef.
2. Meguellati Ahmed, wali de Laghouat.
3. Berimi Djamel-Eddine, wali d'Oum El Bouaghi.
4. Kerroum Ahmed, wali de Biskra.
5. Cherifi Mouloud, wali de Bouira.
6. Bouderbali Mohamed, wali de Tizi Ouzou.
7. Agoudjil Saad, wali de Djelfa.
8. Maskri Nacer, wali de Sétif.
9. Chater Abdelhakim, wali de Skikda.
10. Kamel Abbas, wali de Constantine.
11. Meguedad Hadj, wali de M'sila.
12. Djellaoui Abdelkader, wali de Ouargla.
13. Madani Fouatih Abderrahmane, wali de Boumerdès.

14. Benmessaoud Abdelkader, wali de Tissemsilt.
15. Ghellai Moussa, wali de Tipaza.
16. Khanfar Mohamed Djamel, wali de Mila.
17. Benyoucef Aziz, wali de Aïn Defla.
18. El Gazi Abdelhamid, wali de Naâma.

LES WALIS DÉLÉGUÉS :

1. Bounif Faiza, wali déléguée de Draria.
2. Baiche Hamid, wali délégué de Chéraga.
3. Doumi Djillali, wali délégué de Dar El-Beida.
4. Bouchareb Abdelaziz, wali délégué d'El Harrach.
5. Kerdah Mohamed, wali délégué de Sidi M'hamed.
6. Ouchene Brahim, wali délégué de Zéralda.
7. Bengamou Mohamed Saïd, wali délégué de Djanet.

Raïna Raïkoum
El yazid Dib

C'est le propre d'une rotation fonctionnelle. Si l'un part et l'autre arrive c'est à la nature congénitale de ces choses-là qu'il faudrait remonter tout argument. Un mouvement suppose physiquement une dynamique. Ça bouge, fait bouger et provoque par ricochets des vibrations dans les alentours. Contrairement à son absence qui demeure implacable pour conforter l'inertie et encourager la mise en otage. Les marges de manœuvre se réduisent et les ardeurs s'amenuisent.

Dans cette rotation périodique, toutefois banale et habituelle l'on tend vers la quête de l'exercice d'un fait d'Etat par la régénérescence de l'âme des entités institutionnelles. Booster l'élan provient d'un réflexe managérial.

C'est aux walis en premier chef que revient le mérite ou l'échec d'une politique de développement national. Ils en sont les garants. Animer et impulser les localités, redonner du souffle à l'intermittence aux cités s'inscrivent comme l'apanage de cette élite particulière destinée légalement à concevoir un bonheur et faire disparaître son contraire.

Le poste de wali serait le pivot le plus important sur lequel repose l'Etat, sinon la république. Son domaine brasse tous les secteurs. Des événements de droit ou de fait, il en est responsable. L'ordre public, le pain, l'eau, le toit, la quiétude civile sont autant d'espaces d'attributions que ses droits arrivent à peine d'être dissociés de ses obligations.

Ils sont à la devanture de tout l'étalage de la puissance publique. Ils sont la source de pouvoir la plus sollicitée au même moment où le pouvoir dans son sens de prérogatives semble parfois leur manquer.

**Walis ; l'un part,
l'autre arrive**

Il se dessine donc de ce «mouvement» partiel, dans ses départs et arrivées, certaines ovations et d'autres déprimés. Pour ces derniers, c'est la monotonie des jours moins emplis qui s'érigera en une

nostalgie terrifiante que ni un investissement de secours, ni un abri confortable n'arriveraient à combler cette privation de considération sociale, ce défaut d'office. Le sentiment de l'inutilité prendra sans doute le dessus. Face à la gloire subsiste la déchéance, face à la charge subsiste l'oubli et face à l'empire demeurent les ruines. Pour certains, la précaution paroxysmale leur était une cause vitale de maintien. Comme le doute et la défiance affichée face au monde deviennent des critères de gestion. Car, il est de ces walis qui commettent comme aussi de ceux qui s'omettent. La différence n'est pas de taille territoriale ni de toise, ni d'âge ; elle est tout simplement visionnelle. Certains sont une humeur d'autres ont une raison. Leur chef Noureddine Bedoui y met du cœur.

Ceux qui partent ont quand bien même fait leur preuve de bâtir et rebâtir qui des métropoles, qui des concepts d'avenir. Ils ont fait aux dépens de leur santé et famille redécouvrir par controverse le plaisir de vivre à leurs citoyens et servir à la relève de défis d'envergure. Ceux-ci ont encore à donner autrement du punch au pays.

Derrière chaque wali se cache un homme. Tout à fait ordinaire, avec ses déboires, ses penchants, ses peines et ses douleurs. Ainsi, l'homme est toujours et le restera à jamais homme, malgré le jeu de rôles précaire et révocable que l'on lui attribue jusqu'à nouvel ordre.

4G
روحك!

LA **4G⁺** est à

CONSTANTINE, SETIF, DJELFA
Djezzy, le plus grand réseau 4G

Rendez-vous dans votre boutique
Djezzy la plus proche

f y t @ djezzy.dz

معاها تقدر

DJEZZY
جازي

Effondrement dans une mine de baryte

Une trentaine de mineurs échappent à la mort à Tissemsilt

Un véritable drame a été évité hier après-midi après l'effondrement d'une galerie à la mine de baryte de Boukaïd, à l'extrême nord de Tissemsilt, a appris le Quotidien d'Oran de la direction de la Protection civile de la wilaya.

El-Houari Dilmi

En effet, une trentaine de foreurs se trouvaient à l'intérieur de la mine quand l'une des galeries a cédé avant de s'effondrer. Vingt-sept ont pu échapper à l'ensevelissement et remonter à la surface tandis que deux autres ont été pris au piège. Dépêchés sur les lieux, les éléments de la Protection civile ont dû utiliser du matériel de sauvetage-déblaiement pour sauver d'une mort certaine les deux mi-

neurs qui ont été remontés vivants à la surface. Ils ont été admis à l'hôpital de Bord Bounaâma mais leur état de santé n'inspire pas d'inquiétude, toujours selon la protection civile.

Les travailleurs miraculés relèvent de l'entreprise publique «SOMIBAR», spécialisée dans l'extraction du baryte, couvrant plus de 40% des besoins nationaux en cette matière minérale. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale, selon la Protection civile.

Le gouvernement se lance un défi Des documents de l'état civil sur simple clic

M. W.

Le défi du gouvernement est d'offrir aux Algériens la possibilité d'extraire tous les documents de l'état civil de chez eux via Internet après l'adoption de la signature électronique au niveau du gouvernement algérien dès l'année prochaine. C'est en tout cas le vœu du directeur des Systèmes informatiques au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Redouane Mahfoudi, qui a aussi indiqué que son département a achevé la connexion de tous les ministères concernés par le fichier national numérique de l'état civil. Concrètement, le citoyen ne sera plus obligé de fournir des documents d'état civil, une exemption décidée par décret exécutif. Auquel cas, il pourra toujours contacter le centre d'appel sur le numéro vert «11-00» s'il est forcé de fournir des documents d'état civil au niveau des administrations publiques ou pour toutes autres préoccupations.

Le représentant du ministère de l'Intérieur a également indiqué que le département de Bedoui suit avec attention les plaintes des citoyens à travers ses structures locales. Dans des déclarations à la 1re chaîne de la Radio algérienne, Redouane Mahfoudi a souligné que les mesures prises par le ministère de l'Intérieur, depuis le deuxième semestre 2015, dans le cadre de la décentralisation des services, a permis de réduire de 10% la demande de documents d'état civil, rappelant que le citoyen peut retirer tous les documents (passeport, carte d'identité, carte grise, permis de conduire) au niveau des municipalités. Quant à la sécurisation des données personnelles des administrés, Redouane Mahfoudi a tenu à rassurer affirmant que le ministère a développé un arsenal de mécanismes pour assurer la confidentialité des informations du citoyen, en s'appuyant sur les compéten-

ces de jeunes ingénieurs algériens dans ce domaine. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la modernisation de l'administration et la facilitation de la délivrance des documents administratifs et font partie du plan anti-bureaucratization du gouvernement. Parmi ces dernières, les documents d'état civil ne sont plus exigés dans la confection des dossiers administratifs concernant principalement les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Pourtant, si ces mesures sont prononcées pour tordre le cou à la bureaucratie, force est de croire que les vieux réflexes ont la peau dure chez certains fonctionnaires qui ne vivent que pour et par la bureaucratie. Même si les directives gouvernementales sont claires, le risque est toujours là de toujours de tomber sur un gratte-papier vivant encore au siècle dernier qui vous exigera un quelconque papier, rien que pour vous gâcher la journée. Et ces situations sont loin d'être une simple vue d'esprit puisque le ministre de l'Intérieur en personne a tenu à avertir ces récalcitrants d'une autre époque de sanction.

La menace est claire pour celui qui a rendu l'administration plus humaine. Et il faut lui reconnaître cela. Avec Bedoui, les Algériens ont découvert que la vie pouvait être plus simple sans l'exigence d'une tonne de papiers inutiles pour 90% à présenter pour n'importe quel dossier.

A faire la queue devant les guichets de la mairie pendant des heures, à jouer des coudes et à maudire l'administration algérienne. L'exercice de sortir un papier de la mairie était tellement dangereux que les citoyens ont développé une véritable phobie à son adresse. Les Algériens se sont rendu compte qu'ils ont été victimes toute leur vie de la bureaucratie et qu'il suffisait de peu pour qu'on les délivre de ce fardeau.

Accusée de l'assassinat de ses deux enfants

Décès de la meurtrière présumée à Constantine

Abdelkrim Zerzouri

La mère accusée de l'assassinat de ses deux enfants, le 21 septembre 2016, à la cité 'Le Bosquet', Sidi Mabrouk, est décédée, dans la nuit du mardi au mercredi 5 octobre 2016. Selon des informations concordantes, cette jeune mère de 34 ans, a été terrassée par une crise cardiaque dans la soirée du mardi, alors qu'elle se trouvait en détention préventive. Transférée en urgence vers le CHU Constantine, à la suite de ce malaise cardiaque, elle a succombé, entre les mains des médecins, « qui n'ont pas pu la récupérer », signalent des sources médicales.

Ces dernières ajoutent que le terrible choc qu'elle a subi « en reprenant légèrement ses esprits », ou « une stabilité relative de son état psychique », suite au traitement psychiatrique qui lui a été prodigué, a été fatal pour

son cœur, meurtri. Pour mémoire, soupçonnée d'être l'auteure présumée du double meurtre, dès la découverte effroyable des deux cadavres des enfants, dans l'après-midi du mercredi 21 septembre, la mère des deux victimes a été, officiellement mise en examen au lendemain du crime, par le parquet. La piste du double meurtre commis par la mère, elle-même, a été finalement retenue par le magistrat instructeur dans l'affaire des deux enfants assassinés, le jeudi dernier. Celle-ci étant été retrouvée devant les corps dans un état hystérique. C'était le procureur de la République près le tribunal de Constantine qui, dans une brève déclaration à la Radio régionale, a confirmé cette thèse, en soulignant que la mère des deux enfants assassinés est la principale accusée, selon les premiers éléments des investigations, non sans préciser que l'enquête était

toujours en cours. L'enquête n'étant, certainement pas conclue, car la mise en cause était toujours suivie par des psychiatres pour l'établissement d'une expertise médicale, l'énigme de cet acte impensable et monstrueux, qui a mis en émoi toute la population, restera donc entière. Personne ne trouve une explication plausible à cet horrible massacre commis par une mère contre sa propre chair, égorgeant sa fille de 4 ans et étranglant un autre nourrisson de 8 mois en le pendant à un fil électrique ! Dans le voisinage direct de cette famille, « on ne comprend toujours pas ce qui s'est passé, on ne pouvait guère s'attendre à une fin aussi terrible pour ce couple et leurs deux enfants, qui menaient une vie normale ». La mère a été enterrée, hier, au cimetière d'El Gammass, là où reposent pour l'éternité ses deux enfants.

Adrar

Des parents d'élèves barrent la route

Bentouba Said

Des parents d'élèves de la ville d'Adrar venant des quartiers à proximité du Lycée El Ghazali ont observé un sit-in de protestation hier devant la wilaya après une marche au centre-ville pour réclamer la non transformation du lycée en question en un institut de formation des enseignants de l'éducation nationale. Les parents d'élèves critiquent cette décision qui a été prise sans aucune considération du nombre important d'élèves qui habitent dans cette zone et sans concertation avec l'association des parents d'élèves. Des lycéens orien-

tés vers d'autres établissements, loin de leurs domiciles. La décision de transformer le lycée en institut a été prise en 2014 par le ministère de l'Education nationale. Depuis, aucun élève n'est orienté vers ce lycée. Il ne reste que des classes de terminale et seulement pour cette année. Nombre d'enseignants ont été affectés vers d'autres lycées. Les protestataires ont fermé la route qui mène au lycée toute la matinée en demandant l'intervention du wali pour mettre fin au calvaire des élèves qui marchent plus de 4 km pour arriver à leurs établissements scolaires. «L'Etat doit investir dans

la construction d'un nouvel institut de formation des enseignants et non pas récupérer un lycée qui fonctionne depuis des années», indiquent des parents.

Un responsable de la direction de l'éducation de la wilaya a indiqué que la décision a été prise par la ministre de l'Education elle-même lors de sa visite en 2014. Pour la direction de l'éducation, il s'agit d'une décision prise au niveau central. Conséquence du mouvement de protestation, l'accès au lycée a été bloqué et la circulation a été perturbée au centre-ville. Un dispositif de sécurité a été mis en place pour éviter un éventuel dérapage.

Skikda

Sit-in de travailleurs à la direction du Tourisme

A. Boudrouma

La direction du Tourisme a vécu, hier, une journée difficile avec le sit-in de protestation observé par ses employés qui ont soulevé un certain nombre de revendications socioprofessionnelles assorties de la demande de départ du

directeur du Tourisme. Ce dernier a été mis à l'index en raison de son « autoritarisme ».

Par ailleurs, les protestataires reprochent à leur direction son refus d'instaurer un dialogue constructif avec les représentants syndicaux et les membres de la Commission paritaire en dépit des lettres de réclamations

qui lui ont été adressées. Selon eux, le directeur a rejeté carrément, tout dialogue au sujet de la prime de rendement et d'autres points relatifs aux conditions de travail. Nous avons tenté de joindre, sans résultat, le directeur du Tourisme pour connaître sa version des faits au sujet de ce conflit.

Un des cinq terroristes abattus à Batna identifié

Un des cinq terroristes neutralisés jeudi par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) à Djebel Oustili dans la wilaya de Batna, a été identifié, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. Il s'agit de «M. Ammar» dit «Ziad Abou Abdallah» qui avait rejoint les groupes terroristes en 1995, a précisé le MDN en le qualifiant de «dangereux terroriste». « Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité menée par les forces de l'Armée nationale populaire à Djebel Oustili, wilaya de Batna/

5°RM, le 29 septembre 2016, ayant permis de neutraliser cinq terroristes et de récupérer un lot d'armements et de munitions, il a été procédé à l'identification d'un des criminels abattus, en l'occurrence le dangereux terroriste M. Ammar, dit Ziad Abou Abdallah, qui avait rejoint les groupes terroristes en 1995», a précisé le communiqué du MDN. «Après ratissage des lieux de l'opération, une mine antipersonnel, une paire de jumelles et une quantité de munitions ont été découvertes», a ajouté la même source. Par ailleurs, «dans le cadre de la

sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Tébessa /5°RM, le 03 octobre 2016, trois narcotrafiquants en possession de 75 kilogrammes de kif traité. Tandis qu'une autre quantité de 34 kilogrammes a été saisie à Tlemcen et 1224 unités de différentes boissons à Tiaret / 2°RM», a indiqué le MDN.

En outre, «les gardes-frontières ont intercepté à Tlemcen / 2°RM, 18 immigrants clandestins dont 15 de nationalité marocaine», selon le communiqué.

No, we can't ! (Non, nous n'y pouvons rien !)



Par Bouchan
Hadj-Chikh

« **L**ors de son passage sur le TOP 3, écrit Benchenouf Djamel Eddine, M. Ali Benouari a manifesté son amertume, et sa lassitude. Il a dit ne plus comprendre que les Algériens puissent ainsi rester passifs, devant de telles menaces, sur leur pays, sans s'organiser, sans se mobiliser. Dans les colonnes d'El Watan », Omar Aktouf, expert international reconnu, sollicité, professeur HEC Montréal, Québec, écrivait de son côté : « j'ai décidé de ne plus me prononcer sur ce qui se passe en Algérie ... C'est là une décision prise quelque temps après ma participation au débat CNES – experts gouvernement il y a un an, le 22 septembre 2015... » J'ai l'impression, après un certain Simon Bolivar, de sans cesse « labourer la mer ».

Point de rupture ? Le 2 Novembre 2014, dans un entretien réalisé par Brahim Taouchichet, pour Le Soir d'Algérie, il déclarait déjà : « Il nous faudrait un vrai miracle (comme un soudain sursaut de lucidité et d'urgente révision en profondeur des manières de gérer le pays) pour espérer – s'il en est encore temps – rattraper par petits bouts tant d'années perdues et de gâchis. Si des pays comme la Malaisie et comme beaucoup de ceux d'Amérique latine que je connais bien ont réussi ce genre de « sursauts », pourquoi pas nous ? C'est là un des aspects de ce que je dénomme mon « paradoxal espoir algérien ».

Le 17 septembre, je recevais, du Caire, un mail d'une écrivaine égyptienne, anglophone, Ahdaf Souief. Dans un moment de déprime, elle écrivait dans son blogue : « Puisque je suis en colère ce matin, et ne pouvant me concentrer sur quoique ce soit, j'ai décidé de me contenter de vous rapporter les activités du gouvernement égyptien et ses actions judiciaires ces dernières 24 heures ». Suis une longue liste de jeunes gens arrêtés en pleine rue du Caire, puis disparus. Elle énumérait les « libertés » prises par le pouvoir à l'égard de toutes personnes avec, pour mince lueur d'espoir de justice, le rejet par une cour de « sanctifier » la décision du gouvernement d'abandonner deux îles aux Saoudiens pour en faire des bases. Elle ajoutait : « le gouvernement a fait appel de la décision ». Certaine que l'issue de ce recours renversera le jugement précédent.

Les dictateurs se suivent et se ressemblent. Les observateurs aussi. Pauvres révolutions.

Maintenant, diagnostic.

La journaliste tunisienne Khadija Mohsen-Finan, demandait à Aziz Krichen (sociologue, écrivain, figure de la gauche tunisienne dans les années 60, inspirateur du mouvement « Perspectives » des années 70, ministre du président Moncef Merzouki puis membre du Bureau Politique du Congrès pour la République dont il démissionnera) : « selon vos propos, après 2011, la classe politique tunisienne a « confisqué le soulèvement ». Il répondait : « en réalité, le terme de confiscation est impropre. Cela voudrait dire que la révolution était entre certaines mains et qu'elle serait ensuite passée à d'autres. Or, ça n'est pas ce qui s'est produit et ça ne se produit jamais ainsi ».

De simples plaques politico-tectoniques qui s'ajusteraient donc.

Le fils de ... remplace le père de ... La réélection contestée du président Ali Bongo, au Gabon, les multiples mandats accumulés par son « alter ego » du Zimbabwe, Robert Mugabe, les tripatouillages de la constitution du Rwanda par Paul Kagamé, le refus du congolais Kabila de céder le pouvoir et du Burundais

« Que reste-t-il du 5 octobre 1988 », se demandait « Algérie 360 », dans son édition du 3 octobre ? Octobre a produit le multipartisme. De façade. Depuis 28 ans, nous sommes tirés vers là où veulent nous conduire les appareils politiques de déconstruction - reconstruction.

Ceux, justement, dont on a voulu libérer les mouvements. L'Infitah. Autre chose ?

Réponse : la liberté de la presse. En d'autres termes, apprendre, sous leur propre signature, « qui pense quoi », soulageant la police politique de ce « travail ». En dehors de ça, c'est le règne du béton. Un mur entre le peuple et le pouvoir.



Pierre Nkurunziza qui s'accroche, au prix du sang, à « son » poste – tous mal élus, en violation de la Constitution du pays –répondent, version « soft », George W. Bush succédant, à quelques encablures, à son père Bush Sr, et Hillary Clinton espérant occuper le bureau ovale de la Maison Blanche quelques années après son mari Bill Clinton. Enfin, Trudeau, au Canada, conquiert le pouvoir après son oncle.

Des monarchies de prédateurs, avec des pointillés entre les règnes, se sont constituées. Dans les faits, les monarchies parlementaires, les vraies, celles de Suède, du Danemark, de Belgique, du Luxembourg, des Pays-Bas, d'Espagne, et du Royaume-Uni, durables, éternelles même, sont exemplaires en termes d'exercice démocratique. Elles échappent aux attentats constitutionnels permanents. Le roi ou la reine sont des symboles de l'Etat. Rien de plus. Le Parlement acte. Désigne un Premier ministre. L'alternance au pouvoir va de soi. Résultat, en Suède, on ferme les prisons. Faute de pensionnaires, elles n'ont plus leur raison d'être.

Curieux renversement de l'histoire qui fait des monarchies parlementaires des donneuses de leçons de pouvoir républicains, au sens fort du terme, aux « républicains » qui embastillent ! Des monarchies où l'on peut manifester sa désapprobation dans la rue ! Où l'intelligentsia s'exprime. Où une pétition engage le parlement à discuter du sujet comme en Grande Bretagne. Où l'on ne décrète pas, pour se protéger de la colère populaire, l'état d'urgence, reconductible. Souvent permanent ! Où le poids de l'état est supportable. A de rares exceptions près, il est vrai. Tout près de nous. Curieux.

Développant ces arguments, le fils aîné affirma à ses amis, au cours d'un diner, dans son langage : « Papa vient de découvrir que la démocratie c'est du bidon ».

Comment ne pas en douter, en effet ? Les « républiques low cost », pour se maintenir, réduisent au silence leur in-

telligentsia. Ou l'ignorent. L'opposition dénonce la route qui mène au gouffre. Et puis ? Comment freiner cette marche vers l'abîme ? La II^{ème} République s'en chargera, dit-on. Sans doute celle qui mijote les moyens et les voies pour pérenniser le système en place. Héritaire. En verrouillant tous les accès à une alternance plurielle. Pour nous faire l'économie d'un autre 5 Octobre. Eviter le chaos, diraient-ils. Ce qui, traduit en clair, veut dire, « préserver nos acquis ».

Faut dire qu'ils y sont aidés. Par les tentations de la politique de la chaise vide en prévision des législatives que certains partis voudraient boycotter. En clair, si la décision est prise, si un seul parti décide d'y participer, cela reviendra à disqualifier la coordination de l'opposition, favorisant, du coup, le retour flamboyant du médiocre système à Parti Unique composé de candidats de FLN et de deux ou trois partis croupions. Comme dans la formule du « bon vieux temps », l'électeur aura à choisir entre des candidats soudés comme des moules au rocher du pouvoir.

Je pourrai m'arrêter là. Me limiter à ces constats. Me lamenter si les fantômes de politiques, d'universitaire, des dizaines de journalistes, de personnages au sommet de la représentation culturelle, de femmes et d'hommes de convictions ne nous rappellent pas qu'eux, ils n'ont pas baissé les bras devant le feu ni baissé les yeux devant leurs assassins. En pleine « zone des tempêtes ».

Alors, je m'interroge. Comment peut-on baisser les bras devant l'incompétence, la prédation qui conduit à démanteler la société ! Et, partant, abandonner le camp des idées à la médiocrité ? Serait-on trop pressés de voir fleurir les arbres à peine plantés ? Abandonner le champ aux dirigeants d'un capitalisme sauvage qui dilapide les « bijoux de famille » acquis au prix du sang ?

M. Aktouf dit : « Pour dire vrai, je ne comprends absolument pas les raisons de cet ostracisme, alors que des experts et enseignants étrangers qui ont été

formés avec mes livres et mes autres écrits sont régulièrement invités en Algérie. » L'important, n'est-ce pas le VERBE ? La transmission ?

Mais il y a « urgence ». Certes. Cependant, un changement de mentalités ne relève pas d'une « génération spontanée ». Les militants obscurs, ou plus illustres ont puisé des écrits, dans des discours, en un mot, dans le VERBE leur raison de vivre. « Je n'ai pas connu de défaites, disait Nelson Mandela, mais appris des leçons ». Car il ne suffit pas, pour reprendre la réponse de Camus à Jean-Paul Sartre, de « placer son fauteuil dans le sens de l'histoire » et s'en satisfaire.

Les luttes de Jugurtha, de Fatma N'soumer, de la Kahina, de l'Emir Abdelkader, d'El Mokrani, et de tant d'autres, ne furent pas de futilités accrochages stériles. Nierait-on, par ailleurs, le rôle de l'intellectuel dans le recouvrement de la langue Amazight ? Ou la contribution décisive des enfants, nourris du Verbe, qui ont occupé les rues de Kabylie, d'Alger et d'ailleurs, offrant leurs poitrines à la répression pour obtenir l'établissement du droit ancestral à la culture Amazight ? Tout cela, grâce au verbe.

Il se trouvera toujours des milliers d'apprenants » qui attendront, à la suite de leur testament, des codicilles. Pour les éclairer. Pour éviter le chaos programmé et le retour à la case départ. Comme en Egypte. Comme en Tunisie. Ouvrant la voie aux Amara Benyouènes. Ou Ali Haddad réclamant tout le bras après s'être saisi de la main lui fut tendue, se substituant au gouvernement supposé régulateur des investissements, proposant une médication prédatrice meurtrière, sous sommation, déclarant à Constantine : « nous disposons de trois quatre années pour inverser totalement la tendance » !

Je crois entendre Aktouf se confiant dans l'interview citée plus haut.

Sauf que les deux hommes ne servent pas les mêmes idéaux. Et pour écrire ces mots, il a bien fallu que je lise ses déclarations et contributions.

En finir avec Octobre 88 ?

Du 4 au 10 octobre 88, une partie de la jeunesse algéroise –après celle d'autres villes de l'intérieur– s'est mise en émeute. Comme élément avancé pour apprécier la situation explosive : la conjoncture économique et les revendications sociales et culturelles des grandes agglomérations étouffantes.



Par Ammar Koroghli

Entre ce qui est exprimé et les non-dits figurent le népotisme et la corruption à combattre, la nomenklatura à mettre hors jeu avec sa «tchitchi». L'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre a révélé la fracture entre les exclus du circuit scolaire et de l'emploi et les défenseurs d'un système bâti sur l'octroi de privilèges aux «âmes bien nées». D'évidence, la presse dite nationale ne pouvait que colporter l'opinion d'un régime pourtant honni alors que, comme à l'accoutumée, celle étrangère ne pouvait que chercher à exacerber le moindre fait et geste ayant lieu en Algérie. Après l'affrontement sanglant, l'expectative et les tergiversations du pouvoir hésitant qui, par la voix de son président, chercha à tempérer la situation en un discours télévisé où il fut question de «démocratisation» de la vie publique.

A titre de rappel, quelques titres de journaux à l'effet de mesurer les appréciations de cet «événement». Ainsi, pour «El Moudjahid» : «Halte au vandalisme» (6/10/88) et «Appel au calme du commandement militaire» (7/10/88). Pour «Le Figaro» : «Algérie : les émeutiers massacrés» (10/10/88) ; pour «Jeune Afrique» : «Algérie : révolte sans lendemain ou début d'un grand changement» (19/10/88) ; pour «Libération» : «La bataille d'Alger» (10/10/88) et «L'Algérie à feu et à sang» (10/10/88)...

A lire de plus près ces différents journaux (choix non exhaustif), on relève que «El Moudjahid» énumère les «données objectives» de ces émeutes : crise économique mondiale, dévaluation du dollar, chute des revenus pétroliers, sécheresse (6/10/88). A aucun moment, les analystes du journal –attirés il est vrai à d'autres tâches– ne font référence aux tares du régime, encore moins aux hommes qui nous gouvernent. Mais, faut-il s'en étonner ?

Autre exemple du même journal qui publie le communiqué N°1 du commandement militaire chargé de gérer la situation. Ce dernier, évoquant des «mouvements de foules» à l'origine «d'actes de vandalisme», parle de «jeunes manipulés par les ennemis du peuple algérien et de la révolution». Comme langue de bois, on ne fait pas mieux. De même, il évoque «les horreurs concrètes de la destruction, du vandalisme, du pillage systématique», ajoutant que «les sinistres cerveaux qui ont à ce point suborné cette frange de la jeunesse auraient fait la preuve d'une haine de ce pays et de sa jeunesse à l'égard de l'ampleur des intérêts qu'ils ont à défendre» !

«SINISTRES CERVEAUX» ?

Quant à «Algérie actualité», pourtant réputé moins dogmatique (illusion ?), il évoque un «activisme ouvrieriste», des «aventuriers sans foi... renégats à leur pays» ; l'objectif de ceux-ci seraient (auraient été) de «tout mettre en oeuvre pour saborder le processus des réformes». Là aussi, açabya oblige, les citoyens algériens ne connaîtront pas ces «aventuriers» et ces «renégats», ou peu. Evidemment, la presse française parle différemment de cet «événement». Ainsi, «Le Monde» se révèle plutôt prolix sur la présence des forces de l'ordre dans les quartiers résidentiels («gendarmes et militaires en armes en position aux points de passage obligés»), des blindés aux carrefours stratégiques, des commandos parachutistes et des hélicoptères militaires. De même, il évoque la «cohabitation conflictuelle qui révèle le caractère non monolithique du pouvoir» (8/10/88). «Le gouvernement algérien mise sur l'annonce de réformes pour favoriser l'apaisement», peut-on lire dans le même journal (12/10/88).

Quoi qu'il en soit, dans son discours télévisé du 10 octobre 88, Chadli Bendjedid parle d'«actes de vandalisme et de sabotage à l'encontre des institutions économiques, administratives, sociales et celles qui symbolisent l'Etat». Aussi, conclut-il : «Sur la base de la Constitution, j'ai personnellement pris les mesures nécessaires pour préserver le pays, la révolution et la nation». Sa conviction est «qu'il est temps d'introduire les réformes nécessaires dans le domaine politique».

Notons donc «les mesures nécessaires» et «les réformes nécessaires»... Ainsi, gouverner n'est plus l'art de prévoir (la chute des revenus pétroliers, par exemple), c'est devenu pour le pouvoir un moyen de naviguer à vue et ne prendre des mesures –voire envisager des «réformes»– que lorsqu'elles deviennent «nécessaires».

Et encore ! En effet, les réformes politiques –qui auraient été les bienvenues, sans effusion de sang et au moment où le pays vivait une certaine stabilité politique et une relative aisance financière– maintenant pour l'essentiel le système du parti unique, mais prévoyaient théoriquement la «liberté» de candidature aux élections locales et légis-

latives et «la suppression de la tutelle pour les organisations de masse et professionnelles». En revanche, pour les promoteurs de ces réformes, «il n'est en aucun cas possible d'établir le multipartisme avec des milieux qui visent le pouvoir et l'obtention de privilèges dans le cadre d'une démocratie de façade, alimentée par des surenchères démagogiques».

Voilà, il fallait passer par la torture physique (après celle morale, de longues années) –l'asphyxie par l'eau, les brûlures par l'électricité, les ongles arrachés, les matraques par instruments contendants, les violences sexuelles (sodomisation par instruments : bouteilles ou manches de pioches), les tessons de bouteilles sur lesquels il faut ramper- (Cf. à ce sujet «Octobre» de Abed Charef, Editions Laphomic, Alger, 1990) pour que le pouvoir donne l'illusion aux citoyens algériens qu'il se séparait de deux de ses serviteurs : Cherif Messâadia, responsable du secrétariat permanent du comité central du FLN et Lakhal Ayat, responsable de la police politique, qu'il nommait un nouveau gouvernement dirigé par Kasdi Merbah (ancien responsable de cette même police politique et dont on dit qu'il a été sans doute l'appui de poids ayant permis la désignation de Chadli Bendjedid à la présidence de la République), qu'il organisait un référendum le 3 novembre 1988 à l'effet d'approuver ces réformes (92,27 % des suffrages exprimés. 92,27 % !) et que le même Congrès du FLN désignait Bendjedid comme candidat unique à la magistrature suprême. Décidément, le système était loin d'être à l'agonie.

TENANTS ET ABOUTISSANTS D'OCTOBRE 88

Deux thèses se font face en vue d'expliquer l'avènement d'Octobre 88. Afin d'en dégager les implications –mais aussi de désigner les responsables de cette situation-, force est de mettre en lumière celles-ci et de les soumettre à débat et à critique.

La première thèse parle de manipulation du régime en place. Autrement dit, octobre serait le résultat –voire la mise en scène– des acteurs du système politique algérien. La seconde thèse pense qu'il s'agit d'une insurrection populaire.

S'agissant de la première opinion, on peut, en toute vraisemblance, parler du soulèvement d'une partie du régime contre l'autre, tant il est vrai que chez nous, les catégories politiques connues dans les pays occidentaux –droite/gauche– et celles de la philosophie politique des ex-pays de l'Est –lutte des classes et dictature du prolétariat– n'ont pas cours. En tous les cas, ces catégories sont occultées par la présence de clans qui se disputent le pouvoir, chacun faisant appel à sa clientèle. Les politologues et les constitutionnalistes peuvent interpréter octobre 88 comme une tentative de coup d'Etat. Ainsi, M'Hamed Boukhobza pense qu'il s'agit «d'une manipulation, mais que cette dernière est intervenue à un moment de crise de la société...» Il pense également qu'octobre aura permis au pouvoir de commencer à se poser les bonnes questions sur l'Etat, sur sa légitimité, sur ses rapports à la société... Deuxième élément important, octobre a montré la fragilité du pays en tant qu'Etat, que Nation, que devenir.

S'agissant de la seconde opinion, elle renferme sans doute également une partie de la vérité. En effet, il n'est que d'évoquer les sévices multiples supportés par les Algériens : chômage, inflation, problèmes du logement, de la santé, du système éducatif ; érosion du pouvoir d'achat ; pénuries en tout genre... Ainsi, «l'ennemi, c'est aussi la villa cosquée, la limousine rutilante, les bourgeois crâneurs». En ce sens, «Octobre a été conçu et appliqué comme une transition violente d'un système bureaucratique et autoritaire parvenu au terme de ses possibilités vers un autre, fondamentalement différent».

Général major en retraite et ancien ministre de la Défense nationale, Khalèd Nezzar pense que : «Contrairement aux idées répandues, le 5 octobre ne fut ni un événement spontané, ni une recherche de liberté et de démocratie. Malgré l'absence d'une enquête officielle vainement demandée, nous pouvons affirmer qu'à l'origine, il ne s'agissait que de contestations publiques fomentées en prévision du congrès du FLN, dans l'espoir de conforter certaines tendances. La manifestation, échappant à ses artisans, ne manqua pas d'être chevauchée par toute une cohorte de forces de toutes obédiences» («El Watan» du 15 mai 1996).

En toute vraisemblance, d'une part, le pouvoir en place s'offre en spectacle : un clan veut chasser l'autre, à défaut d'accord à travers les appareils d'Etat, du FLN et de l'Armée ; d'autre part, l'Algérien a trouvé là l'occasion pour dire non, fut-ce d'une manière diffuse, à toutes les politiques connues par le pays et soldées par des échecs successifs, à son détriment.

En tout état de cause, des signes avant-coureurs avaient annoncé octobre : incarcérations arbitraires, grèves des travailleurs, soulèvements dans d'autres villes, autre qu'Alger. Devant ces coups de boutoir, le pouvoir s'est doté d'une nouvelle

ligne politique : du «socialisme spécifique» –ayant montré ses limites– aux réformes économiques –libéralisme «spécifique» ?-. Ces réformes s'articulent, selon ses promoteurs, autour de deux pôles : au plan économique, c'est la «restructuration» des entreprises publiques en vue d'aboutir à leur autonomie. Au plan politique, le système du parti unique continua d'être en vogue.

Enfin, pour mémoire, le fait saillant qui interpelle la mémoire, c'est la férocité avec laquelle certains Algériens armés ont tiré sur d'autres Algériens, armés il est vrai de leur colère juvénile. Celle-ci, attisée par de longues frustrations, a abouti à une tentative de démantèlement de certains symboles du régime en place et des signes arrogants de richesse de la nomenklatura.

Le multipartisme tel qu'il est né et la situation socio-économique dégradée sont à coup sûr les axes s'offrant à l'analyse. Ils doivent faire l'objet, à chaque fois que de besoin, d'un bilan sans complaisance, ni concessions pour verser à l'actif d'octobre ce qui doit l'être, traduire en justice les zélés de l'ordre inique en Algérie et oeuvrer à la mise en place d'une pensée politique algérienne expurgée de toute tentative de récupération du sang versé depuis octobre 1988.

Par ailleurs, au moment où se déroulaient des événements graves de conséquences (en Algérie) pour les tenants des «réformes» en matière économiques, environ deux millions de citoyens algériens ont probablement vécu leur exil avec plus de morosité, d'autant que, au moment où Pinochet s'est vu infliger un «NO» d'une majorité de Chiliens, il est à se demander si les dirigeants d'Alger –pernicieux et corrompus à souhait jusqu'à la moelle– vont enfin tirer la leçon. Ce ne sont, au fond, que de «mauvais élèves» comme aurait dit le général Giap.

Oseront-ils procéder à un plébiscite «propre et honnête» pour mesurer leur audience, non plus à l'applaudimètre ou à l'audimètre d'une presse (écrite et télévisée) aseptisée -, mais au pouvoir des urnes, les pieds des Algériens ayant appris à voter depuis 1980. Le «NO» d'une jeunesse, en 1988, n'exprime pas seulement le refus d'une quelconque «nomenklatura», il est la traduction du refus d'un système qui les a exclu de l'arène où se décide leur sort.

Le régime a incontestablement réussi à se discréditer d'une façon durable et définitive. Au fort du drame qui ne cesse de frapper de plein fouet les citoyens Algériens (auxquels il ne reste, par moments, que la rue pour exprimer le mécontentement à l'égard d'un régime politique qui les a souvent opprimé et d'un système économique qui les a tenu en mépris), la presse officielle de l'époque a trouvé le moyen par un tour de passe-passe qui lui est familier de justifier, à priori et à posteriori, l'incapacité chronique d'un gouvernement aux abois. Aussi, parle-t-elle de «900 personnes arrêtées en flagrant délit de pillage et vandalisme», exhibant en pleine page des photos avec ce titre : «Scènes de vandalisme».

Or, à moins d'être frappé de cécité journalistique, force est de constater que si scènes de vandalisme il y a eu et s'il y avait des personnes à arrêter pour flagrant délit de pillage de l'Etat et de vandalisme, il faut se tourner vers les caciques du pouvoir tenus en laisse par une direction de l'armée qui a continué de s'appeler «conseil de la révolution» (et ensuite membres du bureau politique du FLN), divisés quant à la ligne à suivre en vue d'une meilleure distribution de la rente provenant des hydrocarbures. Cela, les rédacteurs d'une presse qui était également au service exclusif du régime désormais dans le box des accusés, le savaient, en toute vraisemblance, mais n'osaient le dire.

Autres cieus, autre cynisme. La très officielle organisation «Amicale des Algériens en France», par la voix autorisée de son chef d'alors a eu à qualifier les «événements d'octobre 88» de «chahut de gamins» qui a dégénéré. Ce mouvement est sans racine et sans lendemain et ne peut avoir aucune conséquence». Sur une chaîne française –l'ex 5-, il a cru devoir affirmer, d'une manière péremptoire, digne des bureaux-crates ayant dévoyé le FLN historique : «Chadli est le seul président à avoir été installé au pouvoir par la voie de l'élection» ! Elections, le ridicule ne tuant pas, qui font état de 95...% de voix au candidat unique à la présidence de la République, désigné par un collège de techno-bureaucrates militaires et civils confondus, représenté par de pseudo tendances au sein du FLN devenu le lieu de règlement de comptes étranger aux «délégés élus» du peuple, après avoir assumé le rôle d'«oiseau fabuleux de la mythologie politique algérienne».

Octobre 88 a, tout de même, sonné le glas d'un système défini comme le monopole du pouvoir par une élite de gérontocrates. Celle-ci a privatisé le politique pour le réduire à l'état de propriété de clans qui se le disputent à travers le clientélisme, les prébendes, le népotisme, le parasitisme et autres «ismes» si fort joliment dénoncés par la charte nationale.

Les «événements» d'octobre ont fait avancer l'Algérie vers une certaine voie de démonopolisation de la vie publique et, par ricochet, de réappropriation du politique par la société civile anesthésiée jusqu'alors par la peur. Faut-il rappeler que Novembre 54 a été l'oeuvre d'une poignée d'hommes déterminés à en finir avec le colonialisme ? Ces «événements» ont, d'une certaine manière, fait replier l'Algérie sur elle-même en ce sens que les dirigeants algériens, après un certain réaménagement du pouvoir, ont essayé de revenir à la normale par tous les moyens. Le tout était de savoir s'il s'agissait d'une normalisation sournoise ou d'un passage vers la démocratisation de la vie politique où la société civile aurait la possibilité de participer aux affaires de l'Etat, à travers des représentants élus.

APRÈS OCTOBRE 88, L'AFFAIRISME D'ETAT

D'une manière générale, le bilan du pouvoir algérien fait ressortir les incohérences d'une stratégie et son coût social, la croissance des dépenses improductives, la non-maîtrise de l'appareil productif, la formation de féodalités économiques et politiques (techno-bureaucratie civile et militaire), les dangers de l'extraversion et le mépris des masses en prime.

Ainsi, ni l'autogestion et le «gouvernement par le parti», ni les «industries industrialisantes» n'ont produit la matrice nécessaire au décollage économique. Pas plus que l'économie de marché tant annoncée. De même, le caractère d'exploitation qui découle de la confusion entre formes juridiques de propriété et rapports de production n'a pas été supprimé. Par ailleurs, depuis la Constitution de 1976 à ce jour, un régime présidentieliste hermétique à l'opposition a été mis en place, le président de la République ayant droit de vie et de mort sur l'ensemble des institutions.

En effet, le chef d'Etat conserve, au-delà de l'écran politique du multipartisme affiché, la haute main sur les institutions : il pourvoit aux postes élevés de l'Etat – civils et militaires –, il nomme et destitue le chef du gouvernement qui est responsable devant l'Assemblée, il peut procéder à la dissolution du Parlement avec lequel il a l'initiative des lois. Le président de la République demeure donc le centre «dictatorial» du pouvoir, ne fût-ce que du fait de son irresponsabilité politique ; ainsi, échappe-t-il à tout contrôle populaire. En ce sens, depuis l'indépendance, les différentes Constitutions algériennes sont constantes. Evoluant dans le cadre d'un régime présidentieliste, le modèle de développement élaboré par le Conseil de la Révolution et poursuivi dans la perspective d'une politique dite «changement dans la continuité», a secrété un capitalisme d'Etat bureaucratisé et situé à la périphérie de l'économie mondiale de marché.

Dès son accession au pouvoir, chaque équipe au pouvoir s'emploie à annoncer de «grandes réalisations» (voire des plans de relance qui ne sauraient faire office de politique économique), feignant d'omettre les déséquilibres profonds et sérieux vécus au quotidien par le commun des citoyens. L'autoroute est-ouest est devenue une fétiche. La fracture sociale, culturelle et politique ne semble pas incommoder outre mesure nos dirigeants politiques ; ils n'ont pas hésité, en son temps, à désigner à la vindicte publique les exploitations agricoles (autogérées et coopératives) pour corroborer leur analyse militante en faveur d'une politique économique dont le secteur privé doit devenir la pierre d'angle au détriment du secteur public qui a servi de tremplin aux différentes fractions de la bourgeoisie algérienne pour asseoir leur hégémonie, et à l'ombre duquel des fortunes colossales se sont constituées. «L'après-pétrole» étant devenu depuis longtemps le leitmotiv de la stratégie politique du pays, avec pour toile de fond

La politique économique algérienne – ou ce qui en tient lieu – a révélé depuis des années un Etat plus préoccupé d'affairisme et de népotisme que de l'intérêt général. Au moment où le pouvoir actuel semble remettre au goût du jour un nouveau cycle pour l'endettement, force est de rappeler que : «Nous avons obtenu du FMI et de la Banque mondiale qu'ils déclarent notre programme juste du point de vue de l'orthodoxie économique» (Hidouci). Il est loisible de constater au grand jour des différenciations sociales jusqu'ici inégalées, y compris chez les couches moyennes. Et : «Ce n'est pas parce qu'on a augmenté les taux d'intérêts, déprécié le taux de change, ou libéré les prix que l'on va résoudre les problèmes vrais que vit l'économie algérienne» (Benissad).

In fine, que dire encore de la Mecque des révolutionnaires encore empreinte par un déficit démocratique ? Face à la montée du péril social et au syndrome de la déliquescence de l'Etat (le pouvoir ne pouvant plus acheter la paix sociale eu égard à la chute des prix du baril de pétrole), l'Algérie vit encore loin de l'économie diversifiée productrice de richesse culturelle, scientifique et matérielle. Jusqu'à quand ?

Accord de l'OPEP à Alger

De quel événement historique parle-t-on ?

Il n'est pas historique pour au moins deux raisons. Pour commencer, ce n'est pas la première fois que les membres de l'OPEP décident de jouer leur rôle de régulateur depuis l'embargo de 1973 jusqu'à la crise mondiale économique et financière de 2008. Ce n'est certainement pas les quelques cents qui ont franchi la barre des 50 dollars qui vont créer un événement historique. Ensuite, ce n'est qu'un retour à leur mission statutaire.



Par Reghis Rabah*

En effet, l'objectif du cartel n'est-il pas de stabiliser le marché pétrolier et partant celui gazier par la fixation des quotas pour chacun de ses membre afin de trouver la meilleure adéquation offre /demande pour aboutir à des prix consensuels parfois plus. Donc en allant au-delà du gel de la production au niveau des mois de juillet/aout, les principaux membres, en dépit de leur profonde divergence géostratégique, ont réussi à faire bouger le cours du baril en leur faveur en attendant sa concrétisation le 30 novembre prochain dans leur round formel. Il s'agit à partir de cette date d'éponger près de 750 000 barils par jour pour revenir à une production journalière entre 32,5 et 33 millions de barils par jour au lieu de 33,24 aujourd'hui. Les marchés ont salué cette décision dès le lendemain, le cours du brut léger américain West Texas Intermediate (WTI) a clôturé en progression de 5,3 % (47,05 dollars) à New York. En quatre jours, le WTI et le Brent de la mer du Nord ont regagné 6 %. En Bourse, les valeurs pétrolières flambaient jeudi matin en Europe. A Paris, Technip, Total, CGG ou Vallourec bondissaient en début de séance. C'est très léger mais encourageant. Toujours est-il, ce n'est certainement pas la quantité prévue d'être épongée qui a fait réagir le marché et qui se situe encore une fois autour de 750 000 baril dont 500 000 ont été déjà annoncés par les saoudis mais ce qui a surpris le marché, c'est l'entente entre les membres de l'OPEP et qui était selon presque tous les analystes une surprise. Il est évident que les efforts déployés par l'équipe algérienne à travers leurs différents contacts se sont finalement avérés productifs et donc tout l'événement couronné de succès car le contraire aurait été difficile à convaincre au moment même où le gouvernement prépare une loi de finance pour 2017 très austère par ses mesures contraignantes et très impopulaires.

Quel impacte aura cet accord sur le court et le moyen terme ? Pourquoi était-il inattendu ? Pourquoi faudra-t-il croire à son issue ? Combien même, il aboutira fin novembre, réglera-t-il la crise des recettes en Algérie ?

1- CET ACCORD AURAIT PU ÊTRE HISTORIQUE.

Il faut peut être souligner que la baisse des prix du baril qui a perdu près de 60% en si peu de temps, ne se limite pas uniquement à un déficit de recettes sur le court et le moyen terme pour les pays producteurs dont le développement économique dépend principalement mais immédiatement décourage les investissements pétroliers en amont qui affecteront à long terme tout le secteur pétrolier et gazier. Tout le monde et les experts qui défilent dans les médias lourds sont convaincus que les facteurs géopolitiques ont beaucoup plus d'influence que ceux économiques. Si certains prétendent le contraire aujourd'hui, c'est uniquement par une forme de complaisance. La réalité des chiffres est là : L'OPEP, qui produit environ un tiers du brut mondial, a pompé quelque 32,3 millions de barils par jour (mbj) au premier trimestre 2016, tandis que la production saoudienne a atteint à elle seule 10,13 mbj de janvier à avril (+3,5 % sur un an). Dans un cycle normal, lorsque le prix du baril augmente, les investissements en amont font de même et travailleront avec eux l'offre qui équilibrera le marché. La situation d'aujourd'hui est inquiétante parce qu'elle décourage les capitaux par sa chronicité. Selon l'Agence internationale de l'Énergie, les investissements dans l'exploration-production devaient chuter pour la deuxième année consécutive en 2016 : après un recul de 24 % l'an passé, ils devraient à nouveau diminuer de 17 % cette année, ce qui laisse plusieurs analystes penser que le marché pourrait même être confronté à un déficit d'offre dès les années à venir. C'est justement sur cette thèse que les membres de

l'OPEP s'appuient pour soutenir que ce soit au sein de l'OPEP ou non, et les consommateurs sont convaincus qu'un prix juste est nécessaire pour tout le monde afin d'obtenir un retour sur investissement raisonnable et investir dans l'industrie. Ce qui est logique mais des considérations géopolitiques en veulent autrement. Les Etats Unis ont prévalu leur stratégie politique en supportant ses effets secondaires pour la simple raison que sa situation n'est guère rassurante. Il est pratiquement certain que les producteurs américains sont aux abois. Il y a eu beaucoup de faillites et les dernières nouvelles montrent que le nombre d'appareils de forage a été divisé par 3. On est passé de 1900 appareils à près de 500. De plus, la production américaine contrairement à ce que dit la presse, a chuté. La courbe de production américaine, après avoir atteint le niveau record de 9,61 millions de barils par jour en juin, a finalement commencé à baisser. Cependant, les Etats-Unis ont commencé à augmenter leur niveau de stock au-delà de sa valeur moyenne dès le mois de janvier 2015. Les stocks américains sont passés de 380 millions à 490 millions de barils. Plus de 25% d'augmentation 100 millions de barils sur environ 100 jours ouvrables. Les pays industrialisés qui ont des capacités de stockage ont fait pareil avec un pétrole bradé. Un pays comme la France a gagné 25 milliards de dollars du fait de la chute des prix. L'arrivée des gaz de schiste et des pétroles de schiste a fait long feu. Le secteur du schiste est maintenant financièrement sous stress-tests. Cela fonctionnait bien dans un environnement caractérisé par des prix du pétrole brut relativement élevés et une politique monétaire ultra-accommodante. Ce n'est plus le cas avec les nouvelles décisions de la FED. Les faillites s'envolent dans le secteur pétrolier américain. Au moins 67 compagnies pétrolières et gazières américaines ont fait faillite en 2015, selon le cabinet de conseil Gavin/Solomon. Cela représente une hausse de 379% par rapport à l'année précédente où le cours du pétrole était nettement plus élevé. Même Chesapeake Energy (CHK), l'une des entreprises les plus connues lors de l'essor du schiste, a été contrainte de démentir les rumeurs de faillite le mois dernier alors que son action chutait lourdement. La multiplication spectaculaire des faillites correspond à une baisse du cours du pétrole qui est passé de 110 dollars le baril à la mi-2014 à 45 dollars en moyenne aujourd'hui. Cette hausse des dépôts de bilan est liée également à la baisse du prix du gaz naturel qui est à son plus bas niveau depuis près de 14 ans. Lorsque le cours du pétrole se situait dans une zone comprise entre 90 et 100 dollars le baril et que le boom du pétrole de schiste décollait, les entreprises s'endettaient massivement pour financer les forages coûteux. Mais la forte production de pétrole aux États-Unis a créé une surabondance contextuelle d'inquiétudes sur le niveau élevé des réserves : les stocks d'essence ont baissé de 2,7 millions de barils, une variation d'une plus grande ampleur que l'estimation des experts de Bloomberg qui prévoyait une chute des stocks d'essence de 1,7 million de barils. Ce chiffre contredit l'augmentation de 2,2 millions de barils annoncée par l'API. Il reste bien au-dessus de la limite supérieure de la fourchette moyenne en cette époque de l'année, et s'affiche en hausse de 9,3% par rapport à la même période en 2015. De leur côté, les réserves de produits distillés (gazole, fioul de chauffage, kérosène, etc.) ont augmenté de 1,9 million de barils alors que les experts de Bloomberg s'attendaient à une baisse de 600.000 barils. L'API a annoncé pour sa part une hausse plus importante, de 2,4 millions de barils. Elle progresse de 3,2% par rapport à l'an dernier et se trouve proche de la limite supérieure de la fourchette moyenne à cette période de l'année. L'historicité de l'événement d'Alger aurait pu être effective et avoir un impacte beaucoup plus important si les 14 membres avaient transformé cette réunion informelle en une tout à fait officielle et faire un effort sérieux pour éponger le surplus de l'offre disponible sur le marché et évalué à près de 2 millions de barils. Cette décision était possible et les statuts du cartel le permettaient. Dans ce cas,

les prix auraient grimpé rapidement autour de 80 dollars. Cet accord dit de « principe » conditionné par la discipline qu'on connaît chez les membres de la corporation n'aura en fait qu'un effet non seulement peu satisfaisant mais aussi temporaire. Plus de deux tiers d'excédent de l'offre continueront à inonder le marché et d'ici là les prix grimperont tout au plus à 50 dollars. Ceci demeure un prix qui ne convient à personne.

2-POURQUOI CET ACCORD ÉTAIT INATTENDU ?

La veille de la réunion, Bijan Zanganeh, le ministre iranien du pétrole, réaffirmait qu'un tel accord n'était pas envisageable en deux jours. Et pourtant, c'est bien un rapprochement des points de vue entre les deux frères ennemis du cartel, l'Arabie saoudite et l'Iran, qui a permis de dégager ce consensus qui paraissait pratiquement impossible eu égard à la profondeur de la divergence : affaires des hadjis 2016, le refus par l'Iran de baisser sa production et surtout la prise de position de l'Iran en Syrie et au Yémen sans compter son alliance avec l'Irak. S'agit-il d'une ruse des uns et des autres pour ne pas froisser la diplomatie algérienne qui n'arrête pas de les tarabuster sur la question ? Tout est possible s'agissant d'un simple accord de principe qui peut évoluer d'ici deux mois, rendez-vous des membres de l'OPEP à Vienne. L'Iran a donc accepté de n'augmenter sa production que de 200 à 300 000 barils par jour et l'Arabie Saoudite de diminuer la sienne d'environ 500 000 baril par jour. Le reste sera partagé entre les autres membres au prorata de leur quota et leurs contraintes respectives. Ensuite, la délégation russe, le plus gros producteur hors OPEP, a quitté la conférence dès la fin de son ouverture alors qu'elle devait elle aussi mettre les mains dans la patte. Les déclarations hors salles de réunions étaient contradictoires avec ce qu'il s'y dit à l'intérieur. Il ya de quoi dérouter tout analyste. C'est pour cela qu'il ne faudrait pas être euphorique de cette timide réponse du marché qui pourrait s'inverser sous peu.

3- POURQUOI FAUT-IL CROIRE À CET ACCORD ?

Aussi léger soit-il, il est fort probable que cet accord se confirme fin novembre parce que l'os dur du rouage qui est l'Arabie Saoudite commence à ressentir les méfaits de son aventure aveugle pour reconquérir ses parts de marché et son entêtement de ne pas intervenir à temps. Les entreprises de bâtiments qui emploient une main d'œuvre étrangère extrêmement nombreuse sont en phase de déposer le bilan et n'arrivent même pas à payer les salaires. La grogne des étrangers s'extériorise. On peut citer l'exemple de Saudi Oger, une entreprise fondée dans les années 1970 par Rafic Hariri, milliardaire ancien Premier ministre libanais assassiné en 2005, dirigée par son fils Saad, qui fut lui aussi chef du gouvernement libanais, et représente l'une des principales entreprises du BTP en Arabie saoudite. A cause des factures impayées, elle n'arrive plus de verser les salaires et donc menacée de faillite. L'ambassadeur de France s'est impliqué dans l'affaire des versement des salaires aux ressortissants français qui n'ont rien perçu depuis des mois dans divers secteurs de l'économie du royaume. Sur un autre plan, les tendances actuelles du marché de l'énergie ne sont pas bonnes pour l'Arabie Saoudite. Pour commencer, l'Agence internationale de l'Énergie a publié récemment des projections qui indiquent que les Etats-Unis pourraient bien rattraper au géant pétrolier du Golfe la première place de producteur de la première énergie mondiale à l'horizon 2020. Mi-mai 2016, cette même agence a révélé que l'Amérique du Nord, grâce au développement rapide de son industrie pétrolière de nouvelle génération, devrait dominer la production globale de pétrole dans les cinq prochaines années. Ces développements imprévus ne représentent pas seulement un coup porté au prestige de l'Arabie saoudite, mais également une menace potentielle à l'encontre de la prospérité économique du pays sur

le long terme et tout particulièrement dans le contexte actuel post-printemps arabe, qui voit une augmentation des dépenses gouvernementales. Mais si l'avenir du royaume apparaît décidément sombre, sa réponse apparaît des plus confuses. Il faut ajouter à cela la pression du Congrès américain sur la maison blanche pour créer une équipe rattachée au ministère de la justice dont les objectifs sont d'enquêter sur les mécanismes des prix et sur éventuellement, les manipulations des cours du pétrole même aux Etats-Unis. Ce projet non encore validé, prévoit non seulement de se passer de l'Arabie Saoudite mais aussi la possibilité de poursuivre en justice les pays membres de l'Opep au nom des lois antitrust. L'AIE, la même année avait averti que toute initiative pour freiner la production pétrolière mondiale pourrait se révéler contreproductive pour l'économie mondiale. Ce pays a toujours manœuvré en utilisant son droit de veto pour un prix qui l'arrange au détriment des autres membres dont les recettes pétrolières restent vitales pour leur développement économique. Quel est justement ce prix ?

Si l'on se réfère à l'Arab Petroleum Investments Corporation, le prix qui arrange les Saoudiens se situerait autour de 94 dollars le baril, soit moins que le prix actuel du Brent. Or l'Iran par exemple a besoin de vendre son baril à 125 dollars pour qu'il soit rentable, ce qui explique la guerre que se livrent l'Iran et l'Arabie Saoudite au sein de l'Opep. Mais en l'absence de réformes politiques profondes qui seules pourraient fournir à l'Arabie Saoudite d'autres sources de revenu, ce prix de revient va sûrement selon cette même Corporation en augmentant. Cette rivalité entre des membres d'une même organisation n'est pas une dispute théorique. Elle pourrait avoir de sérieuses implications sur le futur de l'économie mondiale. Que l'Arabie Saoudite le veuille ou non et elle ne le veut certainement pas, le marché global de l'énergie va s'ouvrir de plus en plus à la concurrence. Dans un marché concurrentiel, le pétrole doit être fourni par tous les producteurs en tenant compte à la fois de leurs réserves géologiques et de leurs marges. Il y a quelque chose de profondément malsain de voir les Etats-Unis, qui disposent d'environ 2% des réserves conventionnelles de pétrole produire plus de barils par jour que l'Arabie Saoudite.

4- LES ALGÉRIENS DOIVENT ÉVITER L'EUPHORIE

Au lendemain de cet accord fragile, les membres du gouvernement et les commentateurs de presse ont fait du succès de cette rencontre une manchette comme s'ils viennent d'attraper un lion par sa queue. Historique, farameux, mémorable allant jusqu'à déclarer qu'il permettra au gouvernement de jouir d'une bouffée d'oxygène au moment même où il est entrain de boucler le budget pour 2017 qui va rentrer en application dans 3 mois. Or, en supposant que les prix vont gagner 13 dollars par baril continuellement sur une année pour atteindre 60 dollars le baril ce qui est un scénario très peu probable mais pour tempérer cette euphorie faisons le. Avec le volume des exportations aussi bien en brut qu'en gaz, ce supplément permettra de tirer un gain potentiel maximale de 6 milliards de dollars ce qui ne représente que le 1/5 ème du déficit budgétaire attendu en 2017 et moins du 1/3 de l'enveloppe consacrée aux transferts sociaux. Donc, il est difficile de percevoir cette pause dont parlent les experts. Il ne faut donc pas que cet événement, certes couronné de succès monte à la tête des Algériens pour encore une fois ne compter que sur la rente pétrolière. Il est de coutume que lorsque les prix du baril remonitent, les Algériens reprennent leur sommeil. L'exemple de la crise de 1985 est édifiant.

* Consultant et Economiste Pétrolier

Le patronat algérien, un handicap pour l'économie



Par Abed Charef

Le patronat algérien s'impatiente. Il ne veut plus attendre. Il veut aller plus loin, mais, surtout, plus vite. A travers son organisation phare, le FCE, le patronat montre que le rythme actuel de l'économie algérienne ne lui convient pas. Et il le dit, dans un langage qui frise la rébellion.

S'agit-il d'un divorce avec le gouvernement de M. Abdelmalek Sellal, ou d'une simple brouille destinée à obtenir plus, plus rapidement? Les mots utilisés par les patrons pour exprimer leur impatience, lors de l'université d'été de leur organisation, à Constantine, ont été remarqués. Abdelmalek Sellal, qui a pourtant satisfait toutes les revendications du patronat, n'est plus le favori. Son statut est en train de changer. Le patronat ne voit plus en lui l'homme qui a demandé aux milieux d'affaires : dites moi ce que vous voulez et je le ferai. Il est plutôt l'homme qui raconte des histoires salées avant de diriger la campagne électorale du président Bouteflika, mais reste fondamentalement inefficace quand il s'agit de parler économie et entreprise.

Est-ce suffisant pour dire que le FCE a un nouveau candidat au poste de premier ministre, en la personne de M. Abdelssalam Bouchouareb? La tentation serait grande. Particulièrement quand on sait qu'Alger bruisse de rumeurs sur un remaniement imminent du gouvernement, et que la proximité avec le cercle du président Abdelaziz Bouteflika constitue la meilleure garantie pour figurer dans la prochaine liste.

DIVERGENCES

En tout état de cause, le FCE veut se donner l'image d'une organisation plus moderne, plus dynamique, aspirant à plus de liberté pour jouer un rôle plus grand dans l'économie du pays. Mais cet aspect visible des aspirations du FCE occulte d'autres

Le patronat alimente la chronique politique, en jouant Bouchouareb contre Sellal. Mais sur le fond, il patauge. Derrière un vernis de modernité, il n'est pas sorti de la rente et des privilèges.



réalités, beaucoup moins glorieuses. D'abord, le patronat algérien est fortement divisé. Entre ceux qui ont intérêt à rester collés au pouvoir, parce que dépendants fortement de la commande de l'Etat ou jouissant de privilèges exorbitants, et ceux qui fonctionnent dans une logique purement économique, il y a un monde. Ce sont les premiers qui tiennent aujourd'hui le FCE.

Ensuite, le patronat algérien, du moins la partie la plus visible, ne veut pas changer de modèle économique, il veut seulement un parrain plus efficace. Rien ne prouve que M. Bouchouareb le sera, mais qu'importe. Le patronat n'en est pas à sa première erreur, M. Bouchouareb est un ami, et à défaut d'être plus efficace, il accordera encore plus de faveurs.

Enfin, les milieux d'affaires sentent peut-être le besoin de participer à la nouvelle phase qui se prépare. Abdelmalek Sellal a déjà bouclé quatre années à la tête du gouverne-

ment, et tout ce qui pouvait en être tiré l'a déjà été. Un nouveau premier ministre serait le bienvenu : ce serait l'occasion de taper sur le manque de résultats de Sellal, pour occulter tous les privilèges obtenus.

INCOHÉRENCE

Mais quel que soit le discours du FCE, il sonne creux. Car ce n'est pas au milieu d'un calamiteux quatrième mandat qu'on découvre les vertus de l'économie. Le patronat a collé au pouvoir depuis des décennies ; il a même réalisé un coup de force pour destituer l'ancien président du FCE et adouber un nouveau patron réputé plus proche du pouvoir du moment. C'est un jeu dans lequel le FCE excelle. Il sait dans quelle direction va souffler le vent, et il a de grandes aptitudes pour prendre le bon train. C'est son principal mérite.

Mais sur le fond, le FCE constitue lui-même un sérieux handicap. Il soutient le statu quo politique tout en faisant semblant de promouvoir le changement économique. Il appuie un pouvoir assis sur la bureaucratie et la rente, et tient, en parallèle, un discours qui prétend sortir le pays de l'ère de la rente. Il veut du crédit, des terrains, des exonérations fiscales, des facilités de tous genres, accordés selon des règles discrétionnaires, mais déplore le non respect des règles. Enfin, il appuie un pouvoir dont le principal souci est la distribution de la rente pour pouvoir se maintenir, et regrette que ce pouvoir soit aussi inefficace dans la gestion de l'économie.

Un discours aussi contradictoire sert, à l'évidence, les intérêts de ceux qui se sont syndiqués au sein du FCE.

Mais aujourd'hui, non seulement il ne tient plus la route, mais il devient une tare supplémentaire pour l'économie du pays.

Quels intérêts le recours à l'emprunt extérieur servira-t-il ?

Par Abed Maradj

Les derniers pans stratégiques de l'économie seront offerts au capital étranger, tout à été réglé, préparé, même le FMI pourra s'appuyer sur la dernière version de la constitution votée à main levée par une APN corrompue afin de justifier ses exigences. Pourtant notre pays a une réserve en devise importante, et on peu réduire les importations dans des proportions importantes bien entendu ici on touche les intérêts du FCE et des importateurs : exemple autoriser l'importation de véhicule de moins de 3 ou 4 ans par les particuliers avec leur propre argent (mesure valable uniquement pour les particuliers pas pour les importateurs), empêcher l'importation de véhicule en kit dans le cadre des projets d'usines de montage, encourager plutôt tout projet de fabrication de pièces de rechange, cela permettra d'économiser des devises, gérer nos entreprises avec nos propres cadres, actuellement ce sont des entreprises étrangères qui gèrent les centrales électriques, les usines de dessalement d'eau de mer, la distribution d'eau, le métro, port... Une honte... Stopper les dépenses liées à l'embellissement, ne plus alimenter les lampadaires hors agglomération que l'on retrouve sur des dizaines de kilomètres... et plein d'autres initiatives, mais cela relève d'une politique de souveraineté nationale, or l'actuelle politique est dictée par les multinationales et leurs alliés locaux les importateurs.

Ces deux mesures, endettement extérieur et privatisation sont annoncés dans un contexte international très dangereux au plan économique, financier, et politique. L'éclatement de l'énorme bulle financière est inévi-

Nous avons d'une part des membres du gouvernement, le FCE, des médias, des partis «d'opposition», qui défendent l'option d'un recours à l'endettement extérieur, et d'autre part le FMI qui exige d'accélérer la privatisation, exigence défendue bec et ongles par le FCE avec frénésie.

table et il n'y a aucun moyen pour l'éviter. La dette publique des pays capitalistes développés a dépassé les 200 000 milliards de dollars soit 186 % du PIB de la planète, le shadow banking (finance de l'ombre) atteint les 75 000 milliards de dollars, quand aux produits dérivés certains les évaluent à 1 500 000 milliards de dollars, sur la trentaine de banques systémiques plusieurs sont en train de couler, exemple de la Deutsche Bank qui fait la une des médias ces jours ci avec ses 75 000 milliards de dollars de produits dérivés et une dette de 2740 milliards d'euros son action vient de chuter à moins de 10 euros alors qu'elle était à plus de 100 euros il y a 4 ans (les fonds de pension américains ont perdu 90% de l'argent des retraités...), l'Italie est un pays en faillite avec 2200 milliards d'euros de dettes dont 360 milliards d'euros de créances douteuses et ses deux plus grosses banques dans une situation similaire à la deutsche Bank, deux banques françaises sont dans le rouge société générale et la BNP implantées chez nous et pressenties comme acquéreuses de nos banques publiques.

Les USA sont aussi dans le rouge contrairement à ce que disent les médias, une dette astronomique de 19 500 milliards de dollars, la bulle financière de 1400 milliards de dollars de prêts automobile est en train d'éclater avec 10% de défaillance et cela va continuer selon certains sites.

Depuis 2007 sur 21 millions d'Américains venus sur le marché de l'emploi seuls 5

millions ont été embauchés et sur les 5 millions il n'y a que deux millions qui travaillent à temps plein, les licenciements ne se comptent plus y compris dans le secteur financier, une des plus grandes compagnies maritime d'Asie la sud coréenne Handjin vient de faire faillite. Ce qui retarde l'effondrement du système financier c'est l'utilisation de la planche à billets par la FED et les banques centrales, ces billets sont de la monnaie de singe qui ne vaudra rien une fois la crise éclatée, car sans équivalent or. Aujourd'hui tout le monde veut acheter de l'or d'où la flambée de son prix. Les USA se sont accaparés l'or de plusieurs pays, et refusent actuellement de restituer l'or de l'Allemagne (300 tonnes).

Le capital financier et ses instruments, le FMI et la Banque mondiale poussent à la privatisation. Le FMI a poussé à la privatisation de l'eau dans 12 pays du tiers monde. Ce que sont en train de faire occidentaux et bédouins, c'est acheter avec leur monnaie de singe des valeurs tangibles : des biens matériels (centrale électriques, usines de dessalement d'eau de mer, usines pétrochimiques, mines de zinc de plomb, terres agricoles etc.). Donc si on revient à l'emprunt extérieur cela pose deux problèmes : a) -pour obtenir un prêt, le FMI et les Américains vont demander des garanties en contrepartie des dollars (peut être de l'or comme ils l'ont fait avec l'Argentine ?), des dollars qui ne vaudront rien si le système financier international s'effondre ce qui est inévita-

ble. D'ailleurs il serait plus sage que les Algériens qui ont de l'argent déposé dans les banques étrangères le retirent et le place dans des valeurs plus sûres. Ceci est à méditer messieurs du FCE, du gouvernement, Amara Benyounes et consort. b) - Dans un tel contexte, annoncer la privatisation des banques publiques dans la prochaine loi des finances à hauteur de 66% au profit des banques étrangères équivaut à une trahison nationale, car quand la crise se déclarera nos banques seront elles aussi en faillite.

Si en 2008 la crise financière n'avait pas eu les mêmes effets dévastateurs qu'en Tunisie, c'était parce que nous avions un secteur public dominant et déconnecté du système financier mondial. Tous les algériens doivent savoir ce qui se passera une fois ce secteur privatisé, quand la crise financière éclatera toutes les banques seront en faillite et fermeront leurs portes, les travailleurs ne toucheront pas leurs salaires, et les épargnants auront perdu leurs économies, les entreprises fermeront leur portes.

Les spécialistes de toutes tendances s'accordent à dire que ce sera la pire crise du système capitaliste, qu'elle sera dévastatrice. Un autre problème auquel il faudra réfléchir ce sont les 100 milliards de dollars de réserve de l'Algérie qui vont fondre du fait de la planche billets qui tourne à plein régime actuellement, et qui risquent de partir en fumée une fois la crise déclarée. Le courant néolibéral joue avec le feu il est l'exécuteur du plan impérialiste visant la destruction de l'état algérien et l'accaparement des richesses de notre pays ce qui a d'ailleurs déjà commencé.

Lorsque la faillite sera déclarée les états capitalistes sur endettés n'auront qu'une seule solution, celle de nationaliser les banques et effacer leurs dettes, mais aussi un très gros souci celui d'un tsunami social.

Migrants subsahariens : gare au «syndrome de la jungle» !

La jungle désigne depuis maintenant une dizaine d'années, les camps de migrants et de réfugiés installés à partir des années 2000 à Calais et Sangatte, aux abords de l'entrée française du tunnel sous la Manche et de la zone portuaire de Calais.

Par Cherif Ali

Cette jungle, l'appel d'air aidant, a la fâcheuse tendance à se remplir de migrants clandestins et les petites jungles se sont multipliées à l'infini sur l'enemble du territoire français. Le problème agite le monde politique, jusqu'au président de la République François Hollande qui en a fait un thème de campagne, lui qui vient de déclarer : « nous devons démanteler complètement, définitivement le campement de la Lande. Il est, chacun doit le comprendre, une impasse pour les migrants. Il est aussi, je le sais, un terrain d'action pour les passeurs qui font croire à cette illusion qu'il sera possible de franchir la Manche ! ».

Sur le web, l'intérêt pour la question des réfugiés a explosé ; aujourd'hui, la jungle de Calais s'est invitée dans la campagne présidentielle de 2017 ; on parle d'un plan du gouvernement visant à répartir 12000 réfugiés sur tout le territoire national. Comme de bien entendu, des élus et des populations s'y opposent, invoquant non seulement les problèmes sécuritaires qui en découleraient, de l'impossible cohabitation « réfugiés-Français », mais aussi les dépenses ainsi induites pour l'installation et la prise en charge des migrants. Et le problème risque de perdurer à défaut d'un consensus sur cette question.

En Algérie, il est aussi question non pas de réfugiés, mais de migrants subsahariens clandestins ; 17 000 d'entre eux, principalement Nigériens ont été, jusqu'à présent, rapatriés à l'annonce de Nouredine Bedoui, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales. Ce chiffre contredit, cependant, celui avancé par Saïda Benhabylès, la présidente du Croissant Rouge Algérien (CRA) qui a indiqué que seulement 15 000 ressortissants Nigériens ont été rapatriés dans leur pays depuis 2014, à la demande des autorités de Niamey qui soupçonnent l'existence de réseaux criminels nigériens qui exploiteraient ces personnes.

Plus que des soupçons, un réseau spécialisé dans la traite d'enfants a été démantelé à Tamarrasset. A ce propos, le ministre de l'intérieur répondant à une question en séance publique du Conseil de la Nation se rapportant aux pratiques mafieuses des migrants et autres incivilités qu'ils auraient commises, s'est voulu rassurant en précisant que « les ressortissants africains, en Algérie, font l'objet d'un suivi permanent par des commissions de sécurité locales et que des dispositifs d'alerte sont mis en place pour parer à toutes menaces y compris sur la santé publique (allusion au virus Ebola ou encore au Sida) ».

Il n'en demeure pas moins qu'à ce jour, les autorités nationales ont longtemps occulté la réalité de la migration subsaharienne vers l'Algérie, considérant que les populations migrantes ne faisaient que transiter, à travers le pays, pour rejoindre l'Europe via le Maroc.

Il faut savoir, toutefois, que la migration inter régionale est constante depuis les années 1970, principalement entre l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie ; la migration en provenance de l'Afrique de l'Ouest quant à elle, n'a réellement pris de l'ampleur qu'au début des années 2000. Les conflits locaux, par exemple, en Sierra Leone, au Libéria, en République Démocratique du Congo, au Nigéria, en Côte d'Ivoire et surtout au Mali ont joué un rôle important en désorganisant les flux migratoires intra-régionaux et en les redirigeant vers l'Afrique du Nord et vers l'Europe. Les derniers chiffres disponibles fournis par Abdelmalek Sellal faisaient état, au titre de l'année écoulée, de la présence de 20 000 migrants subsahariens en situation irrégulière et réfugiés, essentiellement originaires du Mali et du Niger. D'autres sources font état de chiffres nettement supérieurs.

Le Premier ministre, répondant d'ailleurs, à un journaliste qui le questionnait sur ce phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur, a déclaré que « le problème de migration clandestine vers l'Algérie pouvait perdurer en raison



de l'insécurité qui prévaut dans les pays du Sahel ». Même si on relève que des migrants de 8 nationalités différentes résident de manière clandestine en Algérie, la migration subsaharienne est, essentiellement, malienne et nigérienne car les ressortissants de ces pays n'ont aucune peine à circuler, librement, dans le grand Sahara. Commerçants par le passé, ils s'adonnaient à l'économie frontalière du « troc ». C'était aussi des « saisonniers » qui venaient travailler ponctuellement dans les oasis du Sud. On appelait ce genre de déplacement « migration alternante ». Dans les années noires, à un moment où l'Algérie était durement frappée par le terrorisme, d'autres mouvements suspects de passeurs d'armes et de contrebandiers, en tous genres, ont commencé à prendre forme, ce qui a eu pour effet de perturber le système du « troc frontalier ».

Depuis c'est une autre forme de migration, pratiquée essentiellement, par des jeunes africains. L'Algérie, faut-il le dire, n'est pas, pour la majorité d'entre eux, leur destination finale :

- * 40%, affirment les experts des mouvements migratoires, sont venus en Algérie pour travailler
- * 40% sont dans une sorte de « transit » vers le continent européen ; ce sont les plus instruits et ils visent à s'installer en Espagne, en Italie ou en France

- * 20% de ces migrants qui sont en Algérie voudraient rentrer chez eux, mais ne peuvent le faire. Il leur est impossible de partir en Europe ; retourner dans leur pays, c'est leur faire admettre leur « échec migratoire » et pour éviter cela, ils sont capables de prendre tous les risques en optant pour la « hargha » ou en se présentant comme des « réfugiés politiques ».

Il n'en reste pas moins que les migrants nigériens notamment, continuent à entrer dans notre pays pour y séjourner, vivre d'expédients et surtout mendier. Les Algériens, de manière générale, ont éprouvé beaucoup de compassion envers ces étrangers qu'ils aident au mieux, non sans s'interroger, disons-le, sur l'étrange facilité avec laquelle ils ont atterris dans la Capitale et les principales concentrations urbaines du pays. La multiplication des dispositifs de contrôle n'a pas, à l'évidence, réussi à juguler leur migration. Certains croient savoir que les migrants, en provenance du Niger, ne sont pas des réfugiés de guerre ou des sinistrés de la sécheresse mais plutôt des mendiants professionnels qui se livrent à cette activité depuis toujours dans leur pays, à partir de la ville d'Arlit et d'Agadez. L'Algérie est, à l'évidence, leur nouveau terrain de chasse depuis qu'ils ont appris de la part de certains d'entre eux, revenus « fortune faite » au pays, que les Algériens sont généreux ; voilà pourquoi ils viennent, en masse, avec femmes et enfants. Pourtant, rien de la situation au Niger, actuellement, ne justifie ce déferlement de migrants sur l'Algérie.

Il y a également les Syriens, en grand nombre dans notre pays. L'Algérie leur a ouvert ses bras, eux qui ont fuit les combats se déroulant dans leur pays ; beaucoup d'entre eux ont refusé d'intégrer les structures d'accueil qui leur ont été préparées, notamment à Sidi-Fredj. Une partie de ces ressortissants syriens est,

aujourd'hui, réduite à vivre d'expédients, voire à mendier aux portes des mosquées et leurs motivations restent, toutefois, indéchiffrables :

1. veulent-ils rester en Algérie ou poursuivre leur exil au Liban ou ailleurs dans le monde ?
2. s'approprieraient-ils pour partie, comme 200 de leurs congénères, à rejoindre la Libye pour se rendre en Italie, après avoir établi une connexion et même plus, signé un pacte avec des milices libyennes ?

3. ce qui a fait dire aux services de sécurité qui les ont arrêtés, avec leurs complices algériens, qu'ils font partie d'un vaste réseau de financement du terrorisme, dans le cadre d'un plan financé par Daâch ?

Notre pays est, de nouveau, assailli par des grappes d'africains, nigériens et maliens majoritairement, qui ont élu domicile dans les rues ; à croire que le mouvement migratoire, même s'il a connu des reflux en 2014 à l'occasion de l'opération de retour enclenchée conjointement par l'Algérie et le Niger, reste malgré tout stable, voire en croissance continue car il s'installe dans la durée.

Le gouvernement, pour le moment, continue de tolérer cette migration clandestine, entrecoupée d'opérations ponctuelles, d'arrestations et de reconduites aux frontières, signe manifeste qu'il n'est pas disposé à la régulariser. Les pouvoirs publics sont pour « un règlement global » de l'émigration clandestine à travers, notamment, le développement des économies subsahariennes, et le renforcement de la stabilité interne des pays concernés. Avec les événements du Sahel, notre pays a renforcé la sécurité à ses frontières, tout en affirmant ne pas vouloir jouer le rôle de « gendarme » de l'Europe, comme l'a fait Kadhafi par le passé.

Pourra-t-il, pour autant, juguler les vagues de plus en plus nombreuses des migrants, notamment pendant la saison estivale propice aux mouvements migratoires, sans compter la ténacité hors du commun de ces personnes qui, autant de fois refoulées, réussissent souvent, avec femmes et enfants, à forcer les points faibles du dispositif censé contrôler leur flux ?

Autre question, l'Algérie a-t-elle vocation à accueillir toute la misère de l'Afrique ? Auquel cas, il faudrait interroger les Algériens dont la patience n'a d'égale que la générosité dont ils font montre à l'égard des migrants clandestins livrés, faut-il le dire, à eux-mêmes ! Certes, il y a la nécessité de comprendre ici qu'on a à faire à des êtres qui méritent cet humanisme évident qui fonde l'existence même de notre civilisation ; qu'ils fuient la guerre et l'oppression, qu'ils recherchent un meilleur avenir économique, qu'ils tentent simplement d'améliorer leurs conditions, en prenant le risque de laisser leurs vies dans le désert du Sahara, devrait rappeler qu'il est dans la caractéristique même de chacun d'entre nous de toujours chercher à améliorer son sort. Difficile de reprocher à ces individus, à ces familles, à ces groupes, ce que nous serons les premiers à tenter, ce que nos haragas tentent, d'ailleurs, chaque jour, si nous avions à subir la même situation !

Il faut aussi rappeler et avec force, que la situation de ces migrants est créée au départ, par

la déstabilisation et l'effondrement politique et économique de leurs pays d'origine, des pays aux mains de potentats qui refusent l'alternance et s'accrochent au pouvoir quitte à brûler le pays. Avec la bénédiction des grandes puissances qui profitent de leurs richesses naturelles.

De ce qui précède, il faut dire que les cohortes des migrants iront croissant au regard de la crise économique globale qui n'en finit pas de durer et aussi des énormes disparités entre le Nord et le Sud de la planète, de la xénophobie ambiante, du changement climatique, de l'émergence de nouvelles guerres, et aussi du caractère insoluble des vieux conflits qui menacent d'exacerber ce problème de déplacement déjà massif. La mauvaise gouvernance et la corruption, sévissant notamment, en Afrique et dans le monde arabe sont à ajouter à ce constat.

Certes, l'approche des pays occidentaux reste répressive, mais ces déplacements de populations ont eu, au moins, le mérite de souligner la tragique question « du droit à la mobilité ». Exigence revendiquée par nos propres haragas dont certains, rappelons-nous, y ont laissé leur vie ! Le monde se transforme donc aussi « par le bas », par « l'interstice », et par « l'action des exclus » écrivait Ali Bensaâd.

A la question fort épineuse que l'Etat et nos gouvernants se posent de savoir que faire de ces migrants clandestins qui s'amusent par paquets et s'essaient dans tout le territoire national, il a été répondu « officiellement, l'Algérie s'interdit tout rapatriement de réfugiés étrangers installés sur son territoire, tant que la stabilité n'est pas rétablie dans leur pays ». La déclaration est attribuée à Saïda Benhabylès.

Il est certes vrai qu'il n'est pas de tragédie, comme celle, par exemple, des migrants subsahariens qui ne soit porteuse d'espérance. Notre gouvernement pourrait, toutefois, faire l'effort de « régulariser » tous ceux parmi les migrants qui, qualifiés, expriment le souhait de rester en Algérie pour y travailler, par exemple, dans le secteur de l'agriculture et du BTPH qui connaissent d'énormes déficits en matière de main-d'œuvre. Quant à ceux qui n'ont pas vocation à rester, ils doivent être reconduits aux frontières.

A exiger plus de fermeté au niveau des frontières, et demander, à minima, l'expulsion de tous ces africains en situation irrégulière, il va se trouver quelques « humanistes » pour dire qu'il ne faut surtout pas le faire, alors que la grande majorité d'entre ces subsahariens, n'a ni diplôme, ni formation encore moins un métier la rendant éligible au séjour régulier dans notre pays.

En France, durant l'année 2016, il n'y a pas eu une journée ou presque, sans que les médias locaux ou nationaux n'évoquent le sujet à tel point que 80% des Français indiquent que la gestion des migrants comptera lors de leur vote à l'élection présidentielle de 2017.

En Algérie, la question des migrants qui préoccupe de nombreuses franges de notre population en termes de sécurité publique n'intéresse guère la classe politique. Elle ne fait même pas débat !

Opinion

Trilogie pénalisante pour l'éveil d'une société d'un pays menacé !

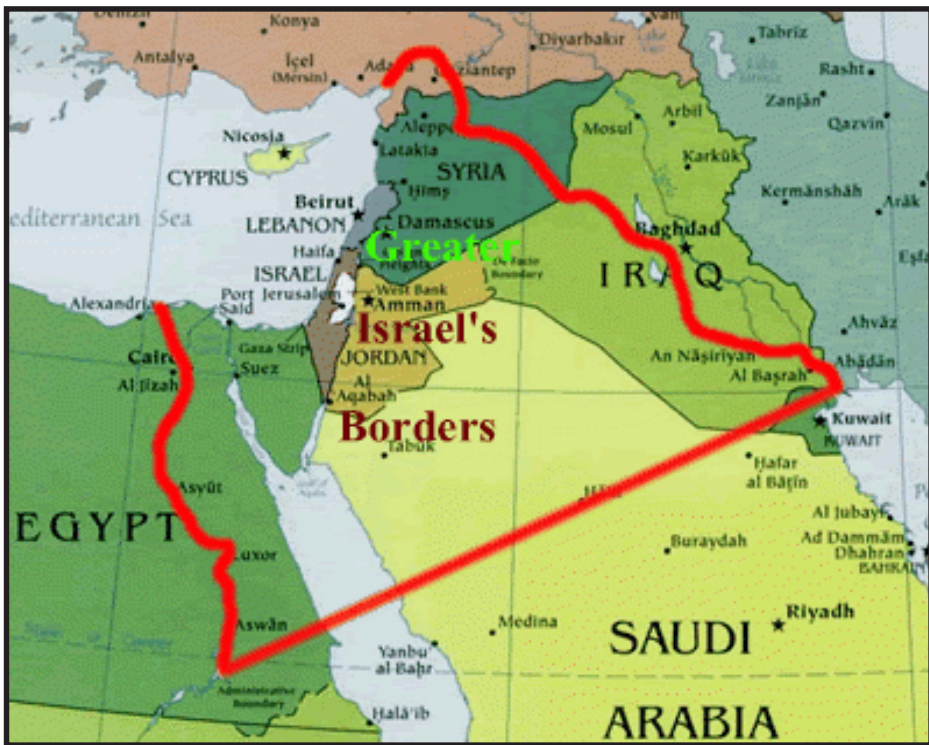
Par Abdelkader Khelil*

1re partie

Il faut aussi rappeler pour une meilleure compréhension des enjeux et de ce qui se passe autour de nous, que le 25 mai 1990, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies quittait ses quartiers permanents de New York en déplaçant ses représentants et tout le personnel à son siège de Genève, uniquement pour que le Président Yasser Arafat qui avait été interdit d'entrer aux États-Unis, puisse prendre la parole devant le Conseil. Et qu'est-ce que Arafat avait à dire à cette occasion? L'un des sujets qu'il avait choisi de mettre en évidence pour cet « auguste institution » onusienne était qu'il détenait la preuve que le gouvernement israélien cherchait à s'étendre bien au-delà de ses frontières actuelles.

PROJET DU « GRAND ISRAËL »

(Carte du Plan Oded Yinon – analyste du
Ministère israélien des affaires étrangères-1982)



« Si'l vous plaît laissez-moi vous montrer ce document », dit-il aux diplomates onusiens. « Voici une pièce de 10 agorot. C'est une nouvelle pièce de monnaie israélienne. Et que montre-t-elle ? Le chandelier juif à sept branches sur fond d'une carte incroyable, celle du « Grand Israël » comprenant : toute la Palestine, l'ensemble du Liban, toute la Jordanie, la moitié de la Syrie, les deux tiers de l'Irak, un tiers de l'Arabie saoudite jusqu'à Médine, la Ville sainte, et la moitié du Sinaï ». Qu'elle infamie pour ce Monde arabe qui a perdu toute sa dignité, au point où un petit État d'à peine (8) millions d'habitants cherche à le démanteler, combien même soutenu par les États Unis et les pays occidentaux qui trainent en complexés, la « casserole » de la shoah, ce génocide juif utilisé à outrance par les sionistes qui ont le sens mercantile et le flair du bon gisement ! C'est ces « caniches », sous-traitants de l'État raciste d'Israël, en hommes d'États portant par solidarité ou par provocation affichées à l'égard des arabes sous les décombres où parqués dans les espaces vagues de Calais dans le Nord de la France, la kippa - ce signe de ralliement de la communauté juive- que nous avons vu se recueillir devant le cercueil de Shimon Pères « prix Nobel » de la paix, sont la source de nos malheurs. Oui ! Prix Nobel de la paix disaient-ils fièrement ! Eh, oui ! Cette « paix » consignée vous l'aurez remarqué dans cette pièce de monnaie insultante pour tout le Monde arabe ! Non ! Nous ne sommes pas dupes ! Nous manquons juste d'un peu de courage pour restaurer notre dignité et notre honneur, en peuples de paix que nous avons été tout au long de notre histoire, faite de plusieurs siècles de cohabitation avec les juifs nos cousins hébraïques - Issaak et Ismaël étant frères-, bien avant l'avènement de l'Islam, sans que nous songions à les chasser ou à les combattre ! Ils nous le rendent bien, n'est-ce pas mes frères !

Cette pièce de monnaie, est pour ses concepteurs, une manière des plus didactiques de trouvée par l'État sioniste d'Israël pour ancrer dans l'imaginaire de sa population d'abord et le reste du Monde ensuite, sa volonté malative d'arrogance expansionniste fantasmée pour faire l'unité du peuple juif au sens le plus large, autour de ce rêve, en faisant aux occidentaux le chantage de l'intérimisme. Cela devrait se faire au détriment des intérêts actuels et

«... D'abord nous devons en finir avec les régimes terroristes, à commencer par les trois grands : Iran, Irak et Syrie. Puis nous nous occuperons de l'Arabie saoudite ... Nous ne voulons de stabilité ni en Irak, ni en Syrie, ni au Liban, ni en Iran ou en Arabie saoudite. Nous voulons que les choses changent.

La question n'est pas de savoir s'il faut déstabiliser mais comment le faire », précisait Michael Ledeen, membre du groupe des néo-conservateurs de Georges W. Bush, dans Guerre contre les maîtres de la terreur, Septembre 2002. »

futurs des peuples arabes du moyen orient en « moutons noirs », déjà domestiqués et avilis par la politique distillée par un certain Lawrence d'Arabie qui a réussi à leur inculquer le plaisir de la léthargie, de l'immobilisme et du suivisme. Ces peuples sont tombés dans un sommeil profond à la limite de l'état comateux ! Voilà comment les stratèges israéliens en parfaits « illusionnistes », font d'un acte d'agression et de spoliation des terres des arabes de Palestine au mépris du droit international, un rêve partagé par le plus grand nombre de juifs en Israël et dans le Monde – dont certains peu nombreux sont tout de même désabusés et pour certains d'entre eux partisans farouches de la cause palestinienne. Relayés à travers le monde, et soutenu par l'Amérique et l'Occident,

recomposition au service de leurs intérêts économiques et géostratégiques. Dix jours après les attentats du 11 septembre, Donald Rumsfeld en chef du Pentagone, présentait au général Wesley Clark un mémorandum dans lequel il est précisé que sept pays arabo-musulmans devaient dans un premier temps « passer à la casserole » : l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, le Liban, la Syrie, le Soudan et l'Iran. Nous sommes là, dans une véritable stratégie de destruction massive des pays pivots du Moyen et du Proche Orient – le notre étant loin d'être exclu bien sûr, des tablettes des stratèges américains et israéliens, pour avoir été aux côtés de l'Irak, de la Syrie, du Soudan, du Yémen et de la Libye, dans le front du refus et du défi.

Il s'agit en fine, de créer l' anarchie totale et le chaos nécessaires pour que sur les ruines de ces pays, puisse s'édifier le « Grand Israël », même si ce plan risqué quelque peu d' être remis en cause par la résistance non programmée par les stratégies occidentaux du régime et du peuple syrien, à la faveur du soutien qui apportent l'Iran, le Hezbollah libanais et surtout la Russie de Poutine. Nous l'aurons tous compris, il n'a jamais été question par ces actions et cette politique d'instauration de la démocratie, ni de sauver les peuples arabes d'Irak, du Soudan, de la Syrie ou de Libye de la main mise de leurs dirigeants autoproclamés comme ils le faisaient croire à qui voulait les entendre, mais plutôt de faciliter l'emprise hégémonique des États-Unis et de son allié stratégique Israël, dans la région. Et ploc, nous voilà tombés dans le piège ! Triste sort que celui de tous ces pays arabes qui l'un après l'autre, risquent d'être réduits en une mosaïque d' « États-tribus » et de « taïfates » pas plus grand que nos daïras, sous domination de « l'empire sioniste » après leur découpage selon leurs appartenances ethnico-religieuses, sans souveraineté réelle, sans puissance, sans voix ni consistance avec à leurs têtes des dirigeants fantoches sans étoffe installés par la volonté de l'occident, des « responsables » amorphes, sans dignité ni honneur, parce que sans réactivité autre, que celle de l'avilissement et de la répression de leurs peuples et de leurs frères ! « El mahgoura ya oukhti », dit un proverbe bien de chez-nous !

LE FANTASSIN PORTE ÉTENDARD
DE LA SECTE SIONISTE DU MAL !

Dans ce contexte et paysage désolants, nous aussi, nous n'avons rien vu venir de notre profondeur stratégique sahélienne, occupés que nous étions et sommes encore à vouloir consommer nos richesses de façon inconsidérée sans nous préoccuper des intérêts des générations futures, en feignant préparer en toute quiétude, notre départ vers l'au-delà dans les meilleures conditions possibles, alors que nous avons totalement failli dans la gestion de notre présent, émaillé par des scandales à répétition et par la mauvaise gouvernance, sans chercher à sonner le réveil de nos concitoyennes et nos concitoyens, face aux périls et aux dangers qui les guettent. Mais pourquoi toute cette négligence maladroite et absence de réaction ? Ah, si toute cette vaste galerie de braves, hommes et femmes réunis, par notre Histoire plusieurs fois millénaire et les résistances héroïques de notre peuple, savaient ! Oui, « hagrouna » « ouled el ram » ! Que Dieu nous préserve de tous ces « charognards » qui n'attendent qu'un fléchissement de notre part lorsqu'ils auront fini leur sale besogne dans une grande partie du Monde arabo-musulman au Soudan, en Irak, en Syrie, en Libye et au Yémen ! C'est dire que ce risque n'est pas une vue de l'esprit, et que la mobilisation de toutes et de tous s'impose à tous les niveaux de la société sans exclusive, combien même et il faut s'en réjouir, la vigilance de notre armée toujours en alerte et de nos forces de sécurité dans leur globalité est réelle. Ils méritent sans flatterie, toute notre reconnaissance, eux les gardiens vigilants de notre sécurité et de l'intégrité de notre vaste territoire ... Il n'y a rien à attendre des autres ! À ce propos, De Gaulle disait : « la France n'a pas d'amis, elle n'a que ses intérêts ». On peut dire autant pour l'Amérique, et pour tout le reste des autres pays accidentaux ! Le compter-sur-soi, est alors, la voie la mieux indiquée pour notre salut !

Oui ! Qui des maghrébins et des syriens ne connaît pas cette vipère venimeuse de Bernard Henri Lévy le fantassin sioniste ! Que l'on sache que ce va-t-en-guerre, est cet esprit fourbe et démoniaque qui dispose de puissants relais dans les rouages de l'État français, notamment par le truchement de l'annexe française du gouvernement de droite israélien le CRIF et de son ami le bouillant et impétueux « Sarko ». Ce dernier, en « hongrois de service » de la même veine généalogique que son acolyte, s'est vu contraint de s'appro-

prier lui aussi une identité gauloise par défaut, en allant prospecter les tréfonds identitaires de la France médiévale de Vercingétorix l'auvergnat, lui dans la mère est séfaraide. Élection primaire de droite, « zaimisme » à la française et crainte de rivalité obligent, alors que rattrapé par le scandale du financement de sa campagne électorale par El Kadhafi, dont il a fini par avoir la tête, en le réduisant au silence éternel. Qu'on se le dise ! BHL est ce « virus » à haute nuisance et à virulence malféique dont les agissements et les déclarations sont à prendre au sérieux, particulièrement par nous algériens que le pays encore « convalescent » faut-il le souligner, est visé dans son intégrité territoriale, par les coups de boutoirs qui lui sont épisodiquement assénés de toutes parts, pensant de la sorte le déstabiliser, remettre en cause sa cohésion sociale et territoriale et le faire fléchir par à-coup, mais sans compter avec ses capacités de résistance, de chène aux racines profondes qui font sa force, et toute sa solidité. C'est pourquoi, et sans pour autant verser dans la schizophrénie et la paranoïa délirantes et tout en gardant la tête froide et l'esprit lucide, nous devons rester vigilants sans sous-estimer l'action insidieuse, cynique, destructrice et dévastatrice de cet « intellectuel imposteur » au pédigree de nuisance avérée de par la force factice qu'il détient, juste par délégation de la part de ses commanditaires qui l'ont mis sous les feux de la rampe, sans qu'il ne soit capable de tenir tête un certain jour à Marseille, à notre Moujdjahida : Zohra Drif-Bitât qu'il a traité de terroriste, pour avoir posé une bombe au « Milk bar » ! « Non monsieur ! Les milliers d'Algériens assassinés étaient aussi innocents. Le choix ne nous a pas été laissé, c'est le seul moyen que nous avions de nous battre. Nous étions en guerre, en apathéid », lui assène haut et fort, Mme Drif-Bitât ! Bravo, ma grande ! Tu nous a honoré, toi la dame de Tiaret, et l'épouse du Grand Moujdjahid, Rabah Bitât le Constantinois !

BHL a aussi de nombreux adeptes et courtisans, même parmi certains « intellectuels » algériens de service - heureusement très peu nombreux - qui se reconnaîtront dans mes propos, sans avoir à les citer pour ne pas avoir à trop les considérer comme des « grosses têtes », sans qu'ils ne soient reconnus par leurs pairs, certes moins visibles, mais juste pour des raisons de non-alignement sur les thèses officielles des médias aux ordres, de loyauté à l'égard de leur pays et de dignité propre, alors que vivant en France eux aussi. Ces faux-frères qui ternissent l'image déjà peu reluisante de notre communauté, sont connus de toutes et de tous par leur fréquentation assidue de certaines officines et maisons d'édition chargées du formatage mensonger des esprits non initiés aux thèses préfabriquées et des plateaux de télé de la ligne éditoriale et de l'esprit uniques du politiquement correct, dans leur quête de soumission et de gage de droiture par excès de zèle, à l'égard du pays d'accueil qui a fait d'eux ; des « voix autorisées », des « spécialistes » et des « écrivains émérites » bien des fois primés, par retour d'ascenseur à ces « supplétifs » de « néo-gaulois » à la peau basanée, juste par le verbe caustique et la plume guidée dans le corridor du silence, de la voix étouffée et censurée .

Et dire que certains compatriotes d'ici et d'ailleurs en esprits crédules, assimilent cette pseudo-reconnaissance à du talent, comme si c'était là, une denrée rarissime dans le pays de Molière ! Quelle honte qu'ils soient considérés comme tels, lorsque à contrario, nous pensons à ces jeunes et braves lycéennes et lycéens de chez-nous qui ont préféré faire le choix de rejoindre le maquis dès le début de notre guerre de libération en mettant entre parenthèses leurs études et tous les espoirs de leurs familles pour se mettre au diapason avec leur peuple dans sa lutte pour une cause nationale noble et juste, pour laquelle bon nombre parmi eux et parmi elles ont payé un lourd tribut et souvent au péril de leur vie ! Gloire à vous martyrs, hommes et femmes de mon pays ! Oui, il n'y a pas si longtemps, l'Algérie de la fraternité, de la solidarité, de l'authenticité, de l'honneur et de la dignité était la référence pour tous les mouvements de libération et des luttes de décolonisation. Elle était le meilleur exemple à suivre pour de nombreux peuples ! Mais que s'est-il donc passé depuis la fin de la décennie 70 ? Que chacun fasse sa propre lecture en interrogeant en toute conscience son libre arbitre, pas dans le brouhaha du café du « commerce », mais plutôt dans des cercles de réflexion et dans nos universités, en faisant participer nos jeunes qui doivent être éveillés, pour voir là où nous avons failli à notre devoir. Sans quoi, je dirai que nous sommes bel et bien dans la difficulté mes amis (es) !

A suivre...

Professeur

■ L'Organe de lutte contre la corruption, un faire-valoir coupable

Il ne faut jamais mettre à mal la dignité des personnes dans un débat, à l'exception de ceux qui l'ont perdue par condamnation pénale infamante ou en s'écartant de la démocratie. La probité des membres de l'Organe de lutte contre la corruption n'est pas en cause. Mais lorsque l'argumentation politique les accuse de retarder l'éradication du fléau en créant une diversion coupable, les mots durs du débat doivent être à la hauteur de la lourde faute.

Par Sid Lakhdar Boumediene*

Pour le démocrate, lorsqu'un régime militaire en place depuis un demi-siècle, à la tête duquel se trouve un président à vie, crée une administration de contrôle pour lutter contre la corruption, cela s'appelle de l'illégitimité. Pour un juriste, cela s'appelle une nullité absolue, pour un professionnel du spectacle, une pantalonade, et pour le peuple, un non-événement.

Ce qui n'est pas commun, ce n'est pas que l'Algérie se dote d'un organe de lutte contre la corruption en 2016, c'est qu'il se trouve encore des hommes et des femmes saints d'esprit pour y participer. Si la respectabilité des membres du groupe ne fait aucun doute, il y a des degrés dans la naïveté qui frôlent l'irresponsabilité fautive.

L'incongruité de la manœuvre est aussi évidente que celle de la création de la ligue gouvernementale des droits de l'homme à laquelle nous avons été confrontés dans nos années de militantisme. C'est comme si un démocrate avait accepté l'invitation de Mouammar Kadhafi pour une conférence sur les droits de l'homme ; c'est comme si nous souscrivions à un placement financier proposé par Bernard Madoff à sa sortie de prison ou que nous offrions, de bonne foi, le Requiem de Mozart à un islamiste. Tout cela n'est pas sérieux et fait perdre un temps précieux au réveil d'un peuple à la démocratie, ce qui a déjà pris un retard considérable.

Le gouvernement vient donc d'installer l'Organe national de lutte contre la corruption, une petite tapette à mouches pour tressasser le buffle géant de la corruption. Ce genre d'humour est assez partagé dans la plupart des «grandes démocraties» dans le monde, celles qui collectionnent des indices de corruption de *Transparency International* dont les scores atteignent des sommets, jusqu'à faire voler en éclats le compteur.

Et c'est justement ce que nous devons opposer aux membres du groupe en première argumentation, avec sérénité et la plus grande des courtoisies. Puis demandons-leur la raison de l'existence de leur organe d'action alors que les outils juridiques d'investigation et de sanction existent déjà et qu'il suffit de les appliquer. En dernier point, comme nous souhaitons, malgré tout, leur succès, nous leur adressons une recommandation méthodologique.

PLUS C'EST CORROMPU, PLUS IL Y A D'ORGANES DE LUTTE

Le premier argument de notre inquiétude que l'on soumet à ces personnes est de deux ordres. L'un, déjà exprimé, consiste à nous questionner sur un pouvoir politique qui demande à un organe administratif, cinquante années après avoir mis en place un régime tenu d'une poigne de fer, de prévenir et dénoncer la corruption. C'est déjà en soi très inquiétant car cela nous montrerait qu'il est dépassé lui-même par la créature dont il est le père fondateur, le gérant et le contrôleur. Ou alors, cherche-t-il à égarer les esprits en les détournant des vrais foyers de corruption ? Pas besoin de préciser où se trouve la réponse de l'auteur de la présente réflexion.

L'autre volet de l'argument est de constater que ce qui se passe en Afrique. Jamais dans l'histoire de ce continent n'ont autant été mises en place des commissions de lutte contre la corruption et n'ont été signées des conventions internationales, des lois et textes réglementaires en ce domaine. Une recherche rapide montre à quel point le dispositif est pléthorique en palabres, congrès et résolutions. Le visionnage de certaines vidéos est d'ailleurs très impressionnant lorsque l'on considère le montant considérable des dépenses allouées à ces rencontres qui nécessitent des déplacements et des hébergements extrêmement coûteux.

A chaque nouveau clan, propriétaire du pays,

ses propres annonces enflammées pour lutter contre la gangrène financière nationale, jusqu'au prochain coup d'État pour cause...de corruption. Alors, dans ces conditions, nous sommes doublement préoccupés par la création d'un organe de lutte contre la corruption en Algérie. Si la loi statistique africaine selon laquelle plus il y a de commissions et de textes, plus il y a de corruption et inversement, trouve sa confirmation, il y a effectivement des raisons légitimes de s'inquiéter.

C'est bien ce qui se passe, car le rapport annuel de *Transparency International* sur l'Afrique constate une accélération vertigineuse de la corruption alors même que les initiatives locales vont dans le sens d'une mise en place de nombreux organes de lutte contre le fléau.

DES OUTILS CONTRE LA CORRUPTION, IL EN DÉBORDE DES TIROIRS...

La seconde argumentation que nous opposons à ce comité de lutte contre la corruption est également du registre de l'inquiétude. Les juristes ont en général une réticence profonde envers les institutions d'exception, voire même une répulsion, car ils s'en méfient par expérience. La corruption est un délit grave qui doit être traité par le droit commun et donc par les mécanismes normaux et habituels des démocraties.

Si l'Algérie est loin d'en être une, elle possède néanmoins une panoplie considérable d'outils d'application du droit. Les dictatures ont ceci de particulier, c'est qu'elles sont méticuleuses, précises et prolifiques en dispositions juridiques qu'elles n'appliquent jamais lorsqu'il le faut mais en abusent lorsqu'il s'agit de leur faire dire le bon droit de leurs intérêts privés ou politiques.

Commençons par la saisine pour corruption. L'institution existe depuis longtemps dans les codes de procédure pénale, cela s'appelle un procureur de la république. Quant à la qualification des faits, rien de plus bavard que ce bon et vieux code pénal. Pour ce qui est de l'investigation, on appelle cela une police judiciaire, une douane ou des services spécialisés d'un ministère. A propos du jugement, il existe depuis des millénaires une institution qui sert à trancher les litiges dans les sociétés et à prononcer des sanctions pénales, cela s'appelle un juge. Quant au système carcéral, son existence est aussi ancienne que l'humanité.

Je n'ai pas lu les missions officielles de l'Organe de lutte contre la corruption car en matière de comique, j'ai une tendance à écouter de vrais professionnels du spectacle. Mais avec très peu de réflexion, on peut déduire ce que peuvent être les missions d'un organe de ce type. Celles qui viendraient spontanément à l'esprit seraient «collecter et investiguer», «informer et sensibiliser», «dénoncer et sanctionner». Nous laisserons le premier couple d'objectifs pour le paragraphe suivant car il demande un développement particulier.

Informé et sensibilisé, voila effectivement des actions naturelles pour toutes les initiatives à travers le monde qui ont une mission du même genre, comme la prévention à la santé, la lutte contre la drogue, contre la violence et ainsi de suite. Prenons, au hasard, véritablement au hasard, une campagne d'information et de sensibilisation auprès des officiers de l'armée et imaginons ce qu'elle serait.

Je devine, avec délectation, les membres du comité s'adresser à un public sage, en ligne parfaite, qui écoute le discours sans broncher : «Les détournements de biens publics, c'est pas bien !», «Un fonctionnaire, c'est intègre !», «Attention à la punition, pan pan sur les doigts ! ». J'entends déjà le silence déconcerté de l'auditoire, mais pas celui de l'éclat de rire contenu, plutôt celui d'une profonde désolation lorsqu'on est face à des gens manifestement atteints de démence profonde. Car c'est tout à fait le mot qui convient si le comité réalisait la véritable mission informative et pédagogique qui devrait être la sienne.

Le seul détail statutaire qui s'est invité à

mon regard dans une rapide lecture de journaux est la forme juridique de la personne morale créée, soit une AAI (Autorité Administrative Indépendante). Nous éviterons au lecteur un cours de droit mais ce statut est très contesté car il empiète d'une manière dérogatoire sur le domaine réglementaire qui est constitutionnellement de la compétence gouvernementale. C'est à mourir de rire car, en cinquante années, pas un démocrate ni même un parti politique d'opposition n'a réussi à confisquer une seule petite miette du pouvoir central exécutif, voilà qu'il est attribué à des personnes morales «indépendantes». Il n'y a vraiment que les membres nommés de cette institution qui peuvent y croire, c'est sans doute la raison de leur acceptation à y participer.

COMMENCEZ PAR CE QUI EST VISIBLE !

Les membres de l'Organe de lutte contre la corruption (on ne se lasse pas de répéter ce nom) vont certainement nous dire que le combat contre ce mal est un état d'esprit général et que c'est l'affaire de tous les citoyens algériens. Ils auront bien raison, voilà pourquoi nous nous attelons à leur faire des recommandations pour les soutenir. En y réfléchissant, je m'aperçois que les trois recommandations qui sont dans mon esprit n'auront probablement pas échappé à leur intelligence et qu'ils ont déjà, dans leur planification, commencé à en écrire les modalités techniques, tant elles sont évidentes.

La première est de demander impérativement au gouvernement de signer la norme internationale qui entre en vigueur au premier janvier 2017 et qui est un outil des plus performants pour leur mission. S'ils ne le faisaient pas, nous serions en droit de nous poser des questions, car ce serait invraisemblable qu'ils n'exigent pas la mise en place d'un mécanisme nouveau et efficace que 102 pays ont déjà adopté pour connaître «automatiquement» les montants des avoirs bancaires à l'étranger des résidents nationaux.

La seconde recommandation est de ne pas attendre plus longtemps pour investiguer sur les personnes qui font l'objet de grosses suspicions et qui n'ont pas été entendues pour s'expliquer. C'est pour le moins ce que nous attendons d'une commission de lutte contre la corruption. Je pense par exemple à cette accusation qui a fait bondir Louisa Hanoune dans la presse algérienne. Le problème est qu'elle bondit tous les jours, avec rage et colère, depuis vingt ans, sans avoir fait bouger les choses d'un iota.

La raison est qu'il y a peut-être une similitude entre l'acceptation d'une fonction de députation, entièrement verrouillée par un régime politique autoritaire, et la participation à un organe de lutte contre la corruption, installé par ce même pouvoir.

Je les vois auditionner l'ami d'enfance du président de la République dont je disais, dans un article précédent, qu'il était le seul au monde à être «un exilé en sens inverse». Ce serait bien le diable si l'institution ne convoque pas celui qui est tellement sollicité par la justice internationale. Je les vois également demander des comptes à des proches familiaux de tout responsable politique qui n'ont aucune raison d'intervenir publiquement ainsi qu'à des ministres, hauts fonctionnaires ou chefs d'entreprises privées dont les faits sont relatés dans la presse.

Je les vois, enfin, exiger que cet homme d'affaires qui fut poursuivi et condamné en France pour transfert illégal de grosses sommes en devises, se justifie auprès d'eux. La moindre des choses est qu'ils vérifient l'origine des fonds et s'instruisent, comme dans des travaux pratiques, avant de s'attaquer à plus lourd, sur un mécanisme lié le plus souvent à la corruption. Il serait curieux qu'ils s'épargnent cette belle occasion de formation concrète, comme une mise en bouche préparatoire.

Ma dernière recommandation ressemble à

une sorte de résumé de ce que les Algériens ont compris depuis un demi-siècle sans être nommés dans un organe de lutte contre la corruption. Il s'agit de se doter d'une simple feuille de calcul Excel et de bonnes chaussures de marche. Là également, il serait suspect que les membres investis s'en dispensent car l'affaire est d'une évidence confondante.

La première opération consiste à ouvrir un tableau à deux colonnes. Dans celle de gauche, reporter la rémunération du fonctionnaire ou le chiffre d'affaires déclaré de l'homme d'affaires. Dans la colonne de droite, il faudra parcourir l'Algérie et recenser tous les biens immobiliers possédés, en évaluer la valeur au marché et à en reporter la somme. Puis ajouter toutes les valeurs mobilières visibles et enregistrées au service des mines et des douanes pour les voitures, au registre de commerce pour les parts d'entreprises et ainsi de suite.

Et comme l'organe administratif bénéficiera des informations permises par la convention AEIOI dont il aura préalablement demandé et obtenu la signature, il faudra rajouter les avoirs bancaires à l'étranger (pour les avoirs immobiliers, ce sera pour plus tard). Mais cela ne suffit pas, il faudra appliquer la méthode d'investigation que tous les débutants des polices financières et des services fiscaux à travers le monde connaissent, celle des croisements d'informations. Il faut donc corriger à la hausse les sommes de la colonne par toutes les données de même type récoltées auprès des prête-noms éventuels, soit l'épouse, les proches, la tata, le tonton et ainsi de suite.

Une fois cette opération de recherche et de compilation effectuée, il suffit d'appliquer la fonction «différence» pour obtenir le solde. Ne pas s'inquiéter, Excel gère les montants négatifs et ceux qui ont un nombre de zéros aussi long que l'intégrité de certains de nos fonctionnaires, il faudra simplement élargir la cellule. Le reste est une unique question à poser. «D'où proviennent ces sommes ? ». Pas besoin de grands discours.

Il y a tellement à faire que nous devons reconnaître, à ce groupe de valeureux, un courage exemplaire pour avoir accepté la mission, ils n'ont pas choisi un travail de tout repos. Nous les saluons pour leur mérite. Je suis sûr qu'ils seront d'une intégrité intellectuelle sans faille et qu'ils s'attaqueront à la corruption sans se soucier du statut des personnes. Hauts personnels de l'État, y compris jusqu'au plus haut, élus de la république, officiers de l'armée, hommes d'affaires ou simples citoyens, ils seront impartiaux dans leur investigation, grands et dignes, nous en avons déjà la larme à l'œil.

Allez-y, les gars, le peuple est derrière vous ! Mais à ce moment de la rédaction de l'article, s'affiche le nombre de caractères qui s'approche du maximum supporté par une page du *Quotidien d'Oran*. Il est temps d'arrêter l'écriture car la promesse de courtoisie de mon introduction commence à peser lourdement et mon for intérieur revient à la charge pour tenter de reprendre le dessus.

Car si j'avais laissé cette voix intérieure s'exprimer librement, véritable reflet de mon sentiment, je n'aurais jamais pris autant de temps en écrivant un article d'une page. Un adjectif bien ressenti pour qualifier cette administration aurait suffi, ce que la rédaction du journal n'aurait jamais publié, à bon droit. J'avais d'ailleurs longtemps hésité à mettre un point d'interrogation au titre de l'article mais la voix intérieure m'a manifestement empêché d'apposer une telle marque de prudence.

Tous les requins des grands fonds ont une nuée de petits poissons-pilotes qui les accompagnent pour les nettoyer de leurs parasites et grappiller les miettes du festin que le vorace animal a laissé échapper de ses dents carnassières. C'est la raison pour laquelle, si j'allais puiser dans la vérité de mon sentiment profond, c'est le dédain et l'indifférence qui en auraient été la meilleure traduction.

*Enseignant

Le sommeil de l'injuste



«Souvent, quand je me sens
las d'une vulgaire vie, durant
tout un jour, sur le divan bas,
je rêve et j'oublie»
Edmond Rostand



Par El yazid Dib

C'est entre le rêve et le cauchemar que l'absence, cette sultane imprenable tente d'exercer la plénitude de son règne. Quand on s'assoupit, l'on s'abandonne. Quand on rêve l'on se leurre et quand on cauchemarde l'on se réveille. Le rêve ne fait pas uniquement voir la vie en rose. Il peut, à l'usure la frustrer. Il vous la fait goûter à toutes les couleurs. Fade ou succulente, la sauce ne s'apprécie qu'en rapport à son accompagnement. A trop rêver l'on finit par crever et dévoiler tous les cauchemars.

Tout principe tend à affirmer qu'en matière de promesses, l'on est tenu à en assurer l'exécution. Mais comme la vie, le temps, ou je ne sais quel autre élément seront toujours là pour faire changer d'avis l'homme, ce prometteur dans lendemains.

....Il s'est retourné nombre de fois dans son sommeil mal consommé. Les images défilent jusqu'à lui crever aussi les yeux. Un passé presque récent se fait rappliquer sans assignation pour se faufiler dans les méandres de sa pleine confusion somatique. Il arrive à mal interpréter les silhouettes. Mais il arrive malgré moult sueurs à entrapercevoir l'indigence génésiaque qui mortifie le personnage qu'il certifie avoir clairement identifié. Celui-ci ressemble presque à cet homme qui fait des promesses un programme d'action.

Il le voit provenir d'en bas. Cet « en bas » qui en fait sert de réceptacle à toute l'humanité de sa localité. Une bourgade sans légende ni épopée et oubliée dans la marche du temps. Le temps ici n'est qu'un chapelet à égrener au fil de la rotation solaire. Les gens vieillissent sous les brulures du soleil et seule la transhumance s'élève en ultime secours. Le nord s'indique par instinct vital comme une bouée de sauvetage.

Il se retourne encore, balbutie rouvre les yeux comme pour dire qu'il refuse le faux réel qui le perfore. Il voit son personnage agir et s'agiter dans le monde « d'en haut ». Il le voit, fournissant de gigantesques efforts pour se placer dans le siège qui semble plus vaste que ses illusions. A force d'aphasie, de débounerie et d'affabilité, il est arrivé tout de même à se

tailler des fauteuils de plus en plus importants. Son mérite était sa gentillesse. Sa compétence était son silence. Il savait faire et se taire.

Le sachant être, loin d'un foudre de guerre, il le voit aussi s'aguerir crescendo à un métier pour lequel nulle vertu ne le lui aurait prédestiné. Mais le hasard sait bien faire de certaines choses une bonté ou une apostasie. Il sait aussi faire de certains êtres nés ternes et pâles des copies luisantes et scintillantes. Le hasard serait ainsi cette usine où se manufacturent les carrières, les fortunes et les bonnes étoiles.

Les multiples secousses de son sommeil lui font convoquer ces scènes où la vie des uns est parfois régentée par l'humeur de l'autre. Son personnage. Mi-endormi, mi-éveillé, ce dernier le hante et lui fait ressasser ses jurements non tenus, la fausseté de ses postures et ses regards inattentifs. Il voyait dans le dense voilage qui emmaillottait ses visions son personnage, sans gêne céder des montagnes et offrir des zones et des sites miniers au moment où lui souffre l'abri et la simple toiture. Son personnage, pense-t-il n'était pas pourtant d'une argile ingrate, c'est le béton qui s'y est incrusté qui l'aurait peut être ainsi rendu. Dur et insensible aux cris d'autrui. Rien n'est intéressant à ses yeux plus que ne le sont ses folies et ses démesures à vouloir encore et encore aller vers un ailleurs sans limites.

Lui, patauge et se remue sans le moindre cri. Il aurait voulu que le jour éclipsé à jamais la nuit. Il aurait voulu revoir son personnage tel que la nature initiale l'avait modelé. Insignifiant, mou et quelconque. Sinon, que la vérité soit dite et que dans chaque rêve ou vision puisse y exister un policier, un juge ou un géolier. En évoquant les peines perdues, les horizons inaccessibles, les aubaines et les chances inégales ; il transperce le mystère des grandes défaites des uns et les grands triomphes des autres.

Le sommeil se dit-il est pire que la réalité. Le dilemme du rêve et du cauchemar n'est en finalité qu'un jeu d'humeur, de bonne ou de mauvaise mine. Le courroux aveugle bien des consciences et obstrue tout chemin vers une reconnaissance ou une gratitude. Comme il peut parfois justifier les moyens de défense.

Il revoit encore l'effigie de ce personnage qu'il confond entre des traits de démon et des contours d'un ange. Pourtant il est certain qu'il ne s'agit pas là d'une unité innommée qui traduit la sagesse et l'hardiesse d'un responsable quel

qu'il soit. Avec ses tares et ses vertus. Il est censé être le dépositaire d'une certaine autorité peu importe le niveau où elle s'exerce.

S'il existe sur terre un être ingrat et oublieux c'est bien l'inconscience individuelle. La myopie de l'âme. Que cet homme là n'était en fait qu'une créature à l'instar de toutes les autres. Le bien, le mal, le déni et la reconnaissance le garnissent et le transposent à sa véritable nature humaine. A repenser ce que lui dictait la nuit, comme jugement sur le monsieur, il rougissait et suait à forte gouttes et pourtant tout paraît vrai et authentique. Son tempérament est ainsi fait. Il ne peut prendre l'audace pour une description, même dans ses illusions. Seulement le trouble peut amener, songe-t-il vers l'hallucination. Il ne peut donc se garder de croire aux mauvais tours que lui avait joués ce mauvais Morphée. Lui, est une personne qui ne conçoit la vie que dans un pragmatisme avéré. Certes, souvent il s'essaye à prendre l'utopie pour un état de présence effectif, mais la réalité, esprit cartésien aidant ; le surprend à plus d'une fois. Ainsi, dans ses aveux, ce dormeur ira jusqu'au bout de son raisonnement. Face à son destin, il fait montre que la nuit finalement ne porte pas conseil. Et c'est justement cette noirceur, ce vide nocturne qui l'aide à dévoiler à la grande nuit (au grand jour) toute sa torpeur, l'injustice subie par la tromperie des autres.

Dans le sommeil de l'injuste il est question aussi de drames, de médisation et de désillusions. La présomption de ressemblance avec des personnes ou entités reprises, accablant les péripéties de l'itinéraire somatique n'est pas incidemment dénuée de lien effectif. Toute similitude ne sera donc pas en toute évidence une pure coïncidence. La fiction comme la réalité tiennent lieu de canevas de travail. Le reste n'est que le produit de l'expression d'une sensation, d'un sentiment ou d'une inspiration.

Ainsi disait Mouloud Mammeri dans son « sommeil du juste » « La longue observance des lois a masqué à mon juge le visage de la vérité. Ainsi installé dans la certitude sans accros et l'étourdissement de la tâche quotidiennement achevée mais jamais assumée, il ne sait pas que c'est par accident que nous somme lui du bon côté de la barre et moi de l'autre. » Mon sommeil de l'injuste à moi est justement de ce côté. Alors je rêve et j'oublie.

Un refus de visa : pourquoi et quand saisir la commission de recours



Par Fayçal Megherbi *

Nombreux sont les étrangers qui, après avoir déposé une demande de visa auprès des autorités consulaires françaises, se voient opposer un refus.

Quelles solutions adopter face à une telle situation ? Très souvent, l'étranger va se résigner en acceptant la décision. En se disant « ainsi va la vie, je n'ai pas d'autres choix que d'accepter cette décision... ».

Rappelons qu'un décret daté du 10 novembre 2000, publié au Journal officiel français le 11 novembre 2000 (JORF n° 262), a institué une commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France (CRRV).

Cette commission prévoit donc que lorsque la demande de visa n'a pas été acceptée ou n'a pas abouti (du fait du silence gardé par l'autorité consulaire), le demandeur pourra alors saisir la CRRV.

Les refus de délivrance de visa sont très fréquents en Afrique, d'autant plus pour les demandes de visa de courte durée (visa C) et de nombreuses disparités existent entre les différentes autorités consulaires françaises.

Pour exemple, en 2015, sur 3 007 189 visas de court séjour délivrés par la France dans le monde, seuls 795 652 ont été accordés aux ressortissants nord africains (Algériens : 422 684, Marocains : 257 099 et Tunisiens : 115 869). Les Chinois arrivent en tête avec le plus gros contingent de demandes de visas acceptées : 824 284. (Source du Ministère de l'intérieur : <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Statistiques/Tableaux-statistiques/Archives/Statistiques-publiees-en-janvier-2016/L-admission-au-sejour-Visas>).

Alors que faire face à un refus de visa ?

La demande de visa doit être déposée, de façon écrite, auprès des autorités consulaires.

La réponse du consulat français doit intervenir dans un délai de 2 mois à compter du dépôt de la demande. Au-delà de ce délai, il faudra considérer la demande comme étant refusée (rejet implicite).

Le demandeur doit s'armer de patience et se rappeler que depuis le 5 avril 2011, tous les refus de visas, même de court séjour, doivent être motivés (Règl. CE n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil, 13 juillet 2009).

Donc, une fois le refus motivé ou implicite (absence de réponse), l'étranger peut saisir soit le Consul français, on parle alors d'un recours gracieux, soit la Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France. Il est fortement conseillé de saisir directement la CRRV. En effet, si le Consul vous a, dans un premier temps, refusé le visa, il y a de grandes chances que sa décision se confirme en cas de recours.

Il est impératif que cette Commission soit saisie dans le délai de 2 mois à compter de la notification. Cette saisine doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutefois, le Consulat doit, en cas de réponse écrite, vous adresser les modalités et les délais de recours. Si tel n'est pas le cas, le recours devant la CRRV pourra être formé à tout moment.

Il faudra alors envoyer un courrier, avec l'ensemble des arguments de fait et de droit, à l'adresse postale suivante : Commission de recours contre les refus de visas, BP 83609, 44036 NANTES CEDEX 1 (FRANCE).

Une fois saisie d'un recours, la CRRV peut soit annuler le refus de délivrance de visa et émet alors un avis au Ministère des Affaires étrangères (cet avis ne lie pas le Ministre), soit rejeter le recours.

Dans ce dernier cas, seul un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes pourra être engagé.

La présence d'un avocat est grandement recommandée.

* Avocat au Barreau de Paris
Docteur en Droit

Europe: «la régression féconde»

Les peuples européens s'enfoncent dans la régression: ils votent contre leurs propres libertés au nom de la sécurité, construisent des murs à leurs frontières et se déchirent entre eux. La crise multiforme, loin de s'atténuer, s'aggrave.

Par Bruxelles : M'hammedi Bouzina Med

Les guerres et violences politiques dans le voisinage de l'Europe ont fini par la contaminer et menacent, aujourd'hui, la paix dans sa propre « maison ». La Grande-Bretagne a pris le large et quitte l'Union européenne. Un vent de panique déstabilise la vie économique, sociale, culturelle avec des conséquences désastreuses sur la fragile cohésion politique de l'Europe: la Hongrie vote à une large majorité contre l'accueil des réfugiés de guerre, en prétextant son refus du quota qui lui a été attribué par la Commission européenne; la Pologne vote à une large majorité l'abolition de l'IVG (loi sur l'avortement); le pape François critique le contenu des manuels scolaires français qui promeuvent, selon lui, de la théorie des genres; la banque néerlandaise ING annonce le licenciement de plus de 8.000 travailleurs; la Deutsche Bank est sur le bord de la faillite et appelle au secours l'Etat allemand, etc. etc.

L'année sociale et politique s'annonce plus qu'agitée, menaçante, pour l'avenir européen, avec un climat électoral qui s'annonce, pour les deux prochaines années, avec des surenchères nationalistes, conservatrices qui vont aggraver les clivages, la crispation et les communautarismes, dans les sociétés européennes. Autrement dit, l'Europe vit une crise autant économique et politique que morale. Comment expliquer ses remises en cause sur les libertés individuelles et collectives, les acquis sociaux du monde du travail (temps de travail, droit du travail), la solidarité intergénérationnelle, la sacralité des droits humains... Comment expliquer la prise de contrôle totale du monde de la finance sur celui de la politique, réduisant les gouvernements à de simples commis gestionnaires du jeu des places boursières internationales... Comment expliquer le retour des gouvernements européens à leurs penchants impérialistes et va-t-en guerre ? Et si la cause de cette crise complexe et multiforme que vit l'Europe est justement son enlisement dans les guerres dans son environnement, en Syrie, Libye, Irak et ailleurs? Autrement dit pour résoudre la crise, l'Europe s'est « embarquée » dans les guerres pour sauver le système capitaliste et financier, arrivé à saturation et qu'un

consommérisme en Europe n'arrive plus à satisfaire? Car, il y a comme une troublante coïncidence, entre l'apparition de la crise financière et bancaire occidentale, commencée en 2007-2008 aux USA et étendue à toute l'Europe occidentale, devenue, dès 2010-2011, une crise sociale et économique avec les « printemps arabes » déclarés à la même période - 2010 - 2011 et les guerres en Libye, Syrie, Yémen, etc. De quelques points de vues que l'on pense la grave crise qui secoue l'Europe et les bouleversements géostratégiques, dans son environnement qu'est le Maghreb, le Proche et Moyen-Orient et jusqu'aux pays du Sahel africain, on ne peut éviter le lien corrélatif, les interdépendances et les influences réciproques. Dans le fracas de ces guerres et violences, les deux superpuissances militaires que sont la Russie et les USA font la course pour garder leurs influences et protéger leurs intérêts. La fin des guerres en Syrie, Irak, Libye et ailleurs dépendent de leurs volontés, de l'équilibre de leurs forces, du consensus et accords éventuels qu'elles peuvent entériner.

L'Europe suit et suivra. Au final, en adoptant une logique de force (par les armes et la guerre) pour résoudre le choc de la crise financière et économique, l'Europe a hypothéqué et ruiné 60 ans de construction de paix et d'abondance et perdu son âme. Comme un joueur malade d'une addiction au jeu, elle aura perdu tout son patrimoine, y compris celui de son honneur et de sa dignité. Lorsque les peuples européens si épris de liberté, si attachés aux droits humains, commencent à abandonner, chaque jour, un, puis deux, puis trois principes de ces mêmes libertés et dignité humaine, au nom du seul confort matériel et de consommation à outrance, il ne faut pas espérer un avenir paisible et prometteur de lendemains qui chantent. Lorsque l'Europe bombarde en Syrie, Irak, Afghanistan et ailleurs et voit dans les victimes réfugiés qui fuient ces bombardements une menace pour sa stabilité, il y a de quoi désespérer, être triste de tout ce gâchis et perdre confiance dans l'embryon de partenariat solidaire qui avait commencé à germer en méditerranée avec les pays du Sud. Lorsque les repères sociologiques, économiques et culturels sont brouillés rien d'étonnant à ce que des Européens construisent des murs à leurs frontières, votent contre leurs propres libertés au nom de la sécurité, quittent la famille européenne et acceptent les guerres, ailleurs, chez les plus fragiles de ce monde.



LA CHRONIQUE
DU BLENDARD
Paris : Akram Belkaid



L'art et le rhizome



La Gare du Nord et son parvis encombré de motos, de voyageurs pressés, de mendiants en tous genres, de filous, de quêteurs, de diseuses de bonne-aventure et, bien sûr, de chauffeurs Uber en maraude ou dans l'attente de leurs clients, feux de détresse allumés, indifférents aux protestations dues aux goulots d'étranglement qu'ils créent avec leurs amis taxis, livreurs et autres scooters. Un chaos quotidien, où feux rouges et sens interdits omniprésents résument ce qu'est Paris. Un immense ring, un bras de fer féroce entre une mairie qui veut bouter la voiture de l'autre côté du périphérique et des conducteurs décidés à ne pas lâcher l'affaire, embouteillages (y compris dominicaux !) ou pas.

Sur ce parvis, donc, une œuvre artistique. Installée il y a plus d'un an et remarquée par le présent chroniqueur douze mois plus tard malgré de fréquent passage dans le coin. Il s'agit d'une petite maison dont les formes fuyantes suggèrent qu'elle est en train de fondre. On s'approche, on lit la plaque et on apprend que cela représente un bâtiment en train de se liquéfier sous l'effet du réchauffement climatique. L'artiste, un argentin nommé Leandro Erlich, l'a baptisée « Maison fond ». On pense alors au fameux « notre maison brûle et nous regardons ailleurs » prononcé par Jacques Chirac au sommet de la Terre en septembre 2002. Sur la Toile, on apprend d'ailleurs que l'œuvre en question s'inscrit dans une réflexion autour du legs aux générations futures et intitulée « mes enfants ». Relevons au passage le jeu de mots : Maison fond – mes enfants (autrement dit, la même chose si l'on opte pour une prononciation chalhounienne...).

Restons devant cette melting-house, et revenons à la plaque descriptive apposée par la mairie. Extrait qui motive cette chronique : « Comme une grande partie de l'œuvre de Leonardo Erlich, cette œuvre [on notera la répétition..., ndc] résonne dans notre inconscient au travers d'un langage visuel onirique, et pointe du doigt un sujet de préoccupation urgent et actuel. » Bon... Voilà donc les clés pour écrire sur l'art : toujours utiliser les termes « langage », « onirique » et, surtout, « inconscient ». Vous ne captez rien à ce tabouret posé à l'envers sur une boîte à chaussures ? N'ayez aucune crainte, c'est à votre inconscient que l'installation parle comme dans cette galerie du sixième arrondissement où un bric-à-brac me rappelant la ferraille de Koléa, était décrit comme « un élan de suggestions contemporaines à l'opposé des escapades oniriques habituelles. »

Allons maintenant du côté des Invalides, dans le centre culturel d'un pays qui fait encore rêver nombre de Maghrébins mais aussi de jeunes français. Quatre ou cinq tableaux accrochés, monochromes, passant du noir au blanc. Les cadres, eux, sont fait de matériaux différents. On regarde, on s'en va, on revient en se disant que l'on a peut-être raté quelque chose. Lisons

la présentation : « Le passage du blanc au noir, de la surface émaillée aux matériaux les plus humbles (ouate, caoutchouc, laine, coton), procède d'une entreprise rhizomale. Un inventeur de formes voit des formes partout. Il voit des formes et ces formes qu'il voit lui donnent des idées de formes [encore des répétitions..., ndc]. Comme si l'œuvre se constituait au cours des jours, des mois, en se nourrissant d'elle-même. Non pas selon un principe autophage visant la destruction. Mais selon un mouvement sans fin d'auto-engendrement... »

Ya salam ! De l'auto-engendrement, de l'autophagie, du mouvement sans fin... Astuce vieille comme le monde : convoquer le vocabulaire d'autres disciplines et l'utiliser pour éblouir le béotien. A l'image de ces écrivains qui se sont emparés de la mécanique quantique pour se renouveler et dérouter lecteurs et critiques. Mais relisons le passage ci-dessus et repérons le mot magique, fondamental, celui qui ouvre la voie à toutes les prétentions artistiques et littéraires : le rhizome et ce qu'il (auto) engendre : les formes rhizomales. Qu'on se le dise, le rhizome est toujours à la mode. Les élèves de Melle Chabani (Collège Les Crêtes, Alger, 1976-1977) se souviennent sûrement de ce mot puisqu'il leur fut enjoint de constituer un herbier de plantes sans fleurs (fougères, scolopendre,...) avec rhizomes complets. Les auditeurs, aujourd'hui âgés, de la Chaîne III, « la » radio algérienne, n'ont pas oublié le temps béni où, grâce à Djamel Amrani et ses « rhizomes magnétiques » la poésie était à l'honneur à une heure de bonne écoute.

Tout ce beau monde était loin de ce douter que la racine en question constituait le cœur d'une théorie, celle de Gilles Deleuze et Felix Guattari, qu'il serait imprudent et présomptueux de résumer ici... Mentionnons néanmoins les premières lignes que l'encyclopédie Wikipedia consacre à ce sujet : « (...) il s'agit d'une mise en perspective horizontale, omnidirectionnelle et vivace, et non plus d'une élévation plus ou moins statique, perpendiculairement établie sur un modèle pyramidal ou strictement arborescent (sans dynamique interne, ainsi que dans un organigramme figé). » Bref, pour faire vite, c'est ce qui a inspiré l'autogestion et les villages socialistes algériens...

Outre le fait d'être l'obsession d'un président de jury de thèse neurasthénique, le rhizome est donc un terme clé pour évoquer une œuvre. D'ailleurs, l'auteur de ces lignes prépare une installation temporaire (autre concept-clé) faite d'emballages de Gloria, d'Atlassienne, de Cobiscal et d'Adrar autrement dit des vestiges consuméristes qui témoignent de l'existence d'une société autophage, peu encline à l'échappée onirique, rétive au langage asymétrique mais victime d'un ordre politique peu enclin à tolérer les épanouissements rhizomaux... Sur, qu'elle parlera à tous les inconscients !

(*) Note du chroniqueur

la **Chronique**
de Paris

Par Pierre Morville



Syrie : les civils toujours en 1^{ère} ligne

La bataille se concentre aujourd'hui sur Alep où les hôpitaux et les convois humanitaires sont bombardés

La guerre en Syrie dure depuis cinq ans. Entre 300 000 et 500 000 personnes ont été tuées et plusieurs millions de Syriens ont du fuir, beaucoup se réfugiant à l'étranger, principalement en Jordanie et en Turquie.

La communauté internationale incapable d'adopter une position commune, ne peut que constater son impuissance. Des pourparlers ont bien repris aux Nations Unies en début de semaine mais les deux principales puissances qui interviennent directement dans le conflit, les Etats-Unis et la Russie, ont rompu leurs discussions lundi 3 octobre empêchant toute possibilité d'accord dans les couloirs de l'ONU.

Déjà, en septembre la trêve de 7 jours négociée par les Etats-Unis et la Russie avaient débouché le 19 septembre sur une reprise des combats entre les forces syriennes et celles de l'opposition et dans la nuit du 20 septembre sur le bombardement d'un convoi humanitaire du Croissant rouge et de l'ONU dans la banlieue d'Alep. Selon la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), qui a qualifié l'événement d'«*attaque contre l'humanité*», cette attaque a fait 20 morts. La nouvelle avait alors suscité un flot de déclarations indignées, la Maison Blanche avait affirmé qu'elle tenait «*Moscou pour responsable*» car seules les forces syriennes ou russes pouvaient être à l'origine de la bavure. Des propos mollement démentis par les responsables russes, qui rappelaient néanmoins que la coalition dirigée par les Etats-Unis avait elle aussi commis une «*bavure*» en bombardant les positions des forces loyalistes, le 17 septembre, quelques jours avant le début de la trêve...

Le 3 octobre, Rebelote ! Le plus grand hôpital d'Alep Est a été détruit à la suite de raids aériens russes et syriens contre la zone contrôlée par les forces rebelles. Divisée depuis 2012 entre secteur Ouest lui contrôlé par le régime et les quartiers Est aux mains des groupes rebelles, Alep seconde ville syrienne est devenue depuis l'offensive lancée le 22 février, le principal front du conflit syrien et c'est évidemment la population civile qui en est la première victime. Environ, 250 000 personnes dont 100 000 enfants vivent dans les quartiers Est d'Alep, selon l'ONU.

Officiellement, toutes les forces en présence, les troupes fidèles à Bachar el-Assad, et leurs alliés russes, la Coalition menée par les Etats-Unis, les groupes rebelles ont tous un ennemi commun, Daesh. Dans les faits chacun poursuit ses propres objectifs ce qui passe d'abord par la disparition des concurrents.

POUTINE BOUSCULE LE JEU SYRIEN

La Russie par son intervention militaire a littéralement sauvé le régime de Bachar el-Assad. Les Russes avancent leurs pions d'autant plus facilement qu'ils profitent d'une certaine apathie des Etats-Unis : Barack Obama est en effet en fin de mandat et à deux mois de transmettre sa charge à son successeur. Et à ce jour, on ignore toujours qui d'Hillary Clinton et de Donald Trump se retrouvera à la tête de la Maison Blanche...

Les avions russes ont effectué plus de 15 000 vols de combat et détruit de nombreux sites d'infrastructure de Daesh. «*Ce qui a permis à l'armée syrienne de libérer des centaines de localités et d'engager un tournant dans sa lutte contre les djihadistes*». Indépendamment du bilan final du conflit syrien, l'opération des forces aériennes russes a déjà montré que la Russie était capable d'utiliser avec succès ses forces armées dans des régions éloignées du monde et d'influer efficacement sur la géopolitique » note en parallèle le site russe Sputnik.



La Russie comme Bachar el-Assad souhaitent éliminer de toute négociation éventuelle l'ensemble des opposants. Et ces derniers ne forment pas un front uni. Les groupes dits de l'opposition modérée pèsent peu militairement en comparaison des groupes islamistes qui n'ont pas rejoint les forces de l'Etat islamique. Ainsi, le groupe terroriste Fatah al-Cham (successeur du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al Qaïda) pèse notamment militairement sur la bataille en cours à Alep, où les groupes disparates de l'Armée syrienne libre (ASL) qui est la principale expression armée de l'opposition modérée ont même fait alliance à Alep avec les troupes de Fatah al-Cham.

La coalition internationale menée par les Etats-Unis rassemble 60 pays dont la plupart des états européens comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne mais aussi le Canada, l'Australie, les pays du Golfe... Mais cette coalition a perdu de sa crédibilité depuis l'intervention vigoureuse de la Russie et le retour sur la scène diplomatique du régime de Bachar el-Assad. Au résultat, la Russie n'a jamais été aussi présente et puissante au Proche-Orient depuis la fin de l'empire soviétique, alors que les Américains refusent toujours tout engagement de troupes directement sur le terrain, n'intervenant que par le biais aérien. Les marges de manœuvre d'un Barak Obama en fin de mandat sont particulièrement étroites et certains analystes avancent que le président américain était favorable à un accord pragmatique avec les Russes mais que cette orientation avait rencontré l'opposition du Pentagone...

Mercredi les patrons des agences américaines spécialisées dans la sécurité et la politique étrangère se sont réunis afin de présenter rapidement différentes options d'action après l'abandon des pourparlers avec la Russie, «*options diplomatiques, militaires, de renseignements et économiques*» résumait Mark Toner, porte parole du Département d'Etat, soulignant néanmoins la nécessité «*d'un règlement politique*» qui a conclu son intervention en relevant «*Ce n'est pas parce que nous avons temporairement suspendu notre coopération bilatérale avec la Russie au sujet de la Syrie que nous avons fermé toutes les portes à une action multilatérale*».

Lors de l'assemblée générale de l'ONU qui s'est tenue fin septembre, de nombreux pays occidentaux ont dénoncé les crimes de guerre qui ont lieu à Alep, la France comparant Alep à Sarajevo. L'Union européenne a dénoncé «*une violation du droit humanitaire international*». Les responsables des bombardements «*devront rendre compte devant Dieu*» a tonné le pape François.

François Hollande s'était fortement exprimé à la tribune des Nations Unies : «*François Hollande a fait preuve de véhémence, note le chercheur Didier Billon, malheureusement, l'exécutif français n'est pas le mieux placé pour donner des leçons au reste du monde sur le dossier syrien. Le gouverne-*

ment de Hollande, et celui de son prédécesseur Nicolas Sarkozy, ont enchaîné les erreurs depuis l'éclatement de la guerre civile. La diplomatie française a d'abord estimé que le conflit se réglerait rapidement avant d'établir pour préalable à toute solution diplomatique le départ de Bachar el-Assad. Elle a ensuite agité la menace d'une intervention militaire. Les Français n'ont cependant jamais été en mesure de tracer une voie politique et d'émettre des propositions de sortie de crise », conclut ce chercheur de l'Iris.

Autre pays membre de la Coalition, la Turquie n'a pas brillé par la clarté et la continuité des ses positions : après avoir soutenu Daesh en achetant son pétrole, Ankara a fini par attaquer en 2015 les positions de l'Etat islamique. Même renversement dans l'attitude de la Turquie vis-à-vis de la Russie. Recep Erdogan avait été très choqué de l'intervention militaire russe dans ce pays voisin de la Turquie et craignait une forme d'alliance entre les Russes et les Occidentaux qui limitent l'influence de son pays dans toute cette région en crise : cela explique en grande partie la décision turque d'abattre en novembre 1915 un avion russe SU 24 qui volait dans l'espace aérien turc.

Une semaine après, la destruction d'un bombardier russe par l'armée turque avait provoqué une grave crise diplomatique entre Moscou et Ankara, aux relations déjà tendues à cause de l'épineux dossier syrien.

La Russie avait alors imposé à la Turquie de lourdes sanctions économiques, notamment dans le secteur touristique.

Mais en juillet, les deux chefs d'Etat Poutine et Erdogan avaient entamé une réconciliation surprise, entérinée par la visite d'Erdogan à Saint-Petersbourg le 10 août dernier !

A son tour, Vladimir Poutine se rendra le 10 octobre à Istanbul pour y rencontrer son «*ami*» turc de toujours, Recep Tayyip Erdogan.

Autre renversement de la politique turque, après avoir soutenu toutes les forces qui s'opposaient à Bachar el-Assad, y compris Daesh, Recep Erdogan a lancé en août 2016, l'opération «*Bouclier de l'Euphrate*» destiné à créer une zone de sécurité au nord de la Syrie et qui visait les groupes djihadistes syriens mais surtout les mouvements kurdes syriens, adversaires de longue date selon lui de la Turquie.

FRANCE : DE PRIMAIRE EN PRIMAIRE...

La campagne présidentielle sera marquée dans les prochains mois par des élections primaires destinées à départager les très nombreux candidats tant à droite des Républicains, qu'à gauche du Parti socialiste qui vise le siège suprême. Ce qui s'accompagnera des multiples débats et certainement de vifs incidents entre les très nombreux ambitieux qui se pressent dans ses primaires soit pour se faire désigner comme candidat officiel de leur formation ou à défaut pour pouvoir négocier un bon poste.

Et ils sont nombreux à vouloir exister à tout prix : chez les Républicains, les électeurs désigneront en novembre le candidat pour la présidentielle 2017 entre Nicolas Sarkozy, François Fillon, Nathalie Kosciusko-Morizet, Alain Juppé, Jean-François Copé, Bruno Le Maire et Jean-Frédéric Poisson. Au PS, les élections se tiendront en janvier et l'on sait déjà que François Hollande y participera affrontant à sa gauche Arnaud Montebourg, Marie-Noëlle Lienemann, Benoit Hamon...

François Hollande devra peut-être également subir la candidature hors primaire d'un autre de ses anciens ministres, Emmanuel Macron. Ce riche ancien banquier ni de droite, ni de gauche a aujourd'hui beaucoup les faveurs des médias...

A la gauche de la gauche, Jean-Luc Mélenchon fera certainement un joli score mais qui restera inférieur à celui de Marine Le Pen à la droite de la droite. A la droite de la droite ? Jean-Marie Le Pen estime que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui bien plus à droite que la campagne que mène sa fille Marine Le Pen, au nom du Front national...

APPLE, GOOGLE, COCA

En tous cas, on connaît plus les grandes marques mondiales que les innombrables apprentis président de la campagne française. Apple, Google et Coca-Cola restent les marques les plus valorisées de la planète selon le «*top 100 d'Interbrand*», publié mercredi.

«*Pour la quatrième année consécutive, Apple et Google se situent au sommet du classement. (...) Coca-Cola, Microsoft, Toyota, IBM, Samsung, Amazon, Mercedes-Benz et GE complètent ce top 10. Enfin, Dior et Tesla entrent dans le classement des Best Global Brands pour la première fois, respectivement à la 89^{ème} et 100^{ème} place*», détaille l'agence de conseil aux marques dans un communiqué.

Tesla quezaco ? Le rédacteur ignorait qu'il s'agissait d'un constructeur US de voitures électriques...

D'après ce 17^e classement Facebook et Amazon ont connu la plus forte croissance, avec respectivement 48% et 33% d'augmentation de valeur, suivies de Lego, Nissan et Adobe.

Par secteurs, c'est l'automobile qui se distingue cette année. Elle est représentée par 15 marques, qui pèsent pour 14,28% de la valeur totale du classement. Toyota, Mercedes-Benz et BMW composent le trio de tête. Tesla, nouvellement entré dans le top 100, ferme la marche.

La distribution, représentée par Amazon, Ikea et eBay, est le domaine qui connaît la plus forte croissance (+18,8%). Suivent les marques de sport et de luxe, en croissance moyenne de 10%.

L'entrée de Dior dans le top 100 «*est le résultat de la forte montée en gamme engagée il y a quelques années vers «*le vrai luxe*». Ce qui prouve qu'il n'y a pas que des pauvres sur cette terre...*

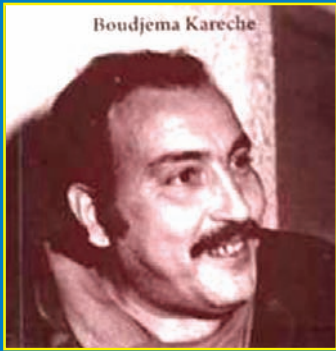


médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Cinéma ou films seulement ?



L'HÉRITAGE DU CHARBONNIER.
Vie et œuvre de Mohamed Bouamari.
Récit de Boudjema Karèche.
A compte d'auteur. Alger 2012.
192 pages, 600 dinars.

Selon l'auteur, un immense connaisseur du cinéma national, puisqu'il a dirigé durant plusieurs décennies la cinémathèque algérienne avant d'être «débarqué» brutalement, sans explications (bof ! il n'est ni le premier ni le dernier des «agitateurs d'idées» à l'être), le premier long-métrage de Mohamed Bouamari, *Le Charbonnier* «est le seul film long-métrage 35 mm, dont le négatif se trouve à Alger aujourd'hui encore». Mais, qu'a-t-on donc fait de toutes les autres productions n.a.t.i.o.n.a.l.e.s dont certaines ont glané des récompenses à l'étranger ? Dispersées, détournées, «en-volées»... L'Algérie se retrouvant obligée de payer des droits à on ne sait qui, aux Iles Vierges ou aux Iles Caïman, pour les revoir sur ses écrans (dans ces conditions, des écrans, heureusement qu'il n'y en a presque plus).

Ceci seulement pour montrer que le nationalisme de Bouamari était concret, porté par une immense générosité au service de son pays et de son peuple, ainsi que de son art. Quatre grands films (*Le Charbonnier*, *L'Héritage*, *Premier pas*, *Le Refus*), cinq courts-métrages, entre autres réalisations, qui ont posé une forme nouvelle de l'approche et de la réa-

lisation cinématographiques; le «*Cinéma Djedid*» qui avait fait tant de bruit en son temps... et qui avait dérangé beaucoup les cinéastes classiques. Certainement parce qu'il ne demandait pas beaucoup d'argent (à l'Etat), sinon un minimum, pour faire de grandes et de belles choses.

L'auteur : Ancien directeur de la cinémathèque algérienne (durant plusieurs décennies, dont la plus difficile, celle «rouge»), fervent défenseur du septième art, auteur de plusieurs ouvrages, tous consacrés à sa passion (dont «*Un jour, un film*», en 2005 et «*Juste un mot*» en 2009)

Extraits (pagination non indiquée) : «Je n'ai pas à faire comprendre, j'ai à m'exprimer. La seule chose que je n'ai pas le droit de faire, c'est de proposer un produit qui ne soit pas culturel» (Mohamed Bouamari). «Comment accepter, aujourd'hui, ce vide et ce désert dans un pays qui a donné naissance et porté d'illustres et grands artistes» (l'auteur). «Il (Mohamed Bouamari) représente vraiment un monstre sacré et nous ne pourrions jamais séparer l'homme, ses idées, sa démarche, sa dégaîne, son allure, de son

œuvre tant ils s'imbriquent, se confondent et, comme pour Orson Welles, il nous est impossible de séparer le personnage de l'œuvre».

Avis Un récit parsemé d'anecdotes, de lieux de haute convivialité, de personnages (qui ont fait les belles -mais pas «folles» - nuits d'Alger et les belles -mais pas inutiles- journées de la cinémathèque) et de vie qui vous fait entrer dans un monde modeste, mais heureux même en les moments les plus difficiles et les plus douloureux... De l'espoir, toujours ! Fetouma, toujours là ! L'essentiel étant de remuer les âmes et de créer du bonheur. Destiné à ceux qui aiment le 7è art et les artistes vrais.

Citations (pagination non indiquée) : «Il n'y a étroitesse et rarefaction de l'espace que dans certains cœurs» (Mohamed Bouamari). «En matière de cinéma, toute lecture authentique d'un film relevait du reçu, du senti et non de l'explication» (l'auteur). «Si, aujourd'hui, nous sommes libérés, nous ne sommes pas encore libres» (Mouloud Mammeri).



LITTÉRATURE ET CINÉMAS ARABES

Sous la direction de
Ahmed Bedjaoui et Michel Serceau

LITTÉRATURE ET CINÉMAS ARABES.
Etudes, sous la direction de Ahmed
Bedjaoui et Michel Serceau
(préface de Azzedine Mihoubi, ministre
algérien de la Culture). Chihab Editions,
Alger 2016. 148 pages en français
et 95 en arabe, 1. 100 dinars.

Selon les chercheurs (Gilles Lipovetsky, 2007), il y a quatre moments clés de l'histoire du cinéma dans le monde arabe : Celui de la «modernité primitive», moment de l'irruption du cinématographe dans l'espace public (première projection Lumière à Alexandrie le 5 novembre 1896).

Celui de la «modernité classique» des années 30-50 qualifiées d'âge d'or des studios quand les normes du récit classique vont se forger en modèle (création des studios «Misra») : cinéma narratif.

Celui du «modernisme émancipateur» qui va des années 60 aux années 90, avec un air de liberté et de révolte brisant normes et traditions cinématographiques. «Années de brasse» et montée d'un champ cinématographique arabe multipolaire.

Celui de l'époque actuelle de «l'hypermoderne»... ère de globalisation où les traits de la postmodernité sont encore en gestation dans le cinéma arabe.

Il reste cependant encore difficile d'avoir une vue sinon objective, au moins correcte de la situation, l'expression «cinéma arabe» déclenchant encore des débats. Certains associant l'arabité à l'idée identité-racine, d'un espace -langue, d'autres refusant cette territorialisation... «Le cinéma arabe ne se fait pas «uniquement et nécessairement dans le monde arabe» (Khemaïs Khayati, 1996). Notons au passage que le Dubai International Film Festival (Diff) s'étant adressé, en 2013, à 475 professionnels des milieux de la culture pour demander un classement des 100 meilleurs films arabes depuis 1930 jusqu'aux années 2010, le cinéma maghrébin d'origine littéraire francophone a été absent des listes retenues. C'est tout dire... de l'ignorance et d'un certain mépris à l'en-

droit du Maghreb... tout particulièrement la littérature d'expression francophone.

Heureusement, Ahmed Bedjaoui a tenté de rétablir un peu la vérité en présentant deux magnifiques portraits de Assia Djebar et de Mouloud Mammeri dont les œuvres ont été portées (par eux et/ou avec eux) à l'écran : «La Nouba des femmes du mont Chenoua» (Prix de la critique au Festival de Venise en 1979), «La Zerdia ou les Chants de l'Oubli», «L'Opium et le Bâton» (avec Ahmed Rachedi, 1969-1971) «La Colline oubliée» (A. Bouguermouh, 1997). Notons que A. Bedjaoui a recensé, de 1961 à 2016, près de 90 films algériens ou coproduits, tirés, adaptés ou inspirés d'œuvres littéraires... et, au Maghreb, c'est en Algérie que l'on trouve le plus grand nombre d'œuvres littéraires portées à l'écran, mais aussi d'auteurs attirés par l'écriture de scénarios (Boudjedra, Dib, Mammeri, Djebar, Khadra, Charef, Mihoubi, Ouettar, Saadi...).

Les auteurs : Salma Mobarak, Abdelkrim Gabous, Moulay Driss Jaidi, Walid El Khachab... Lamy Tiari, Hassen Najeh, Allet Mohamed.

Ahmed Bedjaoui, docteur en littérature américaine et enseignant universitaire en journalisme, est directeur artistique du film engagé d'Alger. Il est l'auteur de deux ouvrages sur le cinéma algérien (Chihab) et, en 2015, l'Unesco lui a attribué la médaille Frédéric Fellini.

Michel Serceau, docteur d'Etat, a publié de nombreux articles sur le cinéma et un ouvrage (Presses universitaires du Septentrion, 2014) sur «l'adaptation cinématographique des textes littéraires...»

ont tourné à l'étranger et des comédiens d'envergure internationale.

Hélas, l'amour du travail bien fait (c'est-à-dire inclure des films qui ont marqué le cinéma algérien par une approche originale ou par l'audace de la thématique) ne suffit pas. Car, dans le domaine, il y a un écueil...de taille qui a obligé l'auteur, qui ne pouvait revoir certains films (ex : «Noua», «Touchia», «L'Homme qui regardait les fenêtres» ...) à trancher dans le vif et à faire des choix en se limitant parfois à ses propres écrits par le passé ou à ses souvenirs ou aux films qu'il a encore en tête ou aux amis (dont certains sont aujourd'hui disparus).

L'écueil ? L'absence de fond documentaire ou sa rareté ou une qualité de la documentation iconographique laissant à désirer par sa piètre qualité parce que non conservée dans les normes requises. S'il n'y avait que le cinéma !

L'auteur : Originaire de Bejaia, il est journaliste (critique de cinéma, entre autres, ayant «couvert» plusieurs festivals de cinéma à l'étranger et en Algérie) et écrivain. Déjà auteur de trois ouvra-

Extraits : «Les relations entre cinéastes et romanciers marocains sont restées assez ambiguës et entachées de défiance. Les premiers préfèrent se fier à leur instinct créatif en matière d'écriture scénaristique ; les autres se confinent dans une écriture pour la plupart du temps jugée opaque et non visuelle» (Moulay Driss Jaidi, p 59). «Hormis le cinéma égyptien où le nombre de romans et de pièces européennes adaptés en arabe a été pendant plusieurs décennies dominant, (...), les cinémas arabes n'ont fait qu'exceptionnellement des emprunts aux littératures occidentales. Les cinémas du Machrek n'en ont pour ainsi dire pas fait, les cinémas du Maghreb guère plus» (p 87). «Les littératures occidentales du XXè siècle ont été ignorées par les pays du Machrek. Les adaptations des œuvres des littératures occidentales se comptent aussi sur les doigts d'une main dans les cinémas du Maghreb. Mais elles sont, dans le contexte de la décolonisation, chargées des sens» (p 87). «Les plus grandes œuvres qui ont représenté des tournants dans l'histoire du nouveau cinéma arabe ont mis en évidence l'autonomie du cinéma par rapport à la littérature. Ainsi, faudrait-il reconnaître que ce nouveau cinéma s'est développé loin des sources littéraires» (p 119)

Avis Des écrits de spécialistes qui nous aident à mieux comprendre les raisons des succès et des échecs du cinéma «arabe»

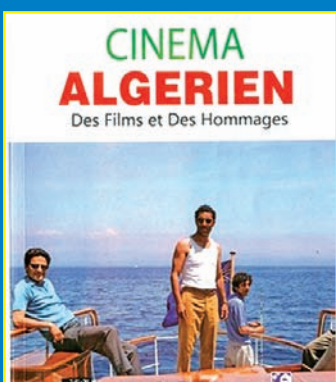
Citations : «Le cinéma, c'est l'ombre de l'histoire, mais aussi dans lequel se reflète l'image de l'homme, où qu'il se trouve» (Azzedine Mihoubi, préface, p 11)

ges (l'un sur «Guerrouabi», le second sur «Lamari» et le troisième sur «les Algériennes»). Il a été aussi membre de la commission du Fdatic, plusieurs fois membre de jury et auteur de trois documentaires et d'un court-métrage fiction.

Extrait : «Les films algériens ne ressemblent ni dans l'approche, ni dans la forme, aux films marocains et tunisiens» (p 11)

Avis Tout ouvrage documentaire ou dictionnaire ou encyclopédie sur la vie culturelle, sociale et politique du pays est le bienvenu... afin que la mémoire se «réveille» et que justice soit rendue à tous ceux qui nous ont précédés et contribué à construire ce pays. Sexagénaires et plus, gare aux larmes d'émotion !

Citation : «Durant toute la période coloniale, 132 ans, l'Algérien était absent dans les films qui ont pour cadre l'Algérie, Alger ou le sud du pays. Tout au plus, s'il est présent en tant que figurant, en arrière-plan. Un élément de décor. Absent-présent, muet et privé de parole» (p 9).



Cinéma algérien. Des films et des hommages. Ouvrage documentaire de Abdelkrim Tazaroute. Editions Rafar, Alger 2014, 303 pages, 800 dinars.

La présenté quarante et un (41) films : une analyse critique, ainsi qu'en fin d'ouvrage une fiche technique signalétique de l'œuvre. Il a rendu hommage à seize (16) réalisateurs ou/et acteurs (tiens ! je viens de remarquer qu'il n'y a qu'une seule femme).

Certes, ce n'est pas une recherche colossale (ce qui la rend abordable par le commun des lecteurs) ou académique (ce qui la rend accessible), mais c'est un «travail d'amour» bien fait ; celle d'un journaliste spécialisé qui a voulu, en toute modestie, faire œuvre utile et, surtout, rappeler que s'il n'y pas d'industrie cinématographique au sens économique strict du terme, s'il n'y a plus de salles d'exploitation en grand nombre ou presque pas du tout, il y a, cependant, un cinéma algérien avec toute une histoire ; il y a de grands films algériens et il y a de grands cinéastes et de grands comédiens. Un cinéma qui a suscité l'envie, des films qui ont décroché et décrochent des prix (dont la plus enviée d'entre toutes, la Palme d'Or au Festival de Cannes en 1975, avec «Chroniques des années de brasse» de Mohamed Lakhdar Hamina), des réalisateurs qui

entendu dans presque tous les secteurs...Une analyse et des critiques qui me semblent relever d'un autre âge, celui «d'or», en partie vrai, en partie mythifié... celui des années 60 et 70...

Suite à la lecture des compte rendus de presse, on a l'impression d'un procès à sens unique, celui de l'Etat-providence...aux mamelles de plus en plus desséchées, car trop longtemps mal -ou trop- traitées. On a ainsi occulté la création intellectuelle et/ou littéraire qui, dans le genre, est quasiment inexistante...On a aussi occulté la part de créativité des nouvelles générations, souvent ignorée, parfois méprisée et écartée...On a enfin occulté la participation nécessaire des collectivités locales à la promotion d'une vie

culturelle théâtrale (et cinématographique) de proximité. Trop d'«investissements» dans le folklore, les semaines commerciales, les «festivals», mais pas assez, sinon absence, de mise à disposition d'espaces d'expression sécurisés, à des tarifs accessibles, aux associations et aux troupes privées entre autres, et aux publics locaux.

Car, il ne faut croire que les gens n'aiment pas le théâtre. Ils en raffolent. Il s'agit seulement d'innover et de laisser la place à ceux qui «osent». Dans le cinéma, on est en train de sortir la tête de l'eau...grâce à la nouvelle génération qui fait «comme elle peut» avec ce qu'elle «trouve» (mis à part le problème des salles)...et qui réussit.

PS : Lors d'une récente journée d'étude sur le théâtre (au TNA /Espace M'hamed Benguetta) plusieurs participants ont relevé le désintérêt du public pour la chose théâtrale ...Pour eux, la raison principale réside(raît) dans la «mauvaise gestion des établissements». Il y aurait, aussi, l'absence de «dialogue» avec le public. Tout aurait régressé à partir des années 1990 et le secteur ne se serait donc pas «relevé» depuis. On a donc proposé une «réorganisation radicale» des établissements et de leurs activités, «l'intégration du théâtre» dans les programmes scolaires, le «rétablissement du dialogue» entre les professionnels du secteur et l'administration, «l'optimisation de la formation», «la promotion des productions»...Bref, du déjà

Mon épouse, mon bourreau...

Les hommes sont aussi victimes de la violence conjugale. A leurs souffrances physiques s'ajouterait l'incapacité de ces époux à alerter leur entourage de leur détresse. Tabou ou mythe qui mérite d'être dénoncé ? Enquête.



Il semblerait que «Si Al-Sayed», l'icône du maître de maison dans la culture égyptienne, ait perdu de son prestige d'antan. Ce personnage décrit par Naguib Mahfouz qui, chaque soir, est reçu en grande pompe par sa femme, lui tendant affectueusement ses pantoufles, fait désormais partie d'une époque révolue. Car aujourd'hui, Si Al-Sayed risque bien de recevoir ses babouches en pleine figure. Ce n'est ni du cynisme ni des propos visant à provoquer les femmes. Hani, comptable âgé d'une trentaine d'années, a vécu cette expérience. Il est aujourd'hui chez son avocat pour divorcer de sa femme. Difficile de le faire parler. Timide, il finit par se confier, encouragé par l'anonymat garanti. «Je suis un homme, un homme qui n'est pas violent avec sa femme. Mais l'équation dans notre couple est inversée. Je suis marié depuis 4 ans. Et j'ai reçu des claques car ma conjointe est un peu agressive. Un jour, des mots méchants, des coups de poing ou des coups de pied dans les parties intimes. Un autre, des griffes, des gifles, et j'en passe ! Au début, je gérais et j'essayais de la calmer, car je l'aimais. Je l'aime encore et je ne voudrais pas détruire mon foyer pour ma fille âgée de trois ans !», lance Hani tout en disant qu'il ne comprend pas ce que son épouse essaye de faire en le malmenant ainsi. «Son but était de me faire craquer. Elle voulait réellement me pousser à bout ! Maintenant, ça y est, j'en ai marre ! On ne peut plus vivre ensemble, je veux en finir avec cette histoire infernale», se plaint-il.

Même situation pour Réda, plombier de 36 ans qui est au chômage. Il confie être battu au moins trois fois par mois par sa femme bien bâtie : «Je suis la risée de mon quartier. Je suis marié depuis une dizaine d'années et père de deux enfants. Au début de notre mariage, il m'est arrivé de gifler ma femme croyant qu'elle n'allait pas riposter. Et pourtant, elle m'en a rendu une des plus terribles. Je l'ai frappée et elle s'est bien défendue. Têtu que je suis, je voulais aller au-delà des limites de ma nature d'homme. A chaque fois, c'est elle qui remportait la bagarre. Chose qui a éveillé en moi un sentiment de crainte».

En effet, la violence des femmes est tue, et pourtant, elle tue. Combien sont-ils ces hommes victimes silencieuses de leur conjointe ? Il est difficile de répondre avec certitude à cette question tant le tabou est fort. Rares sont les hommes qui oseraient se présenter au poste de police pour déclarer : «J'ai été battu par ma femme». Pourtant, bien que moins médiatique, la lutte contre les violences faites aux hommes commence plus sérieusement à être mise en lumière. D'après des statistiques du

Tribunal de la famille, le taux des épouses, qui battent leurs conjoints qui, eux-mêmes, recourent au tribunal pour réclamer le divorce, atteint 66 % de ces plaintes. De plus, selon le Centre national des recherches en criminologie, 11 000 procès verbaux ont été dressés en 2014 dans les commissariats par des hommes victimes de violences conjugales. Et ce n'est pas tout. Selon une étude lancée par le Centre des crimes et de la violence dépendant de l'Onu, en Egypte, les femmes occupent le premier rang mondial dans la liste des épouses qui battent leurs conjoints, avec un taux de 28 %, suivie des Etats-Unis avec 23 %, du Royaume-Uni avec 17 % puis de l'Inde avec 11 %. Les données révèlent en outre que les femmes n'utilisent pas seulement les mains pour battre leurs maris, mais aussi des ceintures, des ustensiles de cuisine et des chaussures. Certaines ont même recouru à des somnifères afin de battre et brûler le corps de leurs maris endormis. Mais pourquoi en arriver là ? La femme, cet être sensible, doux et fragile, se transforme d'un coup en tyran, semant la peur et la haine. Est-ce la revanche de tous ces siècles de soumission à l'homme qui s'éveille d'un coup ?

■ MANQUE DE CARACTÈRE

Fadia Abou-Chahba, sociologue au Centre national des recherches socio-criminelles, pense que les motifs de cette violence sont dus soit au manque de caractère du conjoint, soit son avarice, ou à son incapacité d'assumer son rôle de père ou de mari, ou encore aux différentes frustrations que subit la femme. Autrement dit, le bouleversement des valeurs sociales et les effets de la crise économique sur le pouvoir d'achat des ménages sont autant de facteurs à l'origine de la recrudescence des violences physiques ou psychologiques, un phénomène qui reste encore tabou en Egypte. «La violence envers les conjoints ne reflète pas toujours un désir de se venger, mais c'est souvent le résultat d'accumulation de faits basés sur des conflits permanents et pénibles : répression, coups, insultes, répudiation et même brutalité sexuelle». Cependant, la sociologue Nadia Radwane critique cette étude qu'elle trouve incongrue, étant donné que l'échantillon sélectionné concerne les plaintes portées devant les tribunaux ou des femmes en détention qui ont commis ces actes. Selon elle, «les femmes, auteures de violence conjugale, en ont assez d'être maltraitées par leurs conjoints et doivent à un moment ou un autre perdre la raison. Des femmes qui recourent à la violence, car elles sont persuadées que leurs maris manquent de caractère, n'assument pas leurs responsabilités à la maison ou ne les satisfont pas sexuellement», explique-t-elle, tout en ajoutant que ce type de femmes est souvent analphabète.

«Les plus éduquées sont moins violentes. Elles travaillent la plupart du temps, et ont

d'autres préoccupations que leurs maris. Elles ne sont pas contraintes de supporter leurs éventuels excès parce qu'elles sont indépendantes financièrement», et Radwane estime que ces scènes de ménages arrivent souvent quand les hommes sont beaucoup plus âgés. C'est le cas de ce mari, de trente ans plus âgé que sa femme et qui encaisse les gifles sans broncher de peur que son épouse ne le quitte. Il y a également des hommes battus dans les milieux aisés, dans les mariages d'intérêt. «De telles unions provoquent souvent un déséquilibre dans les couches sociales. L'homme épouse une femme pour son argent, ou la renommée de sa famille. Conséquence : le plus riche se permet tout, y compris lever la main sur son partenaire», poursuit Radwane.

Selon la sociologue, la plupart des femmes, qui ont reconnu avoir frappé leur mari, lui ont confié l'avoir fait en état de légitime défense. D'autres, parce qu'elles étaient frustrées. De façon rationnelle ou pas, sous le coup de la colère ou froidement, elles ont frappé, donné des coups de pied, cassé des objets et mordu leurs conjoints. «Je n'avais pas l'impression d'avoir épousé un homme. Je travaille jour et nuit pour subvenir aux besoins de mes enfants, alors qu'il dort toute la journée et me vole de l'argent pour le dépenser dans la drogue. Pire encore, j'ai même découvert qu'il me trompait», confie Wafaa, 35 ans, femme de ménage, condamnée à un an de prison pour avoir battu son mari. Ce dernier a présenté au tribunal un certificat médical d'incapacité de 21 jours. Quant à Karima, 38 ans, une mère de 3 enfants, elle affirme qu'elle n'hésite pas à frapper son mari, préconisant suivre la célèbre expression : «Œil pour œil, dent pour dent». Elle raconte : «Oui, je bats mon mari ! Dès le début de notre mariage, il me faisait peur. Dès que je refusais de lui donner de l'argent, il me frappait partout à l'aide d'une ceinture, m'attrapait par les cheveux et me traînait par terre devant mes enfants jusqu'au jour où j'ai décidé de lui rendre les coups. Depuis, il a beaucoup changé parce qu'il sait que le résultat peut être catastrophique pour lui».

■ LOI DU SILENCE

Et face à cette violence, nombreux sont les hommes battus qui refusent de dénoncer leurs «agresseurs», car il est question pour eux de dignité et de virilité. «Une femme battue sera toujours soutenue. Mais l'homme, dans ce cas, n'est plus un homme», explique l'avocat Yasser Moustapha, tout en ajoutant qu'un homme battu par sa femme perd immédiatement son statut d'homme dans la famille et la société. Il est «dévirié» et perd sa place de dominant. Ainsi, au lieu d'éprouver de l'empathie pour lui, on le trouve ridicule. Yasser se souvient du cas d'un homme qui se faisait constamment frapper par sa femme jus-

qu'au jour où il n'a plus supporté cette situation. Interloqué, le juge lui lance en pleine audience : «C'est vous l'homme et vous vous êtes laissé battre par une femme !».

Par honte de parler, par culpabilité, l'homme battu peut se taire longtemps et minimiser les violences physiques ou morales qu'il subit sans chercher protection. Selon le Dr Mohamad Al-Mahdi, psychiatre, l'homme battu s'isole, se met en fait en danger, met en danger ses enfants, quand les violences sont commises devant eux. A la réponse : «Vous n'avez qu'à divorcer», «Vous n'avez qu'à vous défendre», l'homme battu répond qu'il se protège comme il le peut, essaye de calmer sa conjointe, qu'il sort un peu pour faire baisser la pression alors que s'il réagissait autrement, vu sa corpulence, il pourrait réellement tuer sa femme, ce qu'il ne veut pas faire. «La mécanique de la violence féminine semble répondre au besoin de domination et de contrôle, une soif de vengeance et une incapacité à se heurter à la moindre résistance. Le plus fréquemment, c'est la femme qui pousse l'homme à bout pour le forcer à réagir en se disant que s'il la frappe en retour, elle ira porter plainte et pourra ainsi se faire passer pour la victime», explique le Dr Al-Mahdi. Et de rappeler qu'il n'y a jamais de violences physiques sans violences psychologiques. Les humiliations, la manipulation, le chantage vont toujours de pair avec les coups. «Ces femmes maltraitées trouvent normal de recourir à la violence car elles considèrent leurs maris comme un moins que rien qui ne sait pas répondre à leurs besoins», ajoute-t-il.

Du côté des hommes, les racines de la maltraitance remontent la plupart du temps à l'enfance. S'il n'a pas été frappé enfant, l'homme adulte maltraité a souvent assisté, lorsqu'il était petit, à des scènes de violence entre ses parents. «Il existe toujours une répétition traumatique d'une scène vécue dans l'enfance. Ils mettent souvent du temps à comprendre qu'ils sont en danger, car ils sont persuadés d'être à l'origine des comportements violents qu'ils subissent», confirme-t-il.

Par ailleurs, Naïm Abou-Ghada est fondateur de l'Association Si Al-Sayed, créée il y a une dizaine d'années pour défendre les droits de la gente masculine. Il cherche à retrouver le respect perdu de l'homme, notamment en cette époque où l'on assiste à une inversion des tendances avec «une femme bourreau» et «un homme victime». Pour lui, un homme battu par sa femme n'a aucune dignité. Et la femme qui lève la main sur son mari doit être immédiatement répudiée, car cela va à l'encontre de nos traditions orientales. «Je suis contre le recours à la force. Les conjoints doivent entretenir une relation d'affection et de compassion comme le stipule le Coran», conclut-il, en aspirant au retour de l'époque de Si Al-Sayed pour préserver l'unité et la stabilité de la famille.

Les gangsters et la République : mariage et déraison

Entre les déboires judiciaires d'un Dassault à Corbeil et les éternels règlements de comptes marseillais, on retrouve une même matrice historique : les liaisons dangereuses qu'entretiennent le pouvoir et les bandits. Tel est le constat, implacable, qui s'impose avec "Les gangsters et la République", une enquête de notre collaborateur Frédéric Ploquin, livrée sous la forme d'une série documentaire événement en trois épisodes et prochainement diffusé sur France 5, couplé à un ouvrage non moins indispensable.



Marianne

« Les gangsters traqués par la police de la République, c'est la version officielle. Une fiction. En vrai, ce sont des décennies de services rendus. » D'emblée, le ton est donné. Ploquin, grand reporter depuis plus de trente ans, résume bien les aveux explosifs livrés par ses trente-cinq témoins, de Charles Pasqua à l'ineffable Dodo La Saumure, acteur malgré lui de l'affaire DSK. Autant de portraits, regards et tirs croisés sur ces trafics au cœur d'un système protéiforme dans lequel élus, policiers, magistrats, politiques et affranchis trouverent leur compte.

ZONES GRISES DES ANNÉES NOIRES

Les racines du phénomène remontent aux Années noires, paroxysme de l'inversion des valeurs : la sinistre «Carlingue», Gestapo française sans laquelle les nazis n'auraient pu frapper aussi durement la Résistance, recrutait des malfrats qui, brandissant leur carte de la «police allemande», faisaient trembler les policiers. Mais d'autres truands choisirent le camp d'en face : leur savoir-faire en matière de clandestinité, ainsi qu'une capacité à appuyer plus volontiers sur la détente, ont créé des liens indéfectibles avec des patriotes engagés dans la lutte contre l'occupant. «Quand on a connu les difficultés de l'Occupation, les risques que cela comportait, les pertes que nous avons eues les uns et les autres, on ne peut pas passer ça par profits et pertes du jour au lendemain», estime Charles Pasqua, qui, toujours en verve, accordait ici sa dernière interview. Certains ont pu renvoyer l'ascenseur, à l'image d'Edmond Michelet, résistant sauvé par Jo Attia, ex-gestapiste français déporté comme lui à Mauthausen. Devenu ministre de la Justice, il couvra ce colosse devenu barbouze. D'autres, comme les Francisci – une famille corse et résistante –, hériteront des principaux cercles de jeux de la capitale.

«Je n'ai impulsé aucune politique, prévient Charles Pasqua à propos de ses années place Beauvau. J'ai laissé les choses se dérouler comme elles se déroulaient.» C'est-à-dire un échange de bons procédés : lieux en vue du Tout-Paris qui seront parfois dirigés par d'anciens flics de haut rang, les cercles de jeu aimaient des repris de justice sur lesquels il était alors aisé de recueillir des informations, comme le rappelle Bernard Squarcini, ex-patron de la DCRI (renseignement intérieur).

Avec maintes figures du showbiz, les «hommes politiques accros à la cocaïne à cent pour cent» décrits par l'ex-trafiquant Gérard Fauré furent ainsi fichés parmi les 40 000 dossiers à la disposition du préfet de police, Maurice Papon. «Ce qu'il souhaitait, raconte le grand flic Lucien-Aimé Blanc, c'était avoir des papiers sur tout le monde.» Autres sources, les boîtes de nuit et les hôtels de passe (jusqu'à 143 à Paris), dont les patrons et le personnel distillaient des tuyaux

et... du liquide : «Les proxos filaient la dîme aux condés, ils balançaient aussi certainement, comme ça ils étaient tranquilles», déclare William Perrin, né au début des années 1930 et devenu souteneur avant ses quinze ans. Les «hôteliers couverts» par la police génaient de surcroît un flot de cash employé à des fins politiques : pour financer la lutte anti-OAS, le directeur de la PJ fit ainsi «couvrir» une demi-douzaine de bordels prospères.

LA MAIN DANS LE SAC

S'affranchir des lois pour mener un combat supposé juste ? «Ce modèle rodé pendant l'Occupation va resservir chaque fois que la France sera en danger, notamment pendant la guerre d'Algérie, où que le gaullisme sentira le vent du boulet, notamment face aux communistes», analyse Ploquin. De fait, le Service action civique (SAC) voit le jour en 1958, avec le retour du Général. Comme en atteste l'historien Jean-Marc Berlière, on retrouve, parmi ses responsables, un certain Charles Pasqua, qui ne se départira jamais d'un culte du secret propre à cette police parallèle : «Un des responsables du SAC, c'est un peu excessif», louvoie l'ex-ministre de l'Intérieur, qui évoque à son sujet un service d'ordre musclé. «Ils foutaient la trouille, ces gens du SAC !», se souvient néanmoins l'ancien ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant. «Ils formaient une sorte de milice qu'on a retrouvée dans certaines manifestations qu'ils étaient chargés de dénaturer, en cassant les vitrines des magasins sur le parcours», témoigne Bernard Deleplace, entré dans la police comme gardien de la paix en 1964, et ex-dirigeant de la Fédération autonome des syndicats de police.

COMMANDOS DE LA MORT

Les recrues de ce service bien peu «civique» combattent surtout le FLN, voire l'OAS au sein de «commandos de la mort à la française» associant flics et bandits, anciens résistants et collabos : Georges Boucheseiche, récupéré par les services en dépit (ou en raison) de son passé de gestapiste français, fut impliqué en octobre 1965 dans l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, avec deux policiers. «On pouvait même leur demander d'aller tuer des gens. Et quand on n'avait plus besoin d'eux, on les liquidait», raconte l'incontournable William Perrin. Boucheseiche, lui, disparut au Maroc dans d'obscures circonstances. On proposera même à Perrin d'éliminer le dernier membre de l'opération Ben Barka. Georges Figon – car c'est de lui dont il s'agit – s'est officiellement suicidé lors de son arrestation. «Ils allaient et venaient, à tuer, à voler, et la police fermait les yeux, complète Gérard Fauré, autrefois «prince de la cocaïne». «Ils partageaient leurs gains avec des politiques qui leur filaient des coups.[...] Tous les ministres de l'Intérieur qui se sont succédé à l'époque étaient dans le coup.»

TERRITOIRES ABANDONNÉS

Une autre forme d'incompétence préside au destin des banlieues. «L'histoire des cités en France démarre au

XVI^e siècle avec la création de la «lieue du ban», qui va devenir la banlieue», rappelle le criminologue Alain Bauer. «C'est en 1921 que la question de la sécurisation s'est posée dans les HLM, qui étaient à l'époque des HBM», poursuit Bauer, qui voit les années 1980 comme un tournant majeur : «Avec les premières émeutes urbaines, aux Minguettes, à Lyon, on s'aperçoit subitement qu'on a concentré dans des endroits spécifiques plusieurs ghettos en un seul. Ghetto d'immigrés, ghetto de pauvres, ghetto urbain.»

C'est dans ce contexte qu'émergent les caïds des cités, «nouveaux notables», produits d'une faillite républicaine. Celui qui se confie face à la caméra sous le pseudonyme de «Sakho» était l'un d'eux : ex-trafiquant du 93 et aujourd'hui quadra sans histoires, il fut happé par le «biz» au début des années 1980 : «Plus tu montes, plus tu es le roi (...) Les élus de la mairie comptent sur toi pour que les gens, au quartier, pensent comme eux et surtout votent pour eux.» Ces mêmes élus comptent aussi sur lui pour instaurer la paix sociale. «D'une certaine façon, on faisait la police à côté de la police», assure Sakho. Quand les Brigades anti-criminalité débarquent et jouent au cowboys, les répliques sont toutes trouvées : «On laissait quelques billets dans la boîte à gants, ils les prenaient quand ils nous contrôlaient et nous laissaient tranquilles.» Autre option : menacer la mairie d'une farandole de voitures brûlées dont les images diffusées au 20 heures font toujours tâche...

En parallèle, on voit émerger les «grands frères», ces figures plus ou moins délinquantes portées par les pouvoirs locaux pour calmer les tensions dans ces quartiers où l'on vote de moins en moins. En prime, des subventions versées à des associations fictives, des emplois municipaux ou des logements permettaient à ces élus de se constituer une clientèle. Résultat : «Ces nouveaux notables sont carrément devenus les bras droits des maires.»

AU VU ET AU SU DE TOUS

«Est-ce que l'Etat doit être complice d'une économie parallèle clandestine qui par ailleurs alimente des réseaux que l'on combat sérieusement ?», s'insurge l'ancien ministre Daniel Vaillant ? Le magistrat Sébastien Piffeteau, procureur à Bobigny, pointe justement du doigt le fait que cette économie n'a rien de souterrain : «Elle se fait au vu et au su de tous. (...) Il suffit d'avoir des yeux pour observer ce qui se passe.» Reste que prévenir et traiter le problème de la délinquance nécessite des moyens qui font défaut, et la gangrène se propage : «Certains élus m'ont indiqué que les prochaines personnes influentes, y compris validées par le suffrage universel, seraient des gens impliqués dans le trafic de produits stupéfiants.» N'est-ce pas déjà le cas ? Récemment, Piffeteau démantelait un trafic de cocaïne dans lequel était mouillé un fonctionnaire important de Bagnolet, alors quatrième ville la plus endettée de France...

Titres de journaux choisis

En Normandie, ils sabotent l'électricité de l'église, pour ne plus entendre les cloches

■ **Normandie Actu**

Victime de son succès, le crématorium de Caen va s'agrandir

■ **Tendance Ouest**

Un homme décède sur le Marathon de la Vie, près de Rennes

■ **Le Journal de Vitré**

Il braque une banque pour aller en prison et échapper... à sa femme

■ **La Dépêche**

La Rochelle : ils volent un bateau... et coulent avant même d'avoir quitté le port

■ **La Dépêche**

Pau : la même nuit, il vole une dépanneuse pour voler une Mini Cooper

■ **France Bleu**

Ivre sans permis à 141 km/h. Il ne voulait pas être en retard à son procès pour le même délit

■ **Réunion 1ère**

Bapaume : il reçoit sa première visite au parloir après... 38 ans de prison

■ **La Voix du Nord**

Dunkerque : suite à une erreur de diagnostic, il vit six jours avec un dentier dans la gorge

■ **La Voix du Nord**

Lyon : Il demande à des policiers la peine qu'il risque s'il les tue

■ **20Minutes**

Au milieu du rond-point, il s'excuse auprès d'un arbre...

■ **5minutes**

Haute-Garonne : le détenu cachait une piscine gonflable dans sa cellule

■ **Le Parisien**

Il tabasse sa compagne après avoir vu un film sur le féminisme

■ **Le Progrès**

Une mère de 128 kilos tombe dans les escaliers : deux morts

■ **Sud Info**

Après une fourmée ratée, le boulanger s'en va puis revient armé d'un fusil

■ **Var Matin**

BOHAIN-EN-VERMANDOIS (02) Il frappe femme et enfants, faute de piment au barbecue

■ **Courrier Picard**

Pour des mini-pizzas, il menace son colocataire avec un sabre

■ **Metro**

Rencontre en ligne : hospitalisé après avoir attendu sa promise pendant 10 jours à l'aéroport

■ **Le Parisien**

Emprisonné, il reçoit les PV des policiers qui utilisent sa voiture

■ **Le Parisien**

Le Havre : «Marre d'être interpellé», il prend la fuite

■ **Paris Normandie**

Il séquestre son ex... et décapite la tortue ?

■ **La Provence**

Photographié sans gilet de sauvetage sur un bateau, le policier s'inflige lui-même un PV

■ **Nouvel Obs**

Nantes. Elle fait sonner son téléphone volé : le policier répond

■ **Ouest France**

Il annonce son suicide et part faire la sieste

■ **Le Dauphiné**

Tout nu au milieu du supermarché pour prouver qu'il n'a rien volé

■ **Ouest France**

Il coupe un arbre pour voler un vélo

■ **Le Dauphiné**

Limoges : un sourd opéré de l'œil par erreur, la clinique condamnée

■ **Sud Ouest**

Indonésie : douze morts dans un embouteillage qui a duré trois jours

■ **Le Parisien**

La rixe entre jardiniers dégénère à coups de tronçonneuse

■ **Le Dauphiné**

Tribunal d'Aix : «Elle m'énervait parce qu'elle crie quand je la frappe»

■ **La Provence**

Australie : son père brûle ses plants de cannabis, il appelle la police

■ **Europe1**

Il rate son tour de magie et plante un clou dans la main de la présentatrice

■ **DHNet**

Tu veux que je te tue?", "Il m'a dit oui et je l'ai fait

■ **7sur7**

Exaspérés par le bruit, les touristes voulaient déposer plainte contre... les cigales

■ **Var Matin**

Assises sur des rails pour discuter, elles meurent écrasées par un train

■ **Europe1**

Lorraine : Il oublie de mettre ses lunettes et mange le savon offert pour la Fête des pères

■ **20Minutes**

Un ruisseau rempli de bière a été découvert en Suisse

■ **Huffington Post**

A 6 ans, il appelle la police pour dénoncer son père qui a grillé un feu rouge

■ **La Dépêche**

Bassin d'Arcachon : un Suisse oublie sa Porsche, elle est emportée par la marée

■ **La Dépêche**

Liban : dans l'arabe cassé de la diaspora, des parcours et des histoires

Certains ont été écartés de la langue de leurs ancêtres dans un souci d'intégration, d'autres pour des raisons liées à un lieu ou à une époque...

L'Orient LE JOUR

C'est le pays de leurs racines, leurs origines. Ils y ont peut-être vécu un certain temps, pendant leur enfance, et s'y rendent chaque été, pour retrouver leur famille et leurs amis d'antan. Deux ou trois semaines de vacances par an, juste le temps de renforcer des liens déjà existants et s'imprégner de souvenirs nouveaux ; ceux d'un mariage longtemps anticipé ou d'une simple promenade en famille sur la côte à Tyr.

Puis arrive le jour du retour, avec les valises bien remplies, vers leur autre patrie, celle de leur quotidien ou même de leur naissance. Que ce soit en France, au Brésil ou aux États-Unis, les membres de la diaspora libanaise se trouvent ainsi à la lisière de deux pays, plusieurs traditions et deux langues maternelles. Ce sont ces dernières, le plus souvent, qui trahissent leur double appartenance, héritages de parents d'origines différentes ou de leur vie partagée entre leur pays d'origine et celui d'adoption.

Or cette identité composée n'est pas toujours manifestement revendiquée. Après toute une vie hors du Liban, à l'exception des quelques semaines de visite par an, les Libanais de la diaspora n'ont peut-être pas le bon accent, ni le prénom qu'il faudrait. Leurs connaissances en arabe classique sont par ailleurs minimes, sinon inexistantes, faute d'avoir jamais dû l'utiliser.

C'est le cas de Julien, étudiant en relations internationales à Paris, dont la mère est turque et le père libanais. «Dès le début, mes deux parents ne me parlaient qu'en français, parce qu'ils pensaient que j'apprenais les deux langues, je ne les maîtriserais

que moyennement», explique-t-il à L'Orient-Le Jour. «Ils voyaient ça comme un moyen d'intégration ; et c'est pour cette raison aussi qu'ils m'ont donné deux prénoms, Julien et Tarik», ajoute-t-il. La difficulté de trouver une école à proximité où l'arabe était enseigné, ainsi que les conseils dissuasifs d'une conseillère pédagogique ont encore davantage découragé les parents de Julien.

L'influence que peut avoir l'environnement scolaire n'est d'ailleurs pas à négliger. Shérin, étudiante gréco-libanaise, est née à Athènes en 1990, quelques mois après le départ de son père du Liban. Elle a parlé l'arabe dialectal avec son père jusqu'à l'âge de cinq ans, puis s'est arrêtée à cause de l'apprentissage parallèle du grec, de l'anglais et du français. Son école, raconte-t-elle, n'offrait que deux ans de cours d'arabe tout le long de sa scolarité, malgré le nombre considérable d'élèves provenant de pays arabophones et les demandes fréquentes des parents. Par ailleurs, ses camarades de classe au primaire se moquaient souvent de ses origines libanaises, la faisant se sentir coupable. «Ils m'appelaient "la petite Albanaise", bien que l'Albanie n'ait rien à voir avec le Liban, et disaient que l'arabe est une langue moche. J'avais aussi plusieurs camarades libanais qui n'admettaient même pas leurs origines et voulaient être considérés comme des Français», souligne-t-elle. Arrivée à l'adolescence, Shérin ne parlait ainsi l'arabe qu'avec sa grand-mère, ou quand il s'agissait d'insulter ses deux frères. Un arabe dialectal et limité à un vocabulaire de base. Elle-même attribue la faute à son père qui n'a pas assez insisté lors de son enfance. «Je lui ai déjà reproché plusieurs fois de ne pas avoir fait assez d'efforts, et depuis, lui aussi a regretté. J'ai l'impression qu'à l'époque mon

père avait juste envie de s'enfuir et s'intégrer en Europe pour nous rendre la vie plus facile», précise-t-elle.

Si Julien et Shérin ont été écartés de la langue de leurs ancêtres dans un souci d'intégration et de facilité, l'histoire de Simone, elle, est entièrement différente. Âgée de 67 ans et née en Égypte d'un père libanais et d'une mère égyptienne, Simone a toujours vécu dans une famille majoritairement francophone.

«On ne parlait presque pas l'arabe à la maison. À l'époque, le français était beaucoup plus parlé, étant peut-être considéré comme un signe de distinction sociale par rapport à l'arabe», souligne-t-elle. «Au Liban, je suivais bien sûr des cours d'arabe à l'école, mais je ne peux pas dire que les coups de règle sur les doigts m'avaient beaucoup aidée», ajoute-t-elle, tout en avouant une certaine forme de paresse. À l'âge de 12 ou 13 ans, Simone a quitté le Liban pour la Belgique, et n'a plus pris de cours d'arabe. Il faudra attendre son mariage avec un Libanais, plusieurs années plus tard, pour qu'elle dépoussière ses acquis, à force d'avoir vécu et voyagé dans de nombreux pays arabophones, parmi lesquels l'Égypte, les Émirats arabes unis et le Maroc. D'où le fait que son arabe est aujourd'hui plutôt mélangé, un patchwork composé de multiples dialectes, comme elle s'amuse à le remarquer. Quant à l'arabe littéraire, Simone a longtemps accepté sa défaite. Ce qui l'empêche de comprendre la paperasse administrative ou les articles des journaux locaux. «Je me sens quand même un peu dépossédée de quelque chose, car il s'agit de ma propre langue... Par ailleurs, mon arabe cassé me classe automatiquement parmi "ceux de dehors", sans que ce soit fait avec méchanceté», admet-elle.



UNE IDENTITÉ MORCELÉE

Simone n'est pas la seule à faire face à ce sentiment d'exclusion. «Dans la perception des gens, quand tu es née ailleurs et ne maîtrises pas bien ta langue, tu es considérée comme quelqu'un d'extérieur», témoigne Julie, étudiante en droit et sciences politiques à Paris, qui à l'âge de 16 ans a découvert que son arabe était cassé. «Je me suis alors tout de suite remise en cause... C'est comme si la maîtrise parfaite de la langue était la dernière pièce qui me manquait pour être complètement arabe», ajoute-t-elle.

«La dernière pièce»... Deux mots qui insinuent la division de l'identité en compartiments légitimes. Comme si le «droit d'être libanais» (ou d'être français par exemple) était, dans l'inconscient collectif, réservé à ceux qui possèdent toutes les pièces, qu'il s'agisse des relations familiales, de la langue, des habitudes culinaires, du mode de vie... Quiconque revendique une identité plus complexe peut ainsi se ressentir marginalisé, peut-être même repoussé vers le morcellement de son identité en «moitiés» souvent juxtaposées.

Face à cette conception étroite de l'identité, Simone ne se sent pas affectée. «Appartenir à un pays ne se

résume pas à la langue. Il y a plein d'autres éléments. Ce qui compte, c'est ma propre manière d'être intéressée, en suivant par exemple l'actualité au Liban, en venant une ou deux fois par an ; c'est aussi les attaches familiales, puis les odeurs... On ne peut pas le décrire en phrases, ce n'est pas cartésien», souligne-t-elle. Or l'assurance avec laquelle Simone défie le regard extérieur, forgée à l'issue d'expériences multiples, n'est peut-être pas entièrement partagée par les plus jeunes, tels que Julien, qui se sent tiraillé entre la perception de son identité et celle qu'on lui renvoie. «Aux yeux de la société française, je ne suis pas tout à fait français, et aux yeux de la société libanaise, je ne suis pas considéré comme libanais», déplore Julien. C'est justement son envie d'être «considéré en tant que Libanais et pas comme un simple expatrié» dans son propre pays qui l'a poussé à apprendre le dialecte libanais, tout seul, grâce à ses visites au Liban chaque an. De son côté, Shérin prend, depuis l'année dernière, des cours d'arabe à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) de Paris. «C'est ma langue et je veux pouvoir la comprendre», dit-elle tout simplement.

Asmine, 5 ans, a su envoyer des e-mails avant de savoir lire

Rue89

Sabrina, 36 ans, a une autre histoire d'enfant prodige. Une histoire très XXI^e siècle, qui se passe dans un village près de Rennes. Sa fille Asmine, 6 ans, a écrit son premier e-mail il y a un environ un an, alors qu'elle ne savait pas encore lire ni, a fortiori, écrire. Magie d'Internet.

ADIEU PAPIER, COLLE, STYLOS À PAILLETTES !

Tout a commencé par une petite crise de jalousie entre sœurs. Sarah, 10 ans, a le droit d'avoir sa propre boîte mail en octobre 2015.

Sabrina «trouvait qu'elle était trop jeune pour avoir un Gmail, mais la famille de son amie [lui] a fait découvrir une solution adaptée».

La messagerie «Netcourrier», qui se présente comme «européenne» et «respectueuse de la vie privée», propose en effet une configuration spécifique pour les enfants, avec interface colorée et contrôle parental. Seules les personnes enregistrées dans le carnet d'adresse peuvent échanger avec les enfants. Et chaque enregistrement doit être validé par les parents.

Pour Sarah, 9 ans, qui a déménagé de Paris en Bretagne il y a peu, c'est l'occasion de communiquer à distance avec sa copine parisienne.

Adieu, lettres écrites à la main sur du papier parfumé Diddl. La nouvelle technologie n'a pas le charme des odeurs ni des ratures, mais elle est infiniment plus rapide.

«JE N'ARRIVAIS PAS À SUIVRE SON BESOIN»

Asmine a alors 5 ans, mais elle veut faire comme sa grande sœur. Classique. Toutes deux utilisent la tablette familiale pour se connecter à leur boîte mail. Comme elle n'a pas de copines à distance pour raconter ses amourettes de cour d'école, son premier e-mail sera destiné à Cyrille, sa marraine. Ce jour-là, sa mère fait la cuisine, et ne peut pas lui accorder toute son attention. Asmine, en grande section de maternelle, sait déjà lire son prénom, mais pas beaucoup plus. Maman tarde à épeler chaque mot, la petite s'impatiente. Tout ça aurait pu se terminer en crise de nerfs, mais Asmine a une idée.

Elle clique sur l'icône «micro» et dicte son message. Tout simplement. Elle m'explique : «J'ai vu un micro, j'ai parlé, et ça se mettait. Ça marchait mieux que maman.»

Je me dis que tout ça est très «digital native» : vouloir tout, tout de suite, et avoir l'intuition

L'histoire de cette petite fille nous en dit long sur notre avenir numérique. Certains enfants apprennent à lire tout seul, sans que personne ne leur ait montré le b.a.-ba. Des décennies plus tard, leurs parents racontent encore avec des étoiles dans les yeux ce jour où ils ont découvert le miracle.



d'une solution technique pour contourner un problème de fond. La mère le dit aussi :

«Je n'arrivais pas à suivre son besoin, alors elle a tâtonné pour trouver ce truc là. Nous, comme on en a pas l'utilité, on n'y pense pas. Je n'avais jamais utilisé le micro. Mais elle, elle l'a trouvé super vite.»

SE SENTIR VIEUX À 25 ANS

En écoutant l'histoire, je me dis qu'à 25 ans, je suis déjà une sorte de «digital immigrant». Le mot est de l'essayiste Marc Prensky : il désigne les parents des digital natives qui vont, par exemple, imprimer leurs e-mails ou appeler quelqu'un pour lui parler d'un site internet.

Je n'imprime pas mes e-mails, mais je suis de la génération SMS. Alors je n'utilise pas la reconnaissance vocale, ni Siri ou tout autre type d'intelligence artificielle à qui je dois parler.

Certes, en partie parce que les IA ne sont pas encore super développées, surtout quand on n'a pas le dernier iPhone, mais aussi parce que je suis déjà trop vieille pour le futur proche.

Signe ultime de mon obsolescence prochaine : je trouve ridicule de parler à une machine et j'ai par exemple du mal à utiliser les oreillettes dans la rue. Fatalement, je mettrai plus de temps à prendre le tournant du tout vocal qu'Asmine. Car oui, beaucoup d'experts pensent que le smartphone du futur sera une simple oreillette.

APPRENDRE À CODER PLUS FACILEMENT

Au CP cette année, Asmine sait lire les e-mails qu'on lui envoie. Elle trouve quand même le micro plus pratique que de tout taper à la main.

En un an, elle en a envoyé huit, quand elle voyait sa sœur le faire. «Mais c'est pas mieux que le téléphone, c'est pareil. C'est pour dire bonjour.» En gros, Asmine utilise les e-mails comme on textote.

Du haut de ses six ans, l'e-mail, dont l'interface ressemble au logiciel Adibou, est pour elle un jeu de plus sur l'iPad. Centre de la vie numérique familial (équivalent du salon-téléviseur d'autrefois) la tablette comporte un espace réservé aux enfants, avec une dizaine d'applications éducatives et de livres numériques. Pendant que j'interviewe Sabrina, Asmine est absorbée par Winky Think, un jeu de logique. Sa mère commente : «Même moi je n'arrive pas à le faire.»

Elle est persuadée que ce genre de jeux permettra à sa fille d'apprendre à coder plus facilement : «Elle, je pense vraiment que ça va être une geek, plus que sa grande sœur, qui s'en fiche un peu.»

Elle me raconte aussi que Sarah révise ses tables de multiplication avec une appli. Et que sa petite sœur y fait un peu de calcul aussi.

YOUTUBE C'EST COMME LA TÉLÉ

Mais c'est la mère qui garde la clé : le mot de passe. Les filles essaient régulièrement de hacker la tablette. Auprès de moi, elles se vantent en ricanant : «Un jour on l'a même trouvé !» Sabrina nie. Le temps que ses enfants passent devant l'écran est limité, et minuté – «comme ça, ça évite les disputes». La tablette, c'est pour le week-end, et pas plus de deux heures. Comme la télévision, «notamment Arte Junior en replay». La semaine, c'est Barbie et Playmobil : «La réalité existe encore. Et puis, c'est bien de s'ennuyer aussi.»

Une vraie image d'Épinal de la famille du nouveau millénaire : le numérique, OK, mais encadré et apaisé. Sabrina n'a pas lu Serge Tisseron – héraut de l'éducation au numérique, connu pour sa règle du «3-6-9-12» – mais elle sait qu'il mieux vaut accompagner les enfants dans leur découverte des écrans.

«SNAPCHAT, JE COMPRENDS PAS TROP»

La jeune femme, cadre dans un service bancaire de traitement de données, n'est pas vraiment geek, mais le numérique l'intéresse. Elle veut «rester à la page» pour ne pas être dépassée, notamment par ses filles. Ça la motive.

Alors elle s'informe des nouveautés sur Internet, lit beaucoup de blogs. Elle est aussi abonnée à la newsletter de la «Souris grise», un guide des applications pour enfants.

«Je ne me sens pas déconnectée, parce que je suis dans une démarche d'amélioration permanente. Même si bon, Snapchat, je comprends pas trop par exemple.»

PERTE DE CONTRÔLE

Pour le moment, tout est sous contrôle. Même si Sabrina s'inquiète un peu de ce que les filles regardent sur YouTube quand elle n'est pas derrière leur dos. «Je leur dis que je peux vérifier dans l'historique si elles regardent des bêtises mais je n'ai pas trouvé de contrôle parental sur la tablette.»

Mais quand la plus grande aura un smartphone – c'est prévu pour l'entrée au lycée – ce sera différent. Il y aura Facebook, Snapchat, et sûrement beaucoup d'autres réseaux sociaux pas encore lancés aujourd'hui.

«Et là, le problème c'est que les gosses font ce qu'ils veulent. Les téléphones sont comme des ordinateurs.»

Et, comme quand j'étais ado, Sarah et Asmine découvriront des techniques pour cacher ce qu'elles y trament à leurs parents, fatalement dépassés.

Arabie Saoudite

Consommation en berne sur fond d'austérité



Par Ian Timberlake
avec Kamal Idris

Dans la bijouterie Al-Abdoul Wahab, les diamants scintillent dans les vitrines, mais les affaires ont perdu de leur éclat car les Saoudiens hésitent à ouvrir leur porte-monnaie, austérité oblige. «Par rapport à l'an dernier, l'affluence est très faible», se désole Saddam al-Yafae, un vendeur de cette bijouterie de la rue commerçante Olaya, au cœur de Ryad. Comme lui, de nombreux commerçants se plaignent d'un ralentissement des affaires depuis que les revenus pétroliers ont fondu, obligeant l'Etat à prendre des mesures douloureuses de rigueur. Les affaires étaient autrefois juteuses, rappelle Saddam al-Yafae, devant des collections de bijoux en argent sertis de diamants. Mais ce matin, aucun client ne les admire et le vendeur a le temps de discuter. «Il y a beaucoup moins de travail, particulièrement depuis ces décisions», explique-t-il, en faisant allusion aux récentes annonces du gouvernement.

Le 26 septembre, le Conseil des ministres a décidé d'un gel des salaires des fonctionnaires, qui représentent l'essentiel de la population active. Les primes ont été annulées, ainsi que la rémunération des heures supplémentaires. Les hauts fonctionnaires n'auront plus droit à des voitures de fonction et à des frais de téléphone.

EXEMPLE DES MINISTRES

Pour donner l'exemple, les salaires des ministres ont été réduits de 20% et les indemnités annuelles des 150 membres du Conseil de la Choura (assemblée consultative) amputées de 15%, soit 4.000 riyals (955 euros) par mois, selon le quotidien Saudi Gazette. La chute des prix du pétrole depuis 2014 a entraîné un déficit public record de 88 milliards d'euros l'an dernier dans le royaume qui tire de l'or noir une grande part de ses revenus. Mais le prix du baril a chuté de plus de 100 dollars à la mi-2014 à moins de 50 dollars aujourd'hui. Ryad a donc lancé des mesures sans précédent pour réduire le train de vie de l'Etat, baisser les subventions publiques et rendre son économie moins dépendante du pétrole. Mais cette «austérité a fait beaucoup de mal à l'économie», ont récemment relevé les analystes de Capital Economics à Londres. Dans un rapport publié lundi, la firme Jadwa Investment note

une baisse des retraits bancaires en 2016 et estime que l'absence de primes «fera probablement baisser la consommation dans les prochains mois». En juillet, le taux d'inflation des produits alimentaires a été négatif pour la première fois depuis six ans, selon la firme. Mais, pour Abdallah al-Sadoun, membre du Conseil de la Choura, cette austérité et la réforme de l'économie vont à terme porter leurs fruits. «Nous avons été 50 ans durant dépendants du pétrole et nous avons mal dépensé notre argent», indique-t-il à l'AFP.

«FINI L'ARGENT, MON AMI»

«Nos stocks sont au plus haut en raison de la baisse des ventes», explique un marchand de tapis étranger. Ses tapis sont proposés à plusieurs centaines de riyals. A l'extérieur, un client marchand pour l'achat d'une petite descente de lit. Il finit par l'avoir à 50 riyals (12 euros). Dans le magasin d'à côté, un marchand de tapis originaire d'Asie du Sud explique que les affaires allaient beaucoup mieux il y a trois ou quatre ans. «La situation est très mauvaise», se lamente, un peu plus loin sur la même rue Olaya quasi déserte, un vendeur de produits électriques. Il ne veut pas être identifié, par crainte de se faire expulser pour ses propos. Les affaires ont baissé de 25% ces deux dernières années, affirme-t-il, à cause en partie du chantier du métro de Ryad qui empêche les clients d'accéder à sa boutique. «Finis l'argent, mon ami», lance ce vendeur en répétant ce que lui disent les clients. Certains fonctionnaires contactés par l'AFP n'ont pas voulu commenter les mesures d'austérité, mais d'autres affirment qu'ils s'adapteront à la nouvelle situation. «Je vais revoir le budget familial», explique Moussa Mohammed, 41 ans. «Nous allons nous débrouiller», ajoute Khaled al-Bichi, 35 ans, désireux de «soutenir notre pays». Dans la ville sainte de La Mecque, Majdi Damanhori, 45 ans, qualifié d'«audacieux» les décisions du gouvernement et espère un changement de comportement car «les familles saoudiennes n'épargnent pas et ont tendance à acheter des produits de luxe». Hadi al-Osaimi, un enseignant de 39 ans, estime lui aussi que c'est l'occasion de renoncer aux dépenses extravagantes des mariages et des célébrations. «Sans oublier les voyages et les dépenses coûteuses à l'étranger». (AFP)

Singapour

Un plongeur tué par une raie dans un parc océanographique

Un plongeur a succombé à ses blessures après avoir été attaqué par une raie dans un parc océanographique à Singapour, le Underwater World Singapore, a annoncé mercredi la société propriétaire de l'aquarium. Philip Chan, plongeur singapourien expérimenté de 62 ans, a été attaqué à la poitrine au cours de la préparation d'un transfert de raies vers un autre aquarium, a précisé dans un communiqué la Haw Par Corporation, évoquant un «accident tragique». Cet accident a ravivé le souvenir de ce qui était arrivé il y a dix ans à l'Australien Steve Irwin, «chasseur de crocodiles» et défenseur de l'environnement.

Il avait succombé à l'âge de 44 ans à une piqûre de raie pastenague au thorax, lors du tournage d'un film sur la Grande barrière de corail. Après l'accident au parc de Singapour, le propriétaire des lieux a suspendu le transfert des raies,



des poissons aplatis dotés de grandes nageoires, dont les piqûres peuvent être mortelles. Une enquête de police est en cours. Le parc Underwater World Singapore, situé sur l'île de Sentosa, avait fermé en juin, 25 ans après son

ouverture. Ses dauphins, loutres et phoques avaient été transférés dans l'un des plus grands parcs maritimes du monde, en Chine, tandis que d'autres créatures des mers attendent toujours un transfert, selon des médias locaux.

Un démineur tué dans une explosion en Croatie

Un démineur croate a été tué mercredi dans l'explosion d'un engin dans une des zones infestées de mines depuis la guerre des années 1990, a-t-on appris auprès de sa société. L'explosion est survenue dans une zone suspecte dans la région d'Okucani (est) où des démineurs de la compagnie Mungos sont actuellement déployés,

a déclaré à l'AFP un responsable de cette société spécialisée dans le déminage. La victime avait 42 ans, selon la même source. Selon la télévision nationale (HRT), il avait onze ans d'expérience dans le déminage. Depuis la fin de la guerre en Croatie (1991-95) et en Bosnie voisine (1992-95), plus de 800 personnes, dont 110

démineurs, y ont été tuées dans des explosions de mines, selon les autorités locales. Vingt-et-un ans après les conflits, 460 km carrés en Croatie et 1.145 km2 carrés en Bosnie sont toujours considérés comme infestés de dizaines de milliers de mines antipersonnel ou antichar, ainsi que d'autres engins non explosés.

Belgique

Deux policiers blessés au couteau à Bruxelles



Deux policiers ont été agressés au couteau mercredi à Bruxelles par un homme qui a dû être neutralisé par un tir avant d'être interpellé, a indiqué le parquet de Bruxelles, soulignant qu'aucun indice n'évoquait à ce stade un acte terroriste. L'agression s'est produite sur une grande artère de la commune populaire de Schaerbeek lors d'un contrôle, ont rapporté

plusieurs médias belges. L'assaillant a porté des coups de couteau à deux policiers, les blessant l'un au ventre l'autre au cou, a déclaré à l'AFP une porte-parole du parquet de Bruxelles, Jennifer Vanderputten. Leurs jours ne sont pas en danger, selon elle. «Rien n'oriente pour l'instant vers un acte terroriste, je n'ai pas d'élément qui aille dans ce sens là», a ajouté la porte-

parole, sans pouvoir encore préciser les circonstances du geste. Selon les médias belges, après sa double agression, l'individu a tenté de prendre la fuite et une autre patrouille de police a dû faire usage d'une arme à feu pour l'intercepter. «Il a été blessé par balle la jambe», a dit Mme Vanderputten. Le 6 août, deux policières avaient été blessées à la machette à Charleroi (sud) par un homme criant «Allah Akbar» qui avait été abattu par les forces de l'ordre, dans un contexte de menace terroriste persistante en Belgique comme dans les pays voisins.

Le 7 septembre c'est à Molenbeek, commune bruxelloise considérée comme un foyer de l'islamisme radical, que deux policiers avaient reçu des coups de couteau sans toutefois être blessés. L'auteur des faits, inculpé pour tentative de meurtre, est un homme d'origine maghrébine qui était connu des services de police sous une dizaine d'alias, mais sans lien avéré avec la mouvance islamiste d'après le parquet de Bruxelles.

Le Nigeria vend deux avions présidentiels

La présidence a confirmé la mise en vente de deux jets privés appartenant au gouvernement nigérian, dans un contexte de crise économique et de restriction budgétaire mise en place par le président Muhammadu Buhari. «La petite annonce publiée dans les journaux pour la vente de deux avions, un jet privé Falcon 7x et un Hawker 4000, avait été autorisées par la présidence», a fait savoir la porte-parole de M. Buhari, dans un communiqué diffusé mardi soir. «Vous vous souvenez que lors de sa campagne électorale, Muhammadu Buhari (...) avait promis de se pencher sur la flotte aérienne présidentielle dans l'intention de couper les dépenses inutiles», indique Garba Shehu.

La vente de ces deux avions de luxe, devrait rapporter 7 milliards de nairas à l'Etat (près de 20 millions d'euros). «A vendre: Avions appartenant au gouvernement fédéral», pouvait-on lire dans une petite annonce publiée dans un quotidien local, daté du 4 octobre. Des photos montrent un intérieur particulièrement luxueux, avec des fauteuils en cuir, et du mobilier en acajou. L'annonce indique que la mise en circulation des deux appareils date de 2011 et 2012, années qui correspondent au mandat de l'ex-président nigérian Goodluck Jonathan.

L'administration Buhari accuse régulièrement l'administration précédente d'avoir volé «des sommes astronomiques» dans les

comptes de l'Etat pour expliquer la grave crise économique que traverse le Nigeria et s'est engagé à mener une guerre contre les dépenses inutiles et contre la corruption. Le mois dernier, une enquête du journal nigérian The Punch, avait créé la polémique, révélant que le gouvernement actuel a dépensé 5 milliards de Nairas (14 millions d'euros) pour l'entretien de ses 10 avions privés, «malgré la récession». Les comptes de l'Etat nigérian sont au plus bas, en raison des nombreuses attaques de militants sur les infrastructures pétrolières qui ont fait chuter la production d'hydrocarbures, et avec la chute du prix du baril, qui représente 70% des revenus de l'Etat.

Les relogements programmés au fur et à mesure des réceptions

12.000 logements sociaux et 500 LPA seront livrés en 2017

Pas moins de 12.000 logements sociaux et 500 logements promotionnel aidés (LPA) seront livrés au cours de l'année prochaine, a annoncé le directeur de l'Office de la promotion et de la gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran, en marge de la Journée mondiale et arabe de l'Habitat, célébré, avant-hier, à la Médiathèque.

J. Boukraa

Des opérations de relogement se font programmées, au fur et mesure et en fonction de la réception des logements et de l'achèvement des travaux de VRD. Depuis près de 3 années, la wilaya d'Oran connaît une bonne dynamique, dans la réception et la distribution de logements. Depuis 2014, près de 20.000 logements ont été attribués, à Oran. Les opérations de relogement des familles sinistrées résidant dans des immeubles en ruine, ont permis, en 2015 de reloger 10.300 familles. Aussi, cette année, pas moins de 6.400 familles ont été concernées par ce programme. Ces familles ont été répertoriées, suite au dernier recensement, lancé le mois de novembre dernier, à tra-

vers les secteurs urbains de la commune d'Oran. Il s'agit des familles habitant des immeubles menaçant ruine dans la ville d'Oran.

Ces familles qui n'avaient pas bénéficié de décision de pré-affectation, dans le passé, occupent des immeubles menaçant ruine et classés 'rouge'. Par ailleurs, près de 8.000 logements de différents programmes seront attribués, avant la fin de l'année en cours, a déclaré, le wali d'Oran. Quelque 3.000 logements AADL (tout le reste du programme AADL 1 et une partie du programme AADL 2) seront distribués, avant la fin de l'année, au même titre que 1.600 logement promotionnels publics (LPP) (site Hayet Regency).

Pour le LPP, la distribution du premier quota de 426 est prévue, ce mois d'octobre. D'autre part, et dans le cadre du

programme destiné à la résorption de l'habitat précaire (RHP) plus de 3.000 familles du quartier 'Les Planteurs' seront relogées à Oued Tlelat, prochainement.

L'accélération des attributions de logements sociaux, s'explique, entre autres, par l'achèvement de plusieurs chantiers de construction. Notons que l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran célèbre la Journée mondiale et arabe de l'Habitat, avec la participation de la direction du Logement, la Direction de l'Urbanisme et d'Architecture de la Construction, la CNL, l'ENPI, et les promoteurs privés. A l'occasion de cet événement, l'OPGI présente ses différents programmes de réalisations des projets de constructions et leurs taux d'avancement, ainsi les opérations de réhabilitation de 48 immeubles, à travers la ville d'Oran.

Collectif de sauvegarde des cimetières de l'Oranie

Une délégation française reçue à l'APC d'Oran

K. Assia

Le maire d'Oran M. Nouredine Boukhatem a reçu, mardi, une délégation française du Collectif de sauvegarde des cimetières de l'Oranie (CSCO). Celle-ci, conduite par son président Dr Jean Jacques Lion, a félicité les élus locaux pour les efforts consentis et surtout les actions initiées dans le cadre des regroupements des sépultures dans le cimetière chrétien d'Oran. Ces résultats positifs ont été mis en exergue par les hôtes d'Oran qui ont, également, mis l'accent sur

la disponibilité des autorités locales pour concrétiser le programme, adopté au plus haut niveau, pour la réhabilitation des lieux d'inhumation. Dans ce registre, M. Lion et les membres de la délégation ont annoncé, la visite d'un important groupe de Français, nés à Oran et ses environs, au courant de l'année 2017. Par ailleurs, cette visite a été également, l'occasion pour passer en revue les travaux de restauration de la chapelle de Santa Cruz, et d'autres lieux de culte, à Alger et Annaba. Prenant la parole, le maire d'Oran ainsi que le responsa-

ble de la Coopération internationale, le délégué et le président du Conseil d'administration, ont passé en revue les travaux d'entretien et de modernisation du bureau d'accueil au cimetière français et les perspectives d'élargir ces opérations aux cimetières des villes voisines et ce, en application du code des marchés.

Le projet en cours de restauration de l'Eglise St Louis de Sidi El-Houari a été évoqué, au cours de cette entrevue. Une autre occasion pour rappeler les projets de développement inscrits en prévision des Jeux méditerranéens de 2021.

Mers El Kébir

Les auteurs d'un crime à l'arme blanche arrêtés

Rachid Boutlélis

La perpétration d'un crime crapuleux, dans la soirée d'avant-hier, a suscité la consternation de la population de la municipalité de Mers El Kébir qui s'inquiète devant cette subite recrudescence de la violence urbaine. Selon des sources policières, deux individus, des repris de justice réputés pour leur agressivité, armés de coutelas ont attaqué leur victime aux environs de 20

heures 30, près d'un café situé en plein centre de ladite municipalité. Les assaillants lui ont porté plusieurs coups de couteau, dont la plupart lui ont été fatals, sur différentes parties du corps. La victime répondant aux initiales B.S. et âgée de 25 ans a succombé à ses blessures sur les lieux de l'agression.

Dépêchés sur les lieux, les éléments de la police judiciaire de la sûreté urbaine de proximité de Mers

El Kébir, en étroite collaboration avec ceux de la sûreté de daïra d'Ain El Turk, ont aussitôt identifié et appréhendé les deux auteurs de cet homicide volontaire. Ces derniers seront présentés aujourd'hui jeudi devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Ain El Turk et ce, au terme de l'enquête de police, actuellement en cours, qui déterminera les tenants et les aboutissants de cette macabre affaire.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Monu-mental



re un tracteur. On n'est pas au douar c'est la mdina ya? bayna ce n'est pas un oueld bled. Ils ont humilié la profession, ces nouveaux taxieurs. Ils nous ont bousillé el khobza. Ça s'arrête là où ils veulent. Comme si la terre en entier leur appartenait. Ça

charge, ça décharge, ça prend le temps de rendre la monnaie, sans aucun égard. Ça mélange fi la même course homme, femme et vieillard. Une mousiga et des chansons aux paroles qui feraient rougir mêmes des baffes fabriqués dans les bas-fonds. Eh?oui, ils auraient été des véritables fils de la ville, leur comportement aurait changé, yahachmou?. Moi cette ville, mes grands parents y sont nés. Je la respecte comme ma mère.

Il m'arrive de m'arrêter pour déplacer une poubelle qui dérange la circulation. Je la respecte comme ma propre mère cette ville. C'est que moi, toutes les artères de la ville me connaissent. Et je les connais comme ma poche. Je respecte cette ville comme ma propre mère. Jamais je ne pesterai pendant un embouteillage. Allah ghaleb, la ville a été envahie par la ruralité. C'est comme si on avait bafoué l'intimité de ma mère que j'adore. » C'est devenu du zbel fi zbel. Il met un doigt dans sa bouche et il retire le zbel qu'il avait installé sous sa lèvre? le jette dans le cendrier et s'essuie le doigt sur son pantalon, le oueld el bled qu'il faut classer parmi les « monuments historiques »

Micro-entreprises

Près de 170 nouveaux projets financés par l'ANGEM

J. Boukraa

Pas moins de 167 nouveaux projets de création de micro-entreprises, dans la wilaya d'Oran, ont été financés par l'Agence nationale de gestion des micro-crédits (ANGEM) de janvier à juillet 2016, a-t-on appris de sources proches de cet établissement. Ces projets ont bénéficié d'un financement de type triangulaire, d'un montant de 1 million de DA, durant cette période de 7 mois, parmi 462 dossiers de création de micro-entreprises, éligibles au crédit de ce dispositif. Les mêmes sources indiquent que 12 autres projets ont bénéficié, chacun, d'un crédit de moins de 1 million de DA pour l'acquisition de la matière première. Par ailleurs, quelque 580 projets de création de micro-entreprises ont été financés dans la wilaya d'Oran par l'ANGEM, depuis janvier 2015. Ces projets entrent dans le cadre de la formule dite de « financement triangulaire » (intéressé, ANGEM et banque) et dont le montant ne dépasse pas 1 million de DA. Pour ce qui est des dossiers concernant l'achat de matières premières, dont la gente féminine au foyer représente 60% des demandeurs, plus de 1.000 demandes ont été satisfaites, en 2015.

Ces financements, destinés à l'achat de la matière première, sont répartis sur différents secteurs, tels que la petite industrie, la couture qui demeure sollicitée, de plus en plus, par les femmes, ainsi que la coiffure et la fabrication des gâteaux traditionnels. Les projets concernent, en premier lieu, les services et l'Artisanat en second. Pour atteindre ces chiffres, l'antenne de l'ANGEM a organisé de nombreuses journées d'information et de formation. La population des femmes postulant au micro-crédit de l'ANGEM, dans la wilaya d'Oran représente plus de 60% des bénéficiaires de micro-crédit. Parmi les autres activités choisies par les femmes, notamment la fabrication de pâtes alimentaires, de couscous, de pain traditionnel, de pâtisserie et de gâteaux traditionnels, le prêt-à-porter et la confection, la fabrication de linge domestique (linge de cuisine, d'ameublement...) et la tapisserie, a-t-on encore signalé. L'engouement de jeunes pour les crédits octroyés, dans le cadre de ce dispositif, est le résultat de différentes mesures prises par les pouvoirs publics, comme l'allègement des procédures administratives et bancaires. L'antenne d'Oran de l'ANGEM dispose de cellules d'encadrement dans 9 daïras de la wilaya.

Journée de Pneumologie de l'EHU 1^{er} Novembre

Une cinquantaine de spécialistes se pencheront sur l'apnée du sommeil

La prise en charge des patients souffrant de l'apnée du sommeil figure parmi les thèmes majeurs retenus pour la prochaine édition de la Journée de Pneumologie de l'Etablissement hospitalier universitaire d'Oran 1^{er} Novembre (EHUO), a-t-on appris, mardi, des organisateurs.

Près de 50 spécialistes algériens et étrangers prendront part à la rencontre qui se tiendra, le 10 novembre au bloc pédagogique de l'EHUO avec, au programme, des ateliers de formation au diagnostic et traitement de l'apnée du sommeil ainsi qu'à l'imagerie médicale, a précisé à l'APS le Pr. Salah Lellou, co-président du comité d'organisation de cette manifestation scientifique. Ce rendez-vous spécialisé permettra aux conférenciers de développer d'autres sujets importants, ayant trait à la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO, caractérisée par l'obstruction des bronches et la destruction du tissu pulmonaire), à l'asthme et au cancer bronchique, a expliqué le Pr. Lel-

lou, également président du Conseil scientifique de l'EHUO et chef du service de Pneumo-physiologie de cet hôpital. Ce spécialiste co-présidera les travaux avec son confrère, le Pr. Yahia Berrabah, chef du service de pneumo-physiologie du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) qui s'est récemment doté d'une unité d'étude sur les maladies du sommeil, à l'instar de celle opérationnelle depuis deux ans à l'EHUO. La rencontre sera aussi mise à profit pour la création d'une nouvelle association des pneumologues d'Oran, unifiant les deux organisations de l'EHUO et du CHUO, a fait savoir le Pr. Lellou. Provoquée par des dysfonctionnements musculaires, l'apnée du sommeil se manifeste par des interruptions de la respiration, des ronflements et des réveils en sursaut. Ces troubles du sommeil impactent, négativement, le quotidien du malade, l'exposant à des périodes de somnolence le jour, un problème souvent mis en cause dans les accidents de la circulation.

Cité Djamel

Un mort et deux blessés dans un carambolage spectaculaire

Un homme âgé de 36 ans est mort et deux femmes ont été blessées dans un carambolage entre six voitures, survenu hier vers 6 heures du matin à la cité Djamel. Selon la protection civile d'Oran, un taxi de marque Renault Symbol, une Toyota Hilux immatriculée dans la wilaya de Mostaganem,

une Toyota Corolla, une autre Renault Symbol, une Renault Clio et enfin une Daewoo Cielo sont entrées en collision. Bilan, un mort et deux blessés. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital 1^{er} Novembre. Une enquête a été ouverte afin de connaître les causes exactes de ce drame. **J. B.**

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Belhassine Daha, 90 ans, Hamri
Samgoune Aïcha, 83 ans, Saint Eugène
Ghanime Abou-Bekr, 78 ans, Larbi Ben M'hidi
Daldoul AEK, 72 ans, Courbet

Horaires des prières pour Oran et ses environs

04 moharam 1438
El Fedjr 05h37 Dohr 12h51 Assar 16h08 Maghreb 18h41 Icha 19h58



AÏN-TEMOUCHENT

La police assure une formation au profit de stadiers

Depuis mardi passé, une formation de stadiers se déroule au niveau du siège de l'unité 307 relevant de la sûreté de wilaya d'Aïn-Temouchent, a indiqué une source de la SWAT. Assurée par des cadres de la SWAT, cette formation de 03 jours s'adresse à des personnes recrutées par les clubs sportifs.

Mohamed Bensafi

Elles seront appelées à remplacer les agents de l'ordre dans les stades de football. Formés, les stadiers seront chargés de surveiller, protéger des lieux et des biens et prévenir les actes de malveillance, les troubles à la tranquillité de lieux et de personnes selon les réglementations de la sécurité. Ils peuvent aussi encadrer une équipe.

Les stadiers aident les organisateurs de matches ou la direction du stade à faire appliquer le règlement du stade et

assurer la sécurité des spectateurs. Leurs fonctions sont distinctes de celles de la Police, tout en les complétant. La formation porte sur la sécurisation des stades, la gestion et l'organisation des matchs du début jusqu'à la fin de la compétition de même qu'il est question d'expliquer aux stagiaires les missions imparties aux stadiers, d'explicitier également l'aspect organisationnel et opérationnel et le déploiement des dispositifs en plus de la sécurisation. La sûreté d'Aïn-Temouchent a fait appel à toutes les parties concernées, notamment la DJS, la ligue de wilaya de foot-

ball, des directeurs d'infrastructures sportives, représentants d'associations sportives ainsi que des athlètes de différentes disciplines. Trois séances de formation sont programmées et assurées par les services de la sûreté d'Aïn-Temouchent au complexe OPOW Oucief Omar dit Sikki sur les mesures de sécurité et comment se comporter avec les supporters pour éviter tout dérapage ou incident. Enfin, l'initiative intervient dans le cadre de l'arrêté ministériel relatif aux modes d'organisation et d'agents d'encadrement, conclut-on dans le communiqué.

CHLEF

Quel rôle de l'université dans le développement ?

Bencherki Otsmane

Comme prévu, la rentrée universitaire 2016/2017 a été officialisée ce mardi 4 octobre, à partir de l'auditorium de 1200 places réceptionné cette année par une cérémonie d'ouverture à laquelle ont pris part les autorités civiles et militaires. Dans une brève allocution prononcée par le recteur de l'université Hassiba Benbouali de Chlef, ce dernier a indiqué que «tout est fin prêt pour accueillir cette année les quelque 23.200 étudiants regroupés au sein de cinq facultés et d'un institut (institut de sport)». L'orateur a souligné que l'université de Chlef a bénéficié également de la réalisation de plusieurs autres structures d'accompagnement en faveur des différents programmes de développement qui s'inscrivent dans le cadre du plan quinquennal.

Et de citer notamment : un rectorat, un restaurant central, un centre de recherche en agrumiculture, une plateforme de technologie industrielle et d'innovation, une bibliothèque centrale de 1000 places, un centre régional de documentation (CRD), 05 labora-

toires de recherches scientifiques, en même temps qu'une imprimerie munie d'équipements modernes. Du point de vue infrastructures, 5.000 places pédagogiques destinées à la faculté Sciences, la faculté de Génie civil et d'Architecture et à l'Institut des Sciences, ainsi que 1.000 lits au niveau de la résidence n°4 pour garçons ont été réceptionnés pour cette rentrée. Ces nouvelles infrastructures, viennent s'ajouter à celles existantes à Bocca-Sahnoun au centre-ville et à Ouled Farès et devront permettre d'assurer une rentrée universitaire sans problème. Le recteur a terminé son intervention en rappelant le rôle de l'université dans le développement local. A ce sujet, il dira : «Souvent qualifiée de tour d'ivoire, vivant en marge du monde, l'université a tout de même intégré, depuis un certain temps déjà, une troisième composante à sa mission générale de formation et de recherche, celui de la contribution au développement local afin de relever les immenses défis auxquels l'humanité fait face». Le deuxième intervenant de cette cérémonie est le patron local du FCE en la personne de M. Rahmoune Ahmed qui a plaidé

pour «un partenariat actif entre l'université et l'entreprise». Il dira en substance : «L'université algérienne vient d'adopter un nouvel organigramme qui traduit une volonté de s'adapter aux nouvelles mutations du monde. En effet, on peut constater que, de par le monde, il est demandé à l'université de jouer un rôle moteur dans le développement économique et industriel par le biais de la recherche scientifique et technique et les nouveaux cursus de formation (LMD).» Et de conclure «parmi les secteurs avec lesquels l'université doit se rapprocher, il y a l'entreprise qui subit aussi ces mêmes mutations».

A noter enfin que des docteurs et des professeurs exerçant au niveau de l'université Hassiba Benbouali ont été honorés en cette occasion, de même que certaines entreprises à l'image de la Sadimet, une société de distribution et d'installation de matériel électronique ou le groupe Soprec spécialisé dans les travaux de bâtiment, des aménagements, de panneaux composites et de génie-civil industriel, qui travaillent en étroite collaboration avec l'université de Chlef.

MOSTAGANEM

En quête d'un parking à étages

Ayache Djamel

Mostaganem, cette ville côtière de 280.000 habitants, construite début du siècle dernier, principalement le centre-ville, enregistre chaque jour un flux important de véhicules, estimé par les services concernés à plus de 120.000 voitures quotidiennement, ce qui provoque l'étranglement de la circulation, principalement les heures de pointe, conséquence de la présence de beaucoup de services vitaux à l'intérieur telles les banques, les assurances, le marché couvert et

autres, devenue génératrice de mouvement automobile très dense, d'autant plus que la capitale du Dahra ne possède toujours pas un parking à étages, ce qui complique davantage le stationnement et la circulation des voitures à l'intérieur des grandes artères, telles l'avenue «Ould Aïssa Belkacem», la rue de «Mazagran», alentours de «Square Boudjemaâ» et au niveau de la grande poste.

Un ancien responsable d'une société étatique à la retraite nous explique à ce sujet «que cette situation n'a jamais cessé de fermer

l'image de cette belle ville, le meilleur espace actuel pouvait servir de parking à étage et l'ex-maison «Simca» attribuée par la suite à l'ex «Sonitex» fermé depuis, il offre l'avantage d'être situé au centre-ville disposant de 3 étages pour stationnement et pouvant accueillir plus de 450 véhicules»; selon notre interlocuteur, M. le wali Abdelwahid Temmar est vraiment sollicité pour la prise en charge de cet épineux problème pour mettre un terme à l'asphyxie du centre-ville, principalement après le lancement des travaux du tramway.

NAÂMA

Plus de 13.160 logements en cours de réalisation

Un total de 13.168 logements, toutes formules de construction confondues, est en cours de réalisation à travers la wilaya de Naâma, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de l'Habitat.

Projetés en majorité dans les grandes concentrations d'habitants de Mécheria, Aïn-Sefra et Naâma, ces programmes consistent en 5.119 logements de type public locatif (LPL), 570 logements promotionnels aidés (LPA), 298 logements en location-vente (LLV), en plus de 6.565 aides à l'habitat rural et 6.616 aides pour la restauration de l'habitat précaire, a précisé le directeur du secteur, Ali Abada. Le parc immobiliser de la wi-

laya de Naâma a été renforcé ces dernières quinze années de près de 43.600 logements, toutes formules confondues, dont 27.989 réceptionnés, soit un nombre plus important que le parc recensé avant 1999 et estimé à 26.000 unités.

S'agissant du programme LPL, relevant de l'office de promotion et de la gestion immobilières, il est prévu la réception, à fin 2017, de près de 2.000 unités, dont 900 implantées à Mécheria, 800 à Aïn-Sefra et 300 à Naâma, en plus de la réception, durant la même période, d'une tranche de 550 logements restant du programme d'habitat promotionnel aidé, et la totalité du programme de loge-

ments en location-vente, a fait savoir le même responsable. M. Abada a fait état, par ailleurs, de l'achèvement d'une tranche de 20 unités de logement de type promotionnel aidé à Aïn-Sefra, alors que les travaux de réalisation de 135 logements de location-vente à Mécheria, 95 autres à Naâma et 68 à Aïn-Sefra ont atteint un taux d'avancement de 30%. Cependant, il a fait état de l'inscription de 600 unités de type promotionnel public non encore lancés en chantier, ainsi que l'arrêt des travaux d'un chantier de 16 logements de type participatif en raison de la résiliation du contrat avec le promoteur immobilier, a révélé la même source.

RELIZANE

Sept nouveaux cas de cancer du sein depuis septembre

Mahi Ahmed

Depuis le mois de septembre dernier, pas moins de sept nouveaux cas de cancer du sein ont été détectés au niveau de l'EPH Mohamed Boudiaf, a annoncé Dr Bentata Fatiha, responsable du registre de wilaya du cancer. C'est grâce au dépistage précoce que les nouvelles patientes ont été identifiées comme étant atteintes du cancer du sein. Dr Bentata affirme que cette maladie n'est pas une fatalité en elle-même et peut être prise en charge et les chances de guérison peuvent atteindre les 95% en cas de dépista-

ge précoce. Cette pathologie n'est plus incurable et à cet effet les femmes notamment celles ayant dépassé la quarantaine d'années (45 - 48 ans) doivent passer périodiquement des visites médicales chez les médecins spécialistes ou encore s'auto-examiner à domicile et en cas de doute, la femme pourra se rendre à l'EPH Mohamed Boudiaf où un mamographe est disponible. Le dépistage au temps opportun du cancer du sein est un facteur primordial pour éviter le risque du décès chez les malades. La sensibilisation doit être de mise dans ce sens pour sauver des vies humaines.

RELIZANE

Opération coup-de-poing de la police

Mahi Ahmed

Devant la recrudescence des divers actes de criminalité, une opération policière d'envergure a été enclenchée le 02 octobre dernier par les éléments de la police des sûretés de Zemmoura, Ammi Moussa, Mendès, Aïn Tarek, El Matmar, Mazouna, Sidi M'hamed Benali, Oued R'hiou et la sûreté urbaine de Bendaoud, indique un communiqué de la cellule de communication et des relations générales de la sûreté de wilaya. Cette opération coup de poing a visé le renforcement des mesures de sécurité et la protection des personnes et des biens

contre le crime urbain. Le déploiement nocturne qui a débuté dès la tombée de la nuit jusqu'au matin, aura touché tous les points sensibles et suspects permettant ainsi l'arrestation de 138 individus dont 03 qui étaient recherchés par les services de sécurité pour différentes affaires liées à l'infraction de la loi. En outre, 100 véhicules ont été contrôlés et 21 motocyclettes saisies pour défaut de papiers. Par ailleurs, la 2ème sûreté urbaine de Relizane a démantelé une bande de malfaiteurs à l'origine d'agressions à l'arme blanche et au cocktail molotov. Les mis en cause ont été présentés devant le parquet et écroués.

TINDOUF

Des opérations en cours de réalisation par le secteur des forêts

Diverses opérations de développement sont en cours de réalisation par le secteur des forêts dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris mercredi des responsables de la Conservation des forêts. Elles portent notamment sur l'entretien d'espaces, la préservation du patrimoine floristique et faunistique, ainsi que sur la production et la distribution de plants de la pépinière sylvicole, a-t-on indiqué. Il a été également réservé un financement d'un million DA sur le programme spécial Sud pour l'aménagement de deux puits pastoraux et six millions DA pour le fonçage de deux autres puits pastoraux, en plus de la poursuite des travaux d'entretien de bandes vertes, en deux lots totalisant 70 hectares

dont 48 ha finalisés, selon la même source. Les pépinières de la wilaya ont distribué l'an dernier 19.800 plants à 1.548 bénéficiaires dans les communes de Tindouf et d'Oum-Laâssel, contre 31.500 plants (31.100 plants forestiers et 400 plants d'arbres d'embellissement) au cours de la saison 2014-2015, a-t-on également fait savoir à la Conservation des forêts de la wilaya.

Celle-ci s'attèle, en outre, à la préservation des variétés végétales, notamment celles protégées ou en voie d'extinction, à l'instar de l'arganier, à travers des sorties régulières sur le terrain, à travers les hamadas de la wilaya de Tindouf, afin de lutter contre les agressions sur ce type de végétations endémiques.

MASCARA

Un étudiant universitaire palestinien meurt électrocuté

Un jeune étudiant universitaire palestinien âgé de 25 ans environ a été mortellement électrocuté le mardi soir à la cité universitaire de «Sidi Saïd» dans la ville de Mascara, apprend-on. Alertées par ce drame la police judiciaire et la protection civile de Mascara se sont rendues sur les lieux pour enquêter sur cette affaire. Le corps inerte de la victime a été évacué à la morgue de l'hôpital «Meslem Tayeb» pour autopsie, indique-t-on.

Un enfant de 5 ans intoxiqué à Sidi Abdeldjebbar

Un enfant de 5 ans environ a été affecté d'une intoxication alimentaire le mardi au niveau de la commune de Sidi Abdeldjebbar relevant de la daïra d'Oued El Abtal, apprend-on. Selon, les renseignements, la victime avait souffert de vomissements répétés, d'une fièvre et de diarrhées avant son admission au service d'urgence de l'hôpital «Mustapha Chalabi» de Tighenif pour d'éventuels soins et lavage. Selon l'enquête préliminaire, l'enfant a consommé du «cachir» impropre à la consommation. L'enfant demeure toujours gardé en observation, indique-t-on. **Abid Djebbar**

BOUMERDÈS

Un nouveau tarif douanier et des explications

O. M.

La chambre de commerce et d'industrie Sahel, en partenariat avec la division des douanes et la direction du commerce de Boumerdès, a consacré avant-hier une journée d'étude et d'information sur le nouveau tarif d'usage douanier à 10 chiffres permettant l'identification des marchandises, l'élaboration des statistiques du commerce extérieur et l'application des droits de douanes et autres taxes (TVA, TIC, TPP, TSV, DCA), opérationnel depuis le 16 septembre dernier. Le chef d'inspection des douanes de Boumerdès, M. Ahmed Chetaibi, cerna d'emblée les objectifs du nouveau tarif à dix chiffres grâce à la communication des principaux objectifs des nouvelles mesures contenues dans le nouveau tarif douanier. «Il permet, explique l'intervenant, de couvrir plus spécifiquement les produits par sous-positions

tarifaires allant jusqu'à 10 chiffres» et que, «afin de mieux 'fluidiser' et simplifier et faciliter l'utilisation du nouveau tarif douanier par ses usagers, l'administration des douanes prend en charge l'édition d'un tarif douanier d'usage impliquant la nouvelle structure du tarif à 10 chiffres, ainsi que les clés de contrôle informatiques, les groupes d'utilisation statistiques, les autres droits».

Pour M. Aouidette Djeloul, représentant l'Union nationale des transitaires et commissionnaires algériens (UNTCA), ce nouveau tarif facilitera à coup sûr nos intervention grâce notamment à une meilleure collecte des données ainsi que le ciblage plus précis des produits qui aura pour finalité le facteur temps.

Enfin, représentant le wali à cette journée, M^{me} Abbabsa, la directrice du commerce, dira : « Avec ce nouveau tarif, les pouvoirs publics peuvent interdire l'importation de n'importe

quel produit ou augmenter les taxes douanières pour les produits importés. En outre, le nouveau tarif, déjà applicable depuis un mois, est un outil qui permet la protection et l'encouragement de la production nationale». Rappelons que cette journée de vulgarisation qui s'est tenue à la maison de l'environnement, a vu la participation d'une soixantaine d'opérateurs économiques, venus s'enquérir de la nouveauté de ce tarif à 10 chiffres, à l'image de M. Lamine, opérateur économique agréé, intervenant dans l'agroalimentaire. Il dira que le nouveau tarif permet une meilleure maîtrise des produits et des statistiques, pourvu que l'usage soit plus fluide. En vigueur depuis le 18 septembre 2016, le nouveau tarif dans sa nouvelle structure à 10 chiffres compte 15.946 sous-positions tarifaires contre 6126 dans le tarif à 8 chiffres, soit une augmentation de 260,30%.

Le plein de raisin



Une production prévisionnelle de pas moins de 2,5 millions de quintaux de raisin (toutes variétés) est attendue à Boumerdès cette année, a-t-on appris de la directrice des services agricoles. Les prévisions sont en «légère baisse» par rapport l'an dernier où la récolte a été de près de trois millions de q, a indiqué à l'APS Belokbi Ourdia. Elle explique ce recul par des causes liées au climat, le manque de pluies et certaines maladies de plantes. Malgré cela, Boumerdès continuera d'exercer son leadership national en matière de production de raisins, grâce à une moyenne de rendement à l'hectare estimée entre 215

et 220 quintaux, selon les premiers prémices de la récolte de cette campagne, a-t-elle ajouté.

Dans le bilan partiel de la campagne, la DSA fait état, à ce jour, de la fin de cueillette de près de 5.900 ha, de la superficie ciblée, consacrée à 95% à la variété cardinal. La cueillette des autres variétés, 11 en tout, dont le muscat et le dabuki, vient à peine d'être entamée, a précisé la même responsable signalant que près de 1,3 millions de q de raisins sont récoltés.

L'irrigation judicieuse en l'absence de pluies, l'utilisation rationnelle des engrais et le traitement phytosanitaire

en temps opportun, ont été parmi les facteurs qui ont concouru à l'obtention de cette récolte, a déclaré M^{me} Belokbi. La superficie consacrée à la viticulture a été portée, cette saison, à plus de 10.900 ha, contre près de 9.700 ha les années précédentes. 90% de cette superficie est classé «à haut rendement» et concentré dans les localités de l'est de la wilaya, telles que Dellys, Bordj Menaiel, Baghliat et Sidi Daoud, connues pour la qualité de leurs vignobles. Les vergers viticoles irrigués représentent 70% de la superficie totale et occupent plus de 4.000 agriculteurs, a ajouté la même source.

EL-TARF

L'hôpital sans eau !

A. Ouelaa

C'est une situation pour le moins incongrue que vit depuis plusieurs semaines l'EPH Hadi Bendjedid du chef-lieu de wilaya. L'hôpital flambant neuf n'est entré en fonction que depuis un peu plus d'un an. Le manque d'eau provoque un malaise profond parmi les personnels qui ont tenu à

nous le faire savoir, non sans avoir cherché à protester pour exprimer leur colère et dénoncer cet état de fait. Ceci dit, les avis sont unanimes pour dire qu'il est anormal qu'un hôpital, dont les missions et le rôle sont connues, un lieu qui rime avec hygiène et propreté, puisse endurer le calvaire du manque d'eau. Contacté, le directeur de l'EPH dira que ce manque d'eau

est devenu un véritable casse-tête pour le bon fonctionnement de l'hôpital. Pour sa part, le directeur de l'ADE a déclaré que deux camions-citernes sont mobilisés chaque jour afin de palier le manque d'eau, en attendant la réalisation d'un autre branchement, en vue de permettre à cet EPH de disposer des quantités d'eau nécessaires à son fonctionnement.

TÉBESSA

Saisie de 70 kg de kif, plusieurs arrestations

Ali Chabana

Après l'arrestation de deux trafiquants en possession de drogue à Bekkaria, les gendarmes sont parvenus à la saisie d'une autre quantité de cannabis, plus importante, soit quelque 70 kg, à El-Kouif, une localité frontalière à 35 km au nord-est de Tébéssa. Le réseau de trafic de dro-

gue démantelé était constitué de 6 individus dont 3 frères, a-t-on appris de sources concordantes. La drogue interceptée était vraisemblablement destinée à être exportée frauduleusement via les frontières toutes proches.

Toujours dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, les douaniers, dans deux opérations distinctes, ont mis en échec une tentative

de contrebande et saisi 160 ballots de friperie. Le conducteur du véhicule, originaire de Tiaret, a été arrêté. 1.600 litres de carburant ont été saisis, selon la direction régionale de la douane de Tébéssa.

Les douaniers ont également opéré une autre saisie de 6.500 cartouches pour fusil de chasse, sur la route entre Cheria et Bir El-Ater.

BOUIRA

Projet d'un complexe avicole

Farid Haddouche

Le groupe Bali, dans le cadre de ses investissements, notamment dans l'agroalimentaire, est en train de réaliser un complexe avicole considéré comme le plus grand en Algérie selon ses données techniques. Ce complexe, implanté dans la commune d'El Hachimia, à une vingtaine de kilomètres au sud de Bouira, dans sa première phase, produira des œufs avec une capacité de production de 455.000 œufs par jour, qui sera extensible à 1.500.000 œufs/jour pendant le développement de ses montages. Il permet également la création de 500 emplois directs et indirects. Ainsi, les jeunes chômeurs de la région d'El Hachimia auront l'opportunité d'avoir un travail.

Le projet est d'une valeur de 4,5 milliards de dinars, selon ses concepteurs, c'est-à-dire le groupe Bali. Ce dernier vient d'organiser une visite guidée dans les hangars du complexe avicole en présence

du président du groupe et des autorités de la wilaya. A cet effet, les présents ont eu droit à des explications de M. Ali Bali, président-directeur général du groupe Bali, concernant notamment les principaux cycles du complexe avicole qui ont été développés en 4 étapes. La première concerne la production d'œufs et dérivés, et la production d'engrais biologiques en deuxième phase, la production du poulet de chair et sa transformation en troisième temps, et l'arboriculture en dernière période. Pour l'arboriculture, le PDG du groupe Bali a annoncé qu'il exploite 130 hectares en partenariat avec 3 entreprises privées (EAC) dans la région de Bir Ghablou pour la culture du raisin en quatre variétés, et la culture de la clémentine dans la région de la Mitidja. Le patron du groupe Bali a annoncé à la fin qu'il compte réaliser 2 complexes avicoles, l'un dans la wilaya de Batna, et l'autre dans l'ouest du pays.

Le voleur de motos sous les verrous

La 3^{ème} sûreté urbaine de la ville de Bouira vient d'arrêter avant-hier le nommé B.A. âgé de 19 ans, un voleur de motocycles qui en fait sa raison de vivre. Le malfaiteur a été surpris en flagrant délit pendant qu'il s'apprêtait à s'emparer d'une moto dans une résidence située dans le hameau de Ras Bouira, à la sortie est de la ville. Les services de police ont déclaré avoir reçu un appel téléphonique sur le numéro vert 15/48 effectué par un citoyen leur annonçant qu'un individu venait

de voler une Vespa qui était à l'intérieur d'une maison. Les policiers se sont dirigés aussitôt vers le lieu indiqué en prenant soin de boucler toutes les issues. Ils n'ont pas eu de difficultés à appréhender l'auteur. Ce dernier a été conduit au commissariat de la 3^{ème} sûreté urbaine pour les formalités d'usage, avant d'être présenté hier devant la justice qui l'a condamné à une année d'emprisonnement ferme, assortie d'une amende de dommages et intérêts fixée à 100.000 DA. **F. H.**

BECHLOUL

Un enfant succombe à la morsure d'un chien

Dans la commune de Bechloul, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Bouira, un enfant de 4 ans a succombé à ses blessures avant-hier après avoir été mordu il y a quelques jours par un chien probablement enragé. La victime a reçu des soins médicaux dans un centre hospitalier spécialisé en infectiologie. Malheureusement, quelques temps plus tard, son état se dégradait et il mourut. **F. H.**

MILA

Semara, village de tourisme thermal

Une série de mesures destinées à transformer la mechtat Semara, dans la commune de Teleghma (Mila), en «un village de tourisme thermal» a été décidée au cours de la réunion présidée par le wali en présence des exploitants des 10 stations thermales et des six autres en cours de réalisation, ont indiqué les services de wilaya. Il a été ainsi décidé de mobiliser 300 millions de DA dans un montage financier associant les exploitants de ces stations qui reçoivent annuellement 250.000 curistes pour doter la région de l'éclairage public, poser des canalisations d'assainissement et bitumer la route desservant ces stations, a indiqué le directeur de l'urbanisme et du génie urbain.

Le wali, Abderahmane Madani Fouatih, a appelé à «la délimitation de la surface nécessaire pour régulariser la situation de ces bains et à se contenter du minimum afin de préserver les terres agricoles de futures expansions de ces bains». «Toute nouvelle construction doit être strictement soumise à la réglementation en vigueur loin de toute forme d'anar-

chie», a notamment déclaré le wali. Le chef de l'exécutif a préconisé un plan d'aménagement pour chaque bain et un plan d'aménagement global pour le site qui «doit avoir un aspect esthétique cohérent».

La localité qui est exposée aux remontées d'eau sur la route et au manque de structures de services pour les visiteurs a fait l'objet de plusieurs visites du wali.

La surface exploitée par ces stations thermales dont l'apparition remonte aux années 1990 est de 21 hectares, a indiqué Malika Guellil chargée d'administrer les affaires de la commune de Teleghma. Cette mechtat se trouve à l'intérieur du périmètre d'irrigation agricole de Teleghma qui s'étend sur 4.447 hectares partagés par les trois communes de Teleghma, Oued El Othmania et Oued Seggane, a indiqué le directeur de l'irrigation agricole qui a précisé que l'exploitation de ce périmètre est prévue «en mars 2017» dans le cadre de la grande opération de transfert des eaux du barrage de Béni Haroun.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

04 moharam 1438				
El Fedjr 05h22	Dohr 12h36	Assar 15h53	Maghreb 18h26	Icha 19h44



APPELEMENTS

■Loue ou Vends Logt de 4 Pièces. 120 m². 1^{er} étage. Bien aménagé Avenue Adda Benaouda - 0555.43.37.76 - 0782.76.00.72 - ORAN

■Vends ou Loue Niveau Villa : Appartement de quatre chambres Superf. 160 m². Situé à Cité Petit (Bien situé) - Tél : 0794.58.21.76

■Vds à MOSTA Cité 300 Logts F4. Sup. 88 m². 4^{ème} étage. P.D. 980 U - - F3 Cité Kharouba 600 Logts 1^{er} étage. P.D. 850 U - Tél : 0771.04.29.33

■Loue Super F5 - F3 - F1. Top. Meublés. Climatés. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage + Loue belle Villa à Bousfer-plage. Meublée. Climatisée. Sécurisée - Tél : 0771.84.25.21

■Appartement à louer F4 à Salamandre (MOSTAGANEM) entièrement meublé - Disponible à partir du 01/11/2016 jusqu'au 30/06/2017 - Tél : 0661.86.27.00 / 0770.83.97.26

■Loue F4 Hay Yasmine 8^{ème} avec Ascenseur. Bloc fermé. Cité clôturée. Parking. Très bon voisinage en face Supermarché ARDIS - 3 Unités/ mois - N° 0554.31.47.09

■Cherche Apparts Location meublés F3 + F4 + F5 : Centre-ville - Akid Lotfi + Plaza - Mobilart - Résidence Hasnaoui - AG. BENSÂID - 04, Rue Med Khemisti - Email : cabinetbensaid@gmail.com - 041.29.26.03 - 041.29.26.02

■Promoteur vend Apparts sur plan de F1 à F5 des Lofts Duplex vend sur mer - Pisc. Salle de Gym - Sauna - Parking - Ascens. - S/Cam. - Durée des travx 30 mois - Tél : 0553.78.91.79

■A vendre ou à louer F5 à Yaghmoracen - 1^{er} étage - 96 m² - Libre de suite - Etat brut - à côté Direction Nedjma - Tél : 0673.31.30.30 - Visite avec RDV

■TLEMCCEN. Vends à IMAMA-Centre : Appart F4 transformé en F5. 3^{ème} étg. 3 Faç. + Balcon. Refait à neuf (D. Sol. Eau H24. Clim. Internet) - Très bon voisinage - Tél : 0555.734.211 / 0774.347.445

■A vendre bel F3 - 72 m² - Toutes commodités - Tél + Int. + Eau H24 avec Box Garage personnel + Grande Cave à Misserghin - Faire offre au 0772.77.99.83 - 900 Units

■Particulier loue Appartement de Type F3 au deuxième étage, situé à Cité USTO à ORAN - Me contacter au : 0541.27.08.71 - Merci

■Vends ou Echange F4 Gd standing USTO Université. 110 m² centre cte Maison sur axe Oran - Misserghine - Boutéllis - Oran - Etude toutes propositions - Mob : 0777.25.61.63 - 0555.918.123

■ORAN - Vends très bel Appart de 220 m² - Neuf - Acté + Livret foncier - Bon endroit - Toutes commodités - Bd du Trait d'Union + 1 Place garage - Prix : 2 Millions 700 - Tél : 0540.13.34.65 - de 10 H à 16 H seulement

■Vds : F3. 3^{ème} étg. 135 m² Hippodrome. Très luxe. P : 1 Md 450 Mil. Nég. - F4 C.-Ville ORAN Rue de la Paix 2^{ème} étg. pour Bureau etc. 1 - 1 Md 300 Nég. de 165 m² à 220 m² - 4 Apparts F4 Canastel Haï Nakhil Stand. Cuis. équipée + garage. P/V 14,500 leu m² Nég. - 0550.61.58.45 - 0551.66.54.67

■Bonjour : Je vends un très joli Appartement F3 à Cité Lobet - ORAN - Refait à neuf - Situé au Rez-de-chaussée - N° 0554.01.97.56

■Vends Joli Appartement à Miramar centre-ville à côté du lycée Lotfi - 3 Pièces - 1^{er} étage - Me contacter au : 0770.249.219

■Vends F3 aménagé F4 - 1^{er} étage - Conviendrait Profession libérale (Médecin - Avocat - Notaire...) au Bd Dr Benzerdjeb - Plateau - Tél : 0782.03.41.71

■A vendre F2 C. - SDB - WC - 3^{ème} étage - Bloc Météo - HLM Gambetta - ORAN - Tél : 0554.28.92.48

■A louer pour Habitation : Appart F2 meublé - 1^{er} étage Rue d'Igly - ORAN - Libre de suite - Loyer : 45.000 DA + 1 mois de Cautionnement + Avance 1 année - Tél : 0542.84.67.60

■ORAN : Vds Appart F3 sis Bd des Chasseurs centre, immeuble propre - Acté - Libre de suite - Tél : 0550.43.71.28

■Location d'un Appart refait à neuf F4 à usage professionnel. Sup. 84 m². Peut servir comme : Cabinet médical - Etude notariale - Assurance...etc. - Adresse : Av. Loubet 1^{er} étage - Tél : 0770.28.57.24

■Vends Joli F4. Acté. 83 m². Toutes les chambres en BA.13. Cuisine américaine. 2 Climatiseurs. Chauffage central - Internet + Cuisine équipée + Garage pour 02 voitures à Hassi Mef-soukh 20 Km d'Oran - Tél : 0552.69.30.76

■A vendre grand F4 Avenue Choupot coin Police 6^{ème}. Double façade. 1^{er} étage. Immeuble nouvelle construction. 4 Pces - Sup. 120 m² + 2 Actes + 2 Livrets fonciers - Tél : 0553.70.31.17

■A vendre à Dar El-Beida - Grande Terre : bel Appart F3 situé au RDC d'un bâtiment de quatre étages, sécurisé. L'Appart sert actuellement de crèche. La cité se trouve juste en face de la Salle des fêtes (Afrah El Djazair) - SVP pas d'intermédiaire - Tél : 0661.27.23.29

■A vendre F2 - 53 m² - 2^{ème} étage dans une résidence de 3 étages - Acté - situé à 41, Rue Saffren - Victor Hugo - ORAN - près de la crèche - Oum El-Banine - Tél : 0790.98.37.33

■Loue Appart (100 m² - F4) 1^{er} étage. Bon état. Sis 40 Bis, Larbi Ben M'hidi - ORAN - Convendrait pour Cabinet médical, dentaire ou avocat - Tél : 0771.26.05.23 - Visite après 17 H (sur RDV)

■Vends Logts F3 à Bir El-Djir. Rond-point Pépinière + Bureaux Haï Akid Lotfi + Local 80 m² en RDC et 100 m² Mezzanine en dur à Haï El-Yasmine face Hasnaoui - Tél : 0793.44.33.54 - 0560.26.54.75

■Loue F3 - 82 m²- Appart meublé grand standing face Sheraton. 5^{ème} étage. Vue sur mer. Garage. Ascenseur. Climatisé. Chauffage central. Internet - Tél : 0555.19.71.21

■Loue F3 très bien meublé, très propre, Cité Lobet en face Complexe sportif les Castors - Parking assuré - Toutes commodités - Tél : 0796.98.07.64

■Vends sur plan F2 - F3 - F4 - F5 haut standing Résidence El Mass, en face l'université de Belgaïd - Appelez au 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de crédit bancaire

■Vends sur plan F3 - F4 haut standing Résidence Jade, vue sur mer à Belgaïd - Appelez au 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de crédit bancaire

■A vendre Logts : F6, F5 (230, 200 m²) Mobil'Art - F4, F5, F6 (200, 220, 300 m² avec terrasse 60 m²) Plaza - F4 150 m² Eden - F4 170 m² Orangers - F4 160 m² avec G. Millenium dans Résid. de 04 Apparts - F4 160 m² Tour Hassan II - Ag. 0550.97.51.93

■A louer Logts H. Stand, F4, F5, F6 avec 02 SDB, Mobil'Art, Plaza, Hasnaoui, autres Résid. à usage Cl (Prof. Lib.)- Résid. de 20 Apparts type F3 - F4 côté Ouest avec Parking - F4 140 m² 10 U/mois Plaza - Ag. 0550.97.51.93

■A vendre Duplex exceptionnel vend 360° sur ORAN - 280 m² S. Hab. avec terrasse de 100 m², 03 SDB, 02 places parking, conception moderne (Nouvelle Const. Promot. de luxe) - Mail : pierlim@yahoo.fr

■Particulier loue un Appart F3 en plein centre-ville Plateau Bd Adda Benaouda 5^{ème} étage - Frigo USA - Chambre équipée refaite à neuf - Prix 4 unités par mois - Contactez : 0558.72.76.75

■Je cherche un Appart F2 ou petit Haouch à louer ou Hassi Mef-soukh, dépasse 200 m² - Contacter au : 0778.28.40.05 - Pas de courtier

■Vends F5 haut standing type haussmanien - Sup. 180 m² + servitudes - Toutes commodités - Situé au centre-ville d'ORAN - Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0554.52.51.30 ou 0674.74.92.22 pour RDV

■A louer à ORAN la LOFA au 2^{ème} étage : Appart F3 + Cuis. + SB avec WC + Cour. Surf. 150 m² avec toutes commodités + 4 Locaux, 2 mitoyens 40 m² chacun 2 F., 3^{ème} 45 m² et le dernier 35 m² - Tél : 0782.17.50.61

■Société de Promotion Immobilière vend Appartements à Canastel - Appelez notre Service Commercial aux : 041.42.84.65 / 0555.02.23.44

VILLAS

■A vendre Habitation 1^{er} étage (1^{er} étage fini à 70%) - Superficie plus de 300 m² située à Haï Louz - Sidi El Bachir - Commune de Bir El Djir - Tél : 0554.37.69.36

■Vends à PORT-SAY (Moscarda) : Résidence (120 m²) R+3 - Finie - Avec Acte de partage plus (+) Permis de construction R+5 - Tél : 0552.80.06.07

■Vends Villa à Point du Jour - 2 façades - Commerciale - Surface 305 m² - Tél : 0797.33.88.28 - 0773.47.72.40

■A vendre Immb. Acté. R+2. 100 m² Haï Derb. RDC : 02 Magasins + Cour + Studios 1^{er} et 2^{ème} étg. Deux Gds F4 + Cuisine + Sanitaires + Terrasse (Vue sur mer + Montagne Santa Cruz) - Tél : 0557.07.90.24

■Vends Maison 100 m² à ORAN Haï Fellaoucen Coop. 16 Nov. R+2 - RDC + 1^{er} étage finis - Reste 2^{ème} étage - Nouvelle construction 4 Pièces + Garage + Hall - Prix offert 16,50 - Tél : 0798.66.31.74

■Vends Villa 260 m² - Actée + L.F. - Libre de suite - R+1 avec garage 2 voitures et jardin - Quartier résidentiel ORAN - N° Tél : 0555.42.13.97

■Vends M.M. 250 m² - Actée + Livret foncier - Libre de suite à St-Eugène - Castors - ORAN - N° Mob : 0777.25.61.63 - 0555.918.123

■A.V. Villa 183 m² en R+2 avec piscine finie à 70% située à Pépinière Mostakbel 3 - ORAN - Tél : 0552.97.12.85

■Vends une Maison de Maître - Sup. 120 m² - R+2 - Actée à Kara 2 - ES-SENIA - avec toutes commodités - Tél : 0770.14.42.73

■Vends 3 Niveaux de Villa indépendants, séparés ou ensemble à Bir El Djir (côté Canastel) - Sup. de chaque niveau 230 m² : F6 + 2 Cours + Hall + Gde Cuis. - Avec 3 Actes individuels - Prix : 2,7 U chaque niveau - Tél : 0540.32.00.28 / 0664.74.30.75

■A vendre Villa 240 m² à Es-Senia N° 207 Haï Bahi Amar - ORAN - 145 m² Bâti R+1 : 9 Chambres - Garage - Un Puits - Un quartier calme et un bon voisinage - Tél : 0554.33.91.33

■Vends Villa R+2 - 198 m² - Construction récente - 7 Pces - Cuisine équipée - 2 SDB - Hammam - Garage 2 véhicules - Environs clinique El Hikma - Fernandville - Tél : 0771.83.97.98

■Villa à vendre R+3 - Bir El Djir - Canastel côté hôpital - Tél : 0555.987.187 - Visite sur rendez-vous - Curieux s'abstenir

■TLEMCCEN (Sidi Youchaa) - Vds Immeuble 4 étages : 10 Suites - 7 Chambres - Piscine - Gde Salle des fêtes - Fini à 90% - Tél : 0663.28.14.30 / 0790.15.28.27

■Vente Villa de 335 m² - 135 m² bâtis le reste jardin - électricité, eau, garage - située à Rouached la commune de EL-KERMA près de Tafraoui - Actée - Prix 1250 U - Tél : 0661.24.38.67

■A vendre Villa 336 m². Actée. Hassi Bounif - R+1 : 5 min centre-ville. Garage 200 m² + Jardin - 6 Ch. Toute commodités - Curieux s'abstenir - P. Off. 2 Milliards 600 - Tél : 0676.86.02.90 - Prix après visite SVP

■A louer 2 Villas à Fernand- ville - Tél : 0557.133.620

■Vds Chalet américain F5. Cuisine. 2 SDB. Jardin Garage - Sur 320 m². Acté. Libre de suite. Bon voisinage - Quartier calme - à 20 min d'Oran - Camp 5. BETHIOUA - Tél : 0550.28.71.02

■CANASTEL à côté de l'école privée : Loue Niv. Villa F5 + Gar. + Loue Niv. Villa F4 + Gar. + Vends Villa Immeuble (F3 + F4 + F5 + Gar. + Jard + Studio) - Tél : 0796.55.79.30

■A vendre Villa à SENIA - Deux façades - 214 m² - Hammam Public au Rez-de-chaussée - 7 Pièces - 02 Salons - Garage pour 2 petits véhicules - Jardin - Pour plus d'info Tél : 0550.53.55.31

■A.V. : M. Maître. Sup. 110 m² située entre Av. Sidi Chahmi et Cité Lobet - R + 02 - RDC : 03 Locaux - 1^{er} étage : 1 Gde Ch. avec douche + 02 Salons + Cour + WC - 2^{ème} étage : 04 Ch. + Douche + WC (Manque finition) - Buanderie - Tél : 0771.30.69.90 - 0559.02.73.90

■Vends Maison de Maître 138 m² sur Gd Boulevard Haï Bouamama ex-Rocher - RC : Gd Salon - 2 Pces - Cuisine - Douche + Sanitaires et Gd Haouche - 1^{er} étage : Sanitaires - Gd Salon - 2 Gdes Pièces - Finie - Nouvelle construction - Tél : 0799.22.36.24

■Vente une Habitation de 602 m². Bien situé avec 2 façades et Actée, plus 02 Locaux de 2 fois 100 m² à Hassi Ameur - ORAN - Tél : 0777.42.46.92

■Vends Villa 434 m². Bâtie 160 m². Actée. RDC : 4 Ch. C. SDB. Local. Véranda. Jardin - 1^{er} : 5 Ch. C. SDB - 2^{ème} : 2 Ch. SDB - Terrasse - à Trouville. Aïn El-Turck / ORAN - Tél : 0557.05.13.30

■Vend Maison de Maître à ORAN (R+1) 180 m² - Tél : 0662.36.39.08

■A vendre belles Villas dans Q. Résid. Canastel, Palmiers, St-Hubert, Point du Jour. Courbet et Cité militaire de 300 à 1000 m² avec piscine (400 m² Point du Jour) - A louer Villas dans Diff. quartiers d'Oran pour Habitation ou Commercial - AG : 0550.97.51.93

■Vends Carcasse 200 m² RDC deux façades. Actée. Route goudronnée. Autoroute de l'université Belgaïd - Prix 02 Millions négociable - Tél : 0561.68.77.48

■A vendre : Maison double façade 654 m² R+2 avec Cafétéria (Face Sidi Snouci - Maraval) - Maison R+2. Sup. 285 m² Maraval Appart F4 par étage + grand jardin avec Acte + Livret foncier - Tél : 0776.16.89.95 - 0774.90.40.78

■Loue ou Vends Villa 318 m² - toutes commodités - Sidi Djilali - SBA - Tél : 0667.92.40.13

■Vds Carcasse R+1 + buanderie, achevée à 100% sur un terrain de 102,41 m² en 2 façades avec permis de construire à Toumiette / Oued Tilet - Oran - Prix offert 900 millions - Mob : 0792.83.48.17 - 0552.58.37.89

■Vends Villa d'une Sup. de 150 m² composée de 02 Salons + 05 Chambres + Jardin et Garage + Location d'un Bureau F3 à Plateau - Tél : 0555.11.50.13

■Vends maison 02 niv. 170 m², Faç a Courbet en parallèle Seddikia. De 11 m² en marbre - refait à neuf, porte roulante autom. Garage, bar, reudaage en fer forgé, d/sol esp. RDC 2 ch, sal, cuis, avec cave sous sol + jardin, au 1^{er} 2 ch, sal, SDB + WC, clim, dans toutes les ch + B/ eau, toutes comm. N) 0552.98.02.20 - Curieux s'abstenir SVP - P.A.Vis.

TERRAINS

■URGENT - A vendre 04 Lots de Terrain de 150 m² à Hwaoura - Bouzedjar - Wilaya de AIN TEMOUCHEMENT - Actés et urbanisables au prix de 22.000 DA le m² - Appeler au : 0777.37.68.85

■Part. Vend Terrain 125 m² à BENFREHA - Prix offert : 425 Millions de Cts - Prix de vente : 470 Millions de Cts - Tél : 0662.10.42.89

■Vends : Terrain 3.000 m² derrière Showroom Senia 10 M 500 - Terrain 356 m² avec sous-sol à Bon Accueil H.L.M. 6 M 600 Nég. - Vends ou Location F3 - 3^{ème} étage Plateau (33) prix de vente 750 M - Location 2,5 - Tél : 0550.61.58.45 - 0551.66.54.67

■Vds à MOSTA côté AIN TADLES : Ferme Agricole 16 000 m² - 200 arbres plantation 2013 - Acté + Livret foncier - Clôture en cours - Arrêté de forage - Tél : 0771.04.29.33 - P.D. 3 Millions

■Vends Terrain, vieux bâti de 380 m² très bien situé avec 2 façades à Boulanger, près du Central - ORAN - Tél : 0797.57.88.08 - 0773.77.47.84

■Vends Lot de Terrain 151 m² (6 Km les Andalous) à Ançor (Ain Turck) - Acté avec Permis de Construire R+2 - Tél : 0552.24.34.31

■Propriétaire d'un Terrain à ORAN (Les Falaises) à côté du Méridien - Sup. 1.279 m² - Cherche Promoteur sérieux pour réaliser un Projet Haut Standing - Courtiers et Agences s'abstenir - Tél : 05.600.12.607

■Vends à Belgaïd un Terrain Acté 250 m². Double façade dans une agréable résidence clôturée avec toutes les commodités - N° Tél : 0554.35.64.37 - curieux s'abstenir

■AV. IMMO. INDUST. Terrains 1000, 2000 à 20 000 m² en zone industrielle Senia, El Kerma, Hassi Amer et Tilet - A louer des Entrepôts de 1000 à 10 000 m² avec Bloc Adm. dans ttes zones Ind. Oran - Parcs 5000 à 40 000 m² avec clôture - Ag 0550.97.51.93

■Avendre Terrains usage Habit : 300, 400, 500 à 1000 m² Pt du Jour, Canastel, St Hubert, Palmiers - Terrains sur Bd : 250 m² Bd Aqyl - 400 m² Bd Point du Jour - 250 m² Bd ENSEF - 500 m² Bd Palmiers - 500 à 2000 m² Promotionnel ou Hôtel, Showroom, Clinique...etc. - AG 0550.97.51.93

■Terrains Agricoles à vendre : 6,5 Ha côté Station-service Kranif sur RN 17 SIG - BETHIOUA - 9,5 Ha Sidi Bouadjmi - SIG - Tél : 0557.46.14.14

■A vendre Terrain Agricole 3 Hectares et demi - Acté + Livre foncier - Contactez-moi : 0657.10.89.46

LOCAUX

■Location Gde Salle des fêtes, Gd parking en Constr. avec Permis de construire à 60% environ, située sur la Route Nationale à 6 Km près ORAN environ, située à la Station de services - Prix après visite. Merci - Tél : 0770.82.84.41 - 0770.42.69.62

■Location de Chambre froide « Négative » : 1) 2000 m3 - 2) 1500 m3 - Avec Clark - Groupe électrogène - Zone des Showrooms Automobile El Kerma - ORAN / Derrière Maison Mercedes - Contacter : 0558.16.92.29

■A.V. ou Echange Pizzeria équipée au 100, Rue de Mostaganem contre Appart F5 à Maraval - ORAN - Tél : 0550.35.97.91 ou 0770.30.52.44 - Merci

■Loue Local commercial environ 24 m² - Double façade - Convient à Commerce ou Bureau - Bien situé à la Cité 350 Logements Maraval - Tél : 0555.37.05.87

■Petit Local à Louer avec Vitrine à Saint Hubert - ORAN - Tél : 0791.14.44.67

■TLEMCCEN : A vendre Local à Chetouane 30 m² en face Terminus et Mosquée - Bien situé + F3 - 1^{er} étage - Tél : 0553.04.38.38 / 0771.56.48.47

■A vendre Local R+2 - Sup. 42 m² - Adresse : TALHA Larbi grand boulevard Haï Ibn Sina - ORAN - Tél : 0777.69.63.18

■A louer Entrepôt de 400 m² et 5 m de Hauteur à Bel Air - ORAN dans un R+3 au RDC - Prix 120 Mille DZD/mois - Visible sur : www.manzildirect.com - Email : immeublebelair17@yahoo.com - Tél : 0560.39.56.30

■Société de Promotion Immobilière vend Locaux Commerciaux à Cité Petit et à Canastel - Appelez notre Service Commercial aux : 041.42.84.65 / 0555.02.23.44

■Vente ou Location d'un local - Vends un Local de 50 m² équipé d'une Machine à mouder avec accessoires. Possibilité de Gérance à Kiffane (TLEMCCEN) - Tél : 0778.84.35.92

■Bonne Affaire : Vends Usine état neuf. Sup. 1000 m². 2 façades. Couvert bonne charpente 650 m² + toutes commodités (Eau + Elect. + Poteau incendie) - située à la Zone d'Activités de Hassi El Ghella (W. TEMOUCHEMENT) - Vente 250 M - Tél : 0555.50.84.55

■Vends Cafétéria 167 m². Fonds commerce 27 ans Bir El Djir Centre, vieux Bâti deux façades - Tél : 0551.42.51.64

■Loue Institut de Beauté (Esthétique et Coiffure) à ORAN - Gd Standing - Très bien équipé - Bien situé à Résidence Hasnaoui, 3 niveaux de 150 m² - Tél : 0561.62.93.64 - 0782.87.63.64

■A vendre Local de 70 m² avec 2 rideaux à Dar Es-Salem situé à l'entrée du grand boulevard sur le chemin du Pox 102 - Prix 2,3 Millions négociable - Tél : 0697.89.35.55

■Vends ou Loue Local de 53 m², duplex, Acté. Avec 2 rideaux, fenêtres, gaz, sanitaires : 27, Rue Med Boudiaf (centre-ville d'Oran) - Tél : 0665.43.62.39

■Vends Local 20 m² - Acté - en plein centre-ville là où on vend Articles de décoration, lustre... etc. - Tél : 0551.94.58.08

■A vendre / louer Locaux commerciaux : 50 à 200 m² CV ORAN, Akid, Choupot. 100 m² Plaza. Showrooms de 200 à 2000 m² dans axes principaux. Fonds de Comm. : Hôtels, Cafés, Parkings. Salle des fêtes. Complexe touristique. Usine. Clinique... Ag. 0550.97.51.93

■A vendre Boulangerie « Fonds et Murs » en activité, bien placé à Yasmine 2 à côté de Hasnaoui - Tél : 0770.73.00.65

■A louer Douche de 14 cabines + Hammam - Bien finis - à Wilaya de TEMOUCHEMENT - Tél : 0696.29.28.52

EMPLOIS

■URGENT : Cherche Personnel pour Cafétéria (Plongeur - Serveur - Machiniste) habitant Bir El Djir ou ses environs - Tél : 0558.552.402

■Jeune Filie licenciée en Droit, réside à ORAN, cherche emploi chez un Notaire ou un Avocat ou Société privée - Tél : 0775.83.77.75

■Cabinet médical spécialisé en Neuropsychiatrie cherche Secrétaire médicale, jeune et dynamique, maîtrise le français et moyennement l'outil informatique - Veuillez me contacter : 0782.30.17.20

■Je cherche des Employés Couturiers et Finition des Femmes à ORAN - Tél : 0779.44.19.56 - 0557.06.63.99

■Sté à BETHIOUA recrute : Gestionnaire de stocks - Magasiniers - Acheteurs - Manœuvres - Tél : 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute : Agents Commerciaux - Téléprospectives - Chauffeurs VL, TC. Lourds - Tél 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute : Soudeurs qualifiés - Meilleurs - Peintres industriels - Maçons - Tél : 040.22.37.

FAMILLE A ORAN

**Recherche
pour recrutement
immédiat :**

☛ **Un (01) Homme
(entre 30 et 40 ans)**

**pour gardiennage et entretien
des espaces verts**
- Logé sur place
- Candidats étrangers acceptés

☛ **Une (01) Femme de ménage
(la quarantaine)**

Sérieux, qualités morales et bonne
éducation exigés

**Transmettre CV
au N° Fax : 041 61 70 07 Ou
téléphoner au 041 61 70 06**

OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHERES
MAÎTRE FELLAHI TOUFIK
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL
D'ORAN
Rue Moulay Ahmed (ex-Lamoricrière)
Immeuble N° 08 - ORAN -
Mbi : 06-66-78-48-71 - Tél/Fax : 041 / 29-30-62

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES
PUBLIQUES**

Par Soumissions Cachetées au profit de
Unité MISCHLER Algérie d'Oran
DATE DE LA VENTE : 13/10/2016 à 10 h 00 mn

Lot	Désignation
01	Cintreuse VRC N° REF : 301.29 / 301.85
02	Profileuse faux plafond N° REF : 301.143
03	Extrudeuse VRC N° REF : 301.23
04	Machine à remplissage N° REF : 305.19
05	Diverses machines usagées
06	Scie à ruban N° REF : 305.02 / 301.5
07	VP CHANA HAFEI Imm : 01898-313-31

Conditions de vente : Conditions habituelles.
- Pour tout renseignement s'adresser à notre
bureau.

Le Commissaire-priseur



جمعية إغاثة الأطفال المصابين بداء السرطان
ASSOCIATION D'AIDE AUX ENFANTS CANCEREUX

**APPEL AUX AMES CHARITABLES
ZAKAT ACHOURA**

A l'occasion de la journée de charité, de pitié et de solidarité, qui est **ACHOURA 2016**, l'Association d'Aide aux Enfants Cancéreux, lance un appel à toutes âmes charitables de venir en aide aux enfants atteints de cancer.

Par votre don, vous aller nous permettre de prendre en charge les frais suivants :

- ✓ De scanner, d'échographie, de radiologie, et d'examens de laboratoire
- ✓ D'achats de médicaments manquants pour leurs traitements
- ✓ De dotation en effets vestimentaires et de trousseaux scolaires.
- ✓ De célébrations de toutes les fêtes, ainsi leurs anniversaires.
- ✓ De transports des malades et leurs accompagnateurs : sur **Alger et le sud**.
- ✓ De leurs séjours au centre de convalescence **SOUYAH ELHOUARI à CAP BLANC**
- ✓ D'hébergement de leurs accompagnateurs au centre d'accueil **DELLAL BOUMEDIENE** sis à **31, Rue MIRAUCHAUX ORAN**.
- ✓ La construction d'un centre de **convalescence et de vacances** à **BOUSFER PLAGE**

Au nom des enfants malades, nous vous adressons nos plus vifs remerciements, pour votre aide et que **ALLAH** vous rendra.

Une permanence sera assurée au siège de l'association WEEK END et JOUR FERIE pour la réception des dons(les dons doivent être versé exclusivement au siège de l'association).

Compte BNA Soummam dinars
Compte BNA Soummam devise
Compte CCP

: 00100 951 02000 46 712 08 .
: 951 031 001000548
: 8905- 60 clé 04

Siège de l'association

: 31, Rue MAOUED Ahmed EX MIRAUCHAUX ORAN

LE PRESIDENT
ELHOUARI MISSOUM

MEDECINS

DIPLOMES FRANÇAIS

à Oran

* **Allergologie**

Session 1 du 10 au 13 Nov*

Nutrition

Session 1 du 27 au 29 janv*

Diabétologie

Session 1 du 24 au 25 fév*

Echographie Générale

et Obstétricale.

Session1 Du 09 au 12 fév

PLUS DE RENSEIGNEMENTS

05 57 51 96 59

WWW.ISSGROUPFRANCE.COM

Paloma tourisme et voyages

Propose un séjour en

TUNISIE

Une combinée Sousse / Hammamet

Du 22 au 30 Octobre

Avec un prix choc

33000 DA

- ❖ Hébergement en Hôtel 4* Hannibal Palace et Hôtel Bravo en demi-pension.
- ❖ Transport par bus confortable aller-retour.
- ❖ Visites guidées : Monastir / Friguia Park / Nabeul / Carthage land / Bateau pirate.

Plus d'information et réservation

Contactez-nous sur : **05 52 17 63 38**

**AFFAIRE A SAISIR
Immeuble à Vendre**

A Belgaïd 357 m² double façade / sous-sol + RDC+ 4 étages (11 Appartements + Local)
- 1 Duplex 200 m² avec terrasse (RDC + 1^{er} étage)
- 1 Duplex 150 m² avec grande terrasse (RDC + 1^{er} étage)
- 2 F3 / 80 m² (2^{ème} et 3^{ème} étage)
- 4 F4 / 130 m² (1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} étage)
- 2 F4 / 120 m² (2^{ème} et 3^{ème} étage)
- 1 F4 / 190 m² avec piscine et 3 terrasses
- Local commercial avec terrasse / 130 m²
- Parking sous-sol de 11 places
Tél : 0560.02.53.87

**Café FAMICO & Café 1001 cherche des Distributeurs
sur le territoire national pour élargir son réseau de distribution**

Conditions requises :

- ✓ Superficie de stockage minimum de 100 m².
- ✓ Disposant de véhicules utilitaires au min 3 vans de rotation.
- ✓ Un portefeuille clients.
- ✓ Une bonne assise financière pour assurer la distribution.

Contactez-nous au : **05 60 92 40 44**

إشهار حكم رقم 16/01233 بتاريخ:

2016/06/20

تعيين المدعية بورنان سكورة المولودة

بتاريخ 1957/10/20 بقصر البخاري

لأبيها أحمد ولأمها إيدير فروجة مقدما

على والدها المدعي عليه بورنان أحمد

لرعايته والقيام بشؤونه القانونية والمالية.

Entreprise cherche
sur Oran & Mostaganem

et Mascara

FOURGONS

à louer.

Tél : 0669 97 35 31

**تعزية**

إلى السيد
حمو
بوعلام
ببالغ الحزن
والأسى
تلقينا نبأ
وفاة جدتنا "عمارة ميمنة".

نعلم أن مواصلة المشوار لوحده
سيكون صعبا عليك الوقت وحده
كفيل ليللم كل الأحزان، أعلم أنها
سوف تبقى حية في قلوبنا، تقبل منا
أسمى عبارات التعازي.
"الله يصبرنا على فراقك"
جابر ، سعيد، فايزة، أمينة

CONDOLÉANCES

A Monsieur
HAMMOU
BOUALEM
C'est avec une
immense tristesse
que nous avons
appris le décès de
notre grand-mère
AMARA YAMINA.

Nous savons tous que la vie s'arrête
un jour et nous imaginons que pour toi
le chemin sera difficile. Laisse le
temps au temps qui apaisera ton
chagrin petit à petit et dis-toi que
« MAMAN » restera à jamais vivante
dans nos cœurs. Nous t'offrons nos
plus affectueuses condoléances et
sache que nous sommes là si tu as
besoin de nous.

Djaber - Saïd - Faiza et Amina



PENSÉE

Le 06/10/2015
nous a quittés à
jamais et ce pour
un monde meilleur
notre cher et
regretté père
**OULD SAÏD
AMAR.**

Il a laissé un vide immense que rien
ne peut combler. Tous se
souviendront de lui comme une
personne honnête, sage, noble et
serviable. Tous les membres de la
famille demandent à tous ceux qui
l'ont connu d'avoir une pieuse
pensée à sa mémoire.
Qu'ALLAH, Le Tout-Puissant, lui
accorde Sa Sainte Miséricorde et
l'accueille dans Son Vaste Paradis.
Ta famille qui t'adore



PENSÉE

Le 06 Octobre 2015, le destin nous a meurtris, une

tristesse incomparable a dévasté nos cœurs, très chère

mère et grand-mère

Mme SENOUCI BRIXI née BENMOUSSAT FATMA

Tu nous as quittés, nous laissant désespérés,

désarmés, inconsolables, orphelins de ta présence, de ta

chaleur, de ton amour dans lequel nous avons baigné et qui fut source

de vie de tes enfants et petits-enfants.

Tu as été le pilier de la famille et tu le resteras pour toujours.

En ce jour, nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir

une pieuse pensée à sa mémoire.



DÉCÈS

Les familles BAZIZ - KETTAF -
KALAFAT ont l'immense douleur
de vous annoncer le décès de
leur chère et regrettée fille

BAZIZ AMINA

décédée le 08-09-2016

à Nice / France.

L'enterrement aura lieu
le 07/10/2016 au cimetière Aïn
Beïda / ORAN après la prière
d'El Asr.

Domicile mortuaire : 05 Square
Cayla / ORAN.

PENSÉE

A la mémoire de
notre cher
beau-frère
**BOUDRAA Zine
Eddine Riad.**
Le 07/10/2016,
cela fait déjà 3 ans que tu nous
as quittés pour un autre monde.
On est tous appelés à cette
demeure éternelle. Les années
s'écoulent mais la plaie reste
toujours. On ne pourra jamais
l'oublier et personne ne
comblera le vide que tu as
laissé. Que ton repos soit aussi
doux que l'a été ton cœur.

إنا لله و إنا إليه راجعون



REMERCIEMENTS

La famille KABLI,
parents et alliés
tiennent à
remercier toutes
celles et ceux qui
ont compati à leur
douleur suite au
décès de leur père
et grand-père

KABLI BENAOUA
survenu le 01-10-2016 à Sidi
Benyabka. A cette occasion, ses fils
Mansour, Mohamed et ses filles
Nacera, Yaya, Aïcha, Zohra, et ses
petits-enfants en France Leïla, Souad,
Chahrazed, Hadria, Sarah, Fouzi,
Yasmine, Dounia, Ilyes, Khadidja,
Halima, Raja et Momo, prient tous
ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une
pieuse pensée à sa mémoire.



CONDOLÉANCES

Mr BOUHAMIDI Abdelkader
(Ouled Mimoun - Tlemcen)
ainsi que sa famille, profondé-
ment affligés par le décès de
Mr EL GHAZI Abdellah
présentent à toute sa famille
leurs condoléances les plus
attristées et les assurent en
cette pénible circonstance de
leur profonde sympathie.

« A Dieu nous appartenons et à
Dieu nous retournons »

PENSÉE

**BAÏK
Abdelhamid**
Cela fait 7 ans
que tu nous as
quittés, le 06-
10-2009 à l'âge de 43 ans,
laissant derrière toi un grand
vide. Tu nous manques et tu
demeuras toujours dans nos
cœurs.
Nous demandons à tous ceux
qui t'ont connu et aimé d'avoir
une pieuse pensée en ta
mémoire.



40ÈME JOUR

Les familles
**DIDI et
SEMMOUD**
tiennent à
remercier toutes
celles et tous
ceux qui ont
compati à leur
douleur lors du décès de leur
cher et regretté
DIDI Ahmed dit « EL HADJ »
survenu le 29/08/2016 à La
Mecque lors du dernier
« Pèlerinage »
Que Dieu, Le Tout-Puissant,
accueille le défunt en Son Vaste
Paradis.



DÉCÈS

Allah yarham **Abdelkader Bendjillali**, qui nous a quittés mardi. Il a été enterré
mercredi 5 octobre au cimetière de Sid-Echikh, à Feghaïlia.

Qui aurait cru que ce colosse de deux mètres pouvait avoir un cœur aussi fragile ? Qui
aurait cru que ce géant pouvait faire preuve d'autant de sensibilité et d'humour ?
Deux certitudes : Abdelkader avait deux mères, sa mère Khadidja, la sœur cadette de mon
père, et sa sœur Fatma, qui l'a couvé pendant sa maladie.

Et puis, le cœur de ma tante Khadidja est un océan, si vaste que, non seulement il
surpassera la douleur, mais il couvrira d'amour et de tendresse ses enfants Larbi, Hadj et
Aïcha, et le monde entier.

Abed CHAREF



Logements investis par des souscripteurs Les explications du DG régional de la Cnep Banque

A. Mallem

Selon M. Azzouz Mossiou, directeur régional de Cnep-Banque, les logements se trouvant à l'UV 13 de la nouvelle ville Ali-Mendjeli seront tous attribués aux bénéficiaires. «A une date qui sera fixée incessamment, l'UV 13 sera entièrement livrée aux bénéficiaires», a affirmé le directeur régional. Profitant de l'opportunité, M. Azzouz Mossiou a lancé un appel à tous les bénéficiaires du programme Cnep-Immo qui ont été convoqués et qui ne se sont pas présentés de le faire immédiatement pour recevoir les clés de leurs logements. «Les souscripteurs qui sont dans ce cas sont au nombre de 277», a-t-il indiqué. Pour la seule UV 13, notre interlocuteur a estimé à 52 le nombre des bénéficiaires qui n'ont pas répondu à la convocation. «S'ils ne se présentent pas sous peu, ces gens vont être invités encore à le faire dans un délai précis et s'ils ne se présentent pas encore ils seront remplacés par d'autres». Le directeur régional de Cnep-Immo a lancé le même appel à tous les souscripteurs concernés par l'opération afin de prendre attache avec son organisme

pour compléter leurs dossiers.

En ce qui concerne ce projet de 1800 logements réalisés dans les UV 13, 17 et 18, A. Mossiou a assuré que la procédure va bon train. «Nous avons jusqu'à présent enregistré le dépôt de 1531 dossiers qui ont été étudiés tous. A ce propos, il faut vous signaler que nos agents travaillent aussi chaque samedi depuis deux ans.

Les gens pensent peut-être que nous faisons du laxisme, mais ils ne savent pas que l'opération comporte pas moins de 11 étapes, dont plus de la moitié ne dépend pas de nous, mais d'autres organismes comme le notaire, la Caisse nationale du logement (CNL), la Conservation foncière pour le déblocage de l'aide de l'Etat, etc.

D'autre part, 1371 décisions d'attribution ont été établies et signées. 160 dossiers sont encore incomplets par manque de certains documents et sont à l'étude. Nous faisons sassez vite pour ne pas être contraints de payer des sommes faramineuses qui se comptent en milliards pour le gardiennage des bâtiments. Notre objectif est de remettre les clés des logements à leurs bénéficiaires dans les délais les plus courts».

Au sujet de l'occupation de force qui

a visé l'UV17 mardi dernier 4 octobre dernier par des bénéficiaires, le directeur a expliqué que ce fait a été démesurément grossi, parce que l'opération n'a touché que 5 blocs et elle a été menée par 22 souscripteurs, dont 6 ne possédaient aucun document officiel prouvant leur qualité. «Ce programme de logements est encore sous la responsabilité de l'entreprise chinoise qui l'a réalisé, a expliqué M. Azzouz Mossiou. Sa réception n'a pas été faite pour la bonne raison qu'il faisait l'objet de réserves à l'intérieur des appartements et sur la peinture extérieure. Ces réserves étaient en train d'être levées au fur et à mesure. Bref, on était pratiquement à 42 heures environ de la réception officielle. Malheureusement, ces gens n'ont pas voulu patienter.»

Il révélera aussi que Cnep-Immo a désigné une société de gardiennage qui prendra en main, dès aujourd'hui jeudi 6 octobre, les trois UV. «Malheureusement, l'agence Anem d'Ali-Mendjeli que nous avons sollicitée il y a 20 jours n'a pu recruter une soixantaine de gardiens pour assurer la sécurité des logements. S'ils l'avaient fait, on aurait pu éviter cet évènement», a déclaré le directeur.

AADL 2

Les souscripteurs maintiennent la pression

Les 720 souscripteurs du programme AADL 2 dont les dossiers ont été transférés à la Cnep-Immo le 1er janvier dernier, et qui avaient constitué une coordination pour suivre leurs dossiers auprès des organismes concernés, viennent de saisir le ministre de l'Habitat, sollicitant son intervention auprès des organismes concernés pour faire aboutir leurs dossiers dans les délais les plus courts. Par lettre datée du 1er octobre en cours, dont nous détenons une copie, les intéressés ont expliqué leur cas au ministre et se sont plaints que, durant 9 mois maintenant, ils sont en train de faire la navette entre AADL et Cnep-Immo, de faire des sit-in de protestation sans obtenir le moindre résultat.

Hier matin, une centaine de ces souscripteurs ont organisé un sit-in devant le siège des services techniques de l'AADL de la nouvelle ville Ali Mendjeli pour de-

mander à connaître les suites réservées à leurs dossiers et exercer une pression pour accélérer les procédures de finalisation de ce dossier. «Malheureusement, nous ont indiqué les membres d'un groupe de protestataires, nous n'avons trouvé ni le directeur, ni son adjoint pour nous recevoir et nous donner des informations sur la progression de la procédure relative à l'aboutissement de notre dossier derrière lequel nous courons depuis maintenant 9 mois. Il faut dire que les gens commencent à s'impatisser sérieusement». Et devant l'absence de tout interlocuteur au niveau de l'AADL, ils ont décidé de se diriger vers le siège de Cnep-Immo à la cité Daksi Abdesselem. Et là, ils ont été informés par les responsables de cet organisme que la liste des souscripteurs concernés est arrivée d'Alger il y a juste 3 jours et qu'elle allait être affichée, ajoutant qu'il

faut juste attendre la mise en branle de la procédure de constitution des dossiers par les souscripteurs. «Nous nous demandons à juste titre pourquoi nos logements, qui sont prêts depuis longtemps et auxquels il ne manque rien pour qu'ils soient livrés, tardent encore. Nous estimons que les procédures bureaucratiques résultant du transfert des dossiers d'un organisme à un autre sont singulièrement longues», ont estimé nos interlocuteurs, ajoutant qu'ils ont été contraints de solliciter l'intervention du ministre dans le seul but de faire accélérer ces procédures. «Quant à nous, nous avons décidé de revenir encore dans une dizaine de jours afin de poursuivre les sit-in de protestation devant ces organismes en demandant toujours de faire activer les procédures et nous délivrer les logements en question», ont conclu nos interlocuteurs. **A. M.**

Convention Université-Police

Formation d'enquêteurs en «économie et finance»

A. E. A.

Une convention d'association et de coopération a été signée entre l'université Constantine '2' «Rabah Bitat» et l'inspection régionale de la police de l'Est, portant sur la formation de 30 cadres en master professionnel spécialité «enquêtes économiques et financières», d'une durée de deux ans et dont le coup d'envoi sera donné vers le 15 du mois d'octobre en cours. La convention en question a été signée du côté de l'université par son recteur, Mohamed El Hadi Latrèche, et par l'inspecteur régional de la police de l'Est, Mustapha Benaini, d'autre part. Selon le responsable de la police, il ne s'agit pas d'une formation continue, en l'occurrence, mais

d'une réelle formation de niveau universitaire en vue de l'obtention d'un vrai diplôme, à savoir un master au profit de 30 cadres de la sûreté nationale, dira-t-il. Et d'indiquer que «nous avons besoin de cette coopération avec le secteur de l'enseignement supérieur, pour aussi bien la formation que la recherche à l'effet d'élever le niveau en matière de gestion en général et nous sommes heureux de conclure par une coopération».

De son côté, le recteur de l'université Constantine 2, M. Latrèche, a estimé cette association comme étant une opération «pilote» et une expérience digne d'intérêt, faisant part dans ce sillage de la disposition pleine et entière de son université à coopérer avec le corps de

la police dans différents domaines.

Cette convention concernera les inspections régionales de police de Bel Abbès, d'Alger et de Constantine. La formation sera lancée dans quelques jours, notera-t-il, et «nous ferons tout pour qu'elle soit un véritable succès», expliquant qu'elle consiste en une opération pédagogique pour le diplôme du master, dont la durée est de 24 mois ou quatre semestres comme c'est le cas pour tous les types de formations de ce niveau. Délivré par le ministère de l'Enseignement supérieur, le master comprend des cours sanctionnés par des examens et se doit de respecter le cursus d'enseignement suivi, en la matière, afin d'être en conformité avec tous les critères de formation universitaire, conclura-t-il.

Habitat Plus de 154.000 logements achevés en 2017

A. El Abci

Une journée d'information sur les différentes formules d'accès au logement a été organisée, hier, par les directions de l'urbanisme et de la construction (DUC), du logement et des équipements publics (DLEP) ainsi que l'ordre des architectes (CLOA), avec une forte participation de partenaires du secteur et une grande affluence du public. La manifestation qui se tient au lendemain de la journée internationale et arabe de l'habitat, en présence du chef de cabinet du wali, a connu également la participation de nombreux promoteurs publics (Opgi et Enpi) et privés, ainsi que de plusieurs bureaux d'études. L'objectif de cette journée, selon les organisateurs, est de renseigner le large public sur les différents programmes de logements déjà réalisés et en chantiers, ainsi que sur les possibilités d'acquisition de ces habitations. Programmes dont le directeur du logement, M. Bendou, dira qu'il s'agit d'un ensemble 154.532 unités de logement, toutes formules confondues,

dont 14.000 LPA, 10.000 LSP, 1.500 LPP et des dizaines de milliers d'autres du type social. Et d'indiquer que tous ces programmes seront achevés l'année prochaine. «Il sera mis ainsi un terme à la crise, qui sera désormais derrière nous», dira-t-il. Pour sa part, le chef de cabinet du wali, Abdelmadjid Boumenkar, s'est félicité de cette situation et a rassuré les citoyens que tous ceux qui ont droit effectivement au logement en bénéficieront, «mais de façon graduelle». Et de poursuivre, qu'avec l'existence de cinq formules, Constantine a bénéficié de la part du lion en matière de logements et principalement pour ce qui a trait au programme social.

Cette journée d'information a drainé beaucoup de monde. Mais les réactions sont plutôt mitigées. Ainsi, si certains ont apprécié à leur juste mesure les efforts accomplis au niveau de la wilaya pour résoudre le problème, d'autres ont critiqué les lenteurs dans la réalisation de certains projets, pendant que d'autres encore ont mis en cause les modalités d'attribution.

Un programme pour réhabiliter plus de 10.300 logements

Un programme pour la réhabilitation de 10.329 logements sociaux, du vieux bâti relevant du patrimoine de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), vient d'être lancé dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris mercredi auprès des responsables de cet office.

S'exprimant en marge d'une journée «portes ouvertes» intitulée «l'habitat et le développement urbain» organisée dans le cadre de la célébration de la journée mondiale et arabe de l'Habitat, le responsable de la cellule de l'information et de la communication à l'OPGI, Sami El Hamel a précisé que ce quota de logements est réparti sur 446 communes de la wilaya.

Il s'agit de 4.952 logements dans la ville de Constantine, 2.363 habitations à El Khroub, 2.192 à Ain Smara, 492 à Zighoud Youcef et 330 autres dans la localité de Didouche Mourad, a-t-il fait savoir lors de cette rencontre tenue au palais de la culture Mohamed Laid El Khalifa à l'initiative de plusieurs parte-

naires du secteur de l'habitat, en l'occurrence les directions du logement (DL), de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC) des équipements publics (DEP) et de l'OPGI. Une enveloppe financière de 1,5 milliard de dinars a été dégagée par le ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville à cette action qui porte sur des travaux de maintenance de l'étanchéité, la réparation des vides sanitaires, outre la peinture extérieure des immeubles relevant du patrimoine de l'OPGI à travers la wilaya, a souligné le même responsable lors de cette manifestation qui a drainé un public nombreux dès son ouverture.

D'un délai de six mois, l'opération entamée en début du mois de juillet dernier a jusqu'à présent touché 150 unités de logements de la commune d'Ain Smara confiées à 9 entreprises privées spécialisées dans ce domaine, selon le responsable, ajoutant que le lancement de la rénovation du reste des logements est tributaire du choix des entreprises.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

04 moharram 1438

El Fedjr
05h05

Dohr
12h23

Assar
15h42

Maghreb
18h17

Icha
19h35



Equipe nationale
**Les joueurs ne parlent
que de victoire**



Kamel Mohamed

À la veille du match Algérie-Cameroun, les joueurs de l'équipe nationale affichent une volonté de sortir vainqueurs de cette confrontation. Tous les joueurs de l'équipe nationale ne parlent que de victoire et sont déterminés à prendre le meilleur sur les Camerounais dimanche prochain à Blida pour le compte de la première journée des qualifications au Mondial-2016.

Les joueurs qui se sont exprimés sur cette rencontre, mardi soir dans la zone mixte organisée à l'intention de la presse, se sont montrés réalistes et méfiants, mais résolument décidés à gagner. Dans leurs déclarations, ils ont reconnu que le Cameroun demeure un adversaire redoutable,

faisant observer que la sélection du Cameroun compte en son sein plusieurs joueurs qui évoluent dans des clubs huppés d'Europe. Ils ont également relevé l'expérience de la sélection du Cameroun, habituée à participer aux phases finales de la coupe du monde.

Il faut relever que les joueurs algériens ne se sont pas attardés, dans leurs déclarations, sur l'arbitrage ou le fait qu'ils affronteront l'équipe du président de la CAF, le Camerounais Issa Hayatou. En professionnels avertis, ils s'en sont tenus à l'aspect technique et ne se sont pas égarés dans des aspects extra-sportifs. Les joueurs algériens ont également déclaré qu'ils disposent des mêmes atouts que les Camerounais et sont aussi forts sinon plus forts que l'adversaire. Confiants en

leurs capacités, les protégés de Milovan Rajevac, ne jurent que par la victoire, ce qui est rassurant dans la mesure où l'Algérie n'a jamais gagné contre le Cameroun. Les Feghouli, Kouhalel, Slimani Ghezal et autres Ferhani ont notamment mis l'accent sur l'ambiance qui règne au sein du groupe, affichant ainsi une solidarité infaillible. En ce sens, Feghouli a indiqué qu'il faut rester unis et concentrés jusqu'à la fin de la rencontre, précisant que le match se jouera sur des détails. Pour les joueurs, le match a déjà commencé et la concentration va crescendo. Ils comptent également sur l'apport du public de Blida et surtout l'ambiance du stade qui leur a toujours permis de se transcender et de se surpasser.

Ligue 1 – Mise à jour
Le RCR surprend le MOB

M. Benboua

En match retard de la sixième journée du championnat de Ligue 1, le Mouloudia de Béjaïa s'est incliné par la plus petite des marges à domicile, mardi en début de soirée, devant le promu, le RC Relizane. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Benayad à la 77' offrant ainsi à son équipe un succès très important, le second d'affilée, qui permet au Rapid d'effacer les six

points de pénalités infligés par la LFP. Avec zéro point, le RCR peut désormais lancer sa saison et espérer ensuite améliorer très vite son classement.

En tout cas et eu égard au bon état d'esprit des camarades de Zidane et de leurs dernières belles performances, le team de la Mina peut viser bien plus que le maintien. A noter que le joueur Benayad a inscrit lors de ce match sa quatrième réalisation cette saison et se place en tête du classe-

ment des buteurs du championnat en compagnie de Nadji (ESS) et Megueni (CSC).

Pour ce qui est du MO Béjaïa, il est clair que les joueurs sont passés complètement à côté de leur sujet, surtout qu'ils font une fixation sur la finale de la Coupe de la CAF, une première dans les annales du club. Cependant, les hommes de Sendjak ont encore deux matches de retard qu'ils s'efforceront de remporter pour quitter la zone rouge.

Mondial 2018-Qualifications zone Europe
Italie-Espagne sur un air de revanche

Ce soir, à 19h45, l'Italie reçoit l'Espagne dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2018. Bien que joué au Juventus Stadium de Turin, l'Espagne fait figure de favori pour ce match. Depuis la nomination de Giampietro Ventura au poste de sélectionneur, l'équipe d'Italie ne s'est guère montrée rassurante. Battue 3-1 à domicile par la France en amical, la Squadra Azzurra a peine lors de son premier match des éliminatoires avec un succès 3-1 en Israël. Lors de cette rencontre, Giorgio Chiellini a été expulsé et est donc suspendu contre l'Espa-

gne. Or, sans son trio défensif Barzagli-Bonucci-Chiellini au complet, la Nazionale est moins forte. D'ailleurs, le défenseur italien Leonardo Bonucci est loin d'être seerein avant ce duel : «Nous ferons face à une autre Espagne que celle de l'Euro. Ils auront une nouvelle motivation en raison du nouvel entraîneur et ils seront aussi dans de différentes conditions physiques et mentales. Ils seront désireux de se racheter après avoir perdu à l'Euro.» Quant à l'Espagne, elle retrouve des couleurs et son allant offensif depuis l'arrivée de Julen Lopetegui à la place de

Vicente del Bosque. En effet, grâce à un doublé de David Silva, les Espagnols ont battu la Belgique 2-0 à Bruxelles (en amical, le 1er septembre) avant de corriger 8-0 la petite équipe du Liechtenstein. Alvaro Morata, Diego Costa et David Silva ont signé un doublé tandis que Sergi Roberto et Victor Vitolo ont inscrit les deux autres buts de cette partie. Ajoutons à cela que l'Espagne s'en sort plutôt bien lors de ses déplacements en Italie. En quatorze affrontements dans la péninsule italienne, la Nazionale ne s'est imposée que cinq fois pour sept matches nuls et deux défaites.

Mondial 2018-Qualifications zone Amsud
L'Argentine sous pression

L'Argentine sans Messi doit se reprendre au Pérou, après son nul chez la lanterne rouge vénézuélienne, au sein d'un trio de tête composé avec l'Uruguay et le Brésil qui a l'occasion jeudi de se détacher en tête du groupe sud-américain de qualifications au Mondial-2018. Les trois premiers affrontent les trois derniers, mais seule l'Argentine jouera à l'extérieur. Et ce sera encore une fois sans son capitaine, Lionel Messi, blessé. La dernière fois, déjà un voyage, cela s'était mal passé pour l'Albiceleste, avec un 2-2 humiliant au Venezuela face au traditionnel Petit Poucet régional qui avait même mené 2-0... La nouvelle blessure du buteur a passablement irrité le nouveau sélectionneur, Edgardo Bauza, qui s'en est pris fin septembre au FC Barcelone. La Fédération argentine (AFA) avait ensuite présenté ses excuses auprès du club espagnol. Mais cet épisode illustre la déstabilisation du groupe et du sélectionneur suscitée par l'absence de leur Messi. Bauza peut néanmoins compter sur du beau monde dans le secteur offensif (Agüero, Di Maria, Higuain, Dybala...), mais il devra se méfier de l'attaquant vedette des Péruviens, Guerrero. Le Brésil sous Dunga était en danger et il s'est désormais replacé à la deuxième place du classement après les débuts réussis du nouveau sélectionneur, Tite (victoires contre l'Equateur et la Colombie, 3-0 et 2-1). Le «futebol» connaît de nombreux signes positifs pour la première fois depuis le fiasco du Mondial-2014, avec le premier titre olympique décroché aux JO-2016 de Rio, un Neymar en grande forme avec la Seleçao,

un Gabriel Jesus prometteur en pointe et un nouveau technicien qui fait pour l'instant l'unanimité. Reste à confirmer dans la durée, avec dans un premier temps cette double confrontation contre des mal classés, la Bolivie (8e sur 10) et le Venezuela (dernier). Méfiance: les Brésiliens reçoivent la Bolivie certes mal en point mais qu'ils n'ont plus battue depuis 12 ans (deux nuls, une défaite), et qui avec son nouveau sélectionneur, l'Argentin Angel Guillermo Hoyos, vient de signer deux bons résultats (2-0 contre le Pérou et 0-0 au Chili). Tite a rappelé trois anciens, présents lors du Mondial-2014: les milieux Oscar et Fernandinho et surtout le défenseur central Thiago Silva, qui n'avait plus été convoqué depuis plus d'un an. Il y a cependant peu de chances que le sélectionneur modifie sa charnière centrale, composée de Marquinhos et Miranda, au profit de l'ex-capitaine.

L'Uruguay, qui possède un point de plus que le Brésil et l'Argentine, reçoit le Venezuela et a donc une bonne occasion de garder les rênes du groupe. La Celeste de Suarez et Cavani pensera surtout à bien préparer le choc de mardi en Colombie. Le Chili, lui, joue une de ses dernières cartes: le double champion continental en titre est à cinq longueurs de la 4e place directement qualificative et ferait donc mieux de l'emporter en Equateur (5e) pour remonter la pente.

Aujourd'hui (22h00)
Equateur - Chili (00h00): Uruguay - Venezuela
Vendredi (00h30)
Paraguay - Colombie (01h45): Brésil - Bolivie (03h15): Pérou - Argentine

Mondial 2018-Qualifications zone Asie
L'Australie à rude épreuve face à l'Arabie Saoudite et le Japon

L'Australie tentera de conforter sa première place dans le groupe B face à ses poursuivants directs, l'Arabie saoudite et le Japon, qu'elle affronte respectivement jeudi et mardi à l'occasion des 3e et 4e journées des qualifications de la zone Asie pour le Mondial-2018. Les Socceroos comptent, comme les Saoudiens 6 points, soient trois de mieux que le Japon (3e) et les Emirats arabes unis (4es). Une victoire face à chacun de ses rivaux lui ouvrirait la voie à une qualification directe pour la Coupe du monde en Russie. La pression est en revanche déjà sur le Japon, pourtant habitué à ces joutes et qui a disputé les cinq derniers Mondiaux. Dans le groupe A, les deux favoris présents en 2014 au Brésil, la Corée du Sud (3e) et l'Iran (2e), vont tenter de rattraper l'Ouzbékistan, leader surprise avec 2 points d'avance. Les Iraniens se déplacent d'ailleurs jeudi à Tachkent pour affronter les Ouzbeks, avant de recevoir les Sud-Coréens. Deux rendez-vous cru-

ciaux face à ces rivaux directs. Les deux premiers de chaque groupe à l'issue de la dixième journée de ce championnat aller-retour, le 5 septembre 2017, seront qualifiés pour la Russie. Les deux troisièmes disputeront un match de barrage, qui donnera la possibilité au vainqueur de composer son ticket pour la Russie lors d'un barrage intercontinental.

Groupe A
Aujourd'hui
(12h00) Corée du Sud – Qatar (12h35) Chine – Syrie (14h00) Ouzbékistan – Iran
Mardi
(14h00) Ouzbékistan – Chine (15h45) Iran – Corée du Sud (17h00) Qatar – Syrie
Groupe B
Aujourd'hui
(11h35) Japon – Irak (17h00) Emirats arabes unis – Thaïlande (18h45) Arabie saoudite – Australie
Mardi
(10h00) Australie – Japon (13h30) Irak – Thaïlande (18h45) Arabie saoudite – Emirats arabes unis

Ligue 2

Le PAC et la JSMB dans leur jardin, l'ASK en danger à Chlef

M. Zeggai

La cinquième journée dans l'antichambre de l'élite s'annonce favorable aux deux co-leaders, le Paradou AC et la JSMB, qui auront l'avantage d'évoluer à domicile, alors que le troisième chef de file, l'ASK, risque de laisser des plumes à Chlef. A Dar El Beida, le PAC semble bien armé pour marquer son territoire, mais il devra se tenir sur ses gardes face au RC Arba, une équipe imprévisible malgré les problèmes auxquels elle est confrontée. En tout cas, les jeunes du Paradou n'ont pas droit à l'erreur s'ils veulent demeurer en tête. C'est la même remarque qui s'impose pour la JSMB qui accueillera l'ASMO dans un match plein d'indécision. Les Bejaouis, irréguliers à domicile mais qui sont

revenus avec un bon point de Boufarik et les asémistes qui n'arrivent pas à décoller. Les trois points sont inéluctables pour les deux formations, notamment pour la JSMB dans l'optique de consolider sa première place. En revanche, l'ASK a un match très difficile à négocier à Chlef où l'ASO est tenue par l'obligation du résultat pour se replacer et rejoindre son adversaire du jour au classement. Toujours en tête du tableau, la JSMS du nouvel entraîneur Benyellès pourrait gagner quelques marches au classement en cas de succès sur son hôte du jour, le WAB. Idem pour le CABBA qui reçoit l'ABS dans un match où l'erreur est interdite pour les Bordjis surtout que l'ASK et l'USMB seront en déplacement. A Saïda, les Blidéens seront mis à rude épreuve par un

team du MCS, en quête de points pour éviter l'implosion. En bas du tableau, la situation pourrait se compliquer davantage pour le GC Mascara qui se rendra à El-Eulma où Boudjaârane, le nouveau coach du MCEE, s'est fixé comme objectif les trois points. Enfin, le CRBAF, à huis clos, tentera de profiter de la venue de l'USB pour signer sa première victoire de la saison et confirmer son nul arraché à Mascara.

Vendredi à 15h00 :

El-Eulma : MCEE-GCM
Aïn Fekroun : CRBAF-USB
Skikda (16h) : JSMS-WAB
Bejaia (16h 00) : ... JSMB-ASMO
Dar El Beida (16h 00):PAC-RCA
Chlef (19h 00): ASO-ASK

Samedi à 16 h 00:

Saïda: MCS-USMB
B.B. Arreridj: CABBA-ABS

Mascara - Au vu de la situation qui prévaut au sein du GCM

L'ancien joueur Mohamed Boutaleb sort de sa réserve

Mohamed Belkecir

Le divorce entre les supporters et le GCM semble bel et bien consommé. En somme, l'irréparable vient de se produire, ce qui nous amène à conclure que rien ne va plus au sein de ce club avec des banderoles qui commencent à faire leur apparition mettant tout le monde dans le même sac demandant le départ de tous les dirigeants. Ce qui motive cette démarche, c'est le début de parcours chaotique du Ghali qui risque sombrer encore profondément avec les déplacements périlleux qui l'attendent. On peut déduire donc que le club ne s'est pas encore adapté et n'a pas trouvé ses repères dans ce palier qu'il a rejoint après de longues années d'attente. De nombreuses voix se sont élevées pour crier haut et fort que le GCM dans cette version ne mérite pas son accession en Ligue 2. Pour éclairer l'opinion et en savoir plus sur la situation qui prévaut au sein du club, toutes nos tentatives pour avoir l'avis du président de la SSPA et du président de section sont demeurées vaines. Toujours est-il que dans les milieux sportifs de la ville qui a enfanté

de grands noms du football national on demeure dans l'expectative tout en affichant du mécontentement voire de la déception concluant que le GCM est devenu la risée de tous.

Parmi les joueurs du GCM, toutes générations confondues, l'ex-international, Mohamed Boutaleb, ayant évolué aux côtés de Mahi, Guedim, Meskine, Baghdous, Embarek, Henkouche, feu Baker, Belkedroussi, Ghomiz... ne veut pas cautionner cette mascarade qui a terni l'image du club et a tenu à porter son témoignage quant à la situation désastreuse que vit le club. « Ma conscience m'oblige à dire que le GCM est entre les griffes de certains affairistes qui en font un fonds de commerce. C'est de la mauvaise gestion sur tous les plans qui a engendré ce mauvais démarrage. A ce rythme, le GCM va tout droit contre le mur et même son maintien n'est pas garanti. Je constate que l'argent est jeté par les fenêtres. Sans réflexion et sans mesure ; tout s'improvise à répétition. L'instabilité y règne et déjà trois entraîneurs se sont succédé alors que le changement devrait s'effectuer ailleurs, là où le dysfonctionnement était manifeste. Le

comité directeur n'a pas daigné installer une commission technique de recrutement, d'où l'engagement de joueurs du bas de l'échelle. Alors, les AG, n'en parlons pas, c'est tout simplement des pièces théâtrales avec beaucoup de comédiens qui font de la figuration où insultes amicales et de semblants de bagarres font partie du décor démontrant une complicité flagrante dans cette guerre d'intérêts où chacun trouve son compte avec une mafia qui veille au grain. Que dire du PDG et du président de section, leur méconnaissance du football et leur gentillesse sont exploitées à bon escient à des desseins assez connus. A présent, il y a le feu en la demeure et l'avenir du Ghali est réellement compromis à moins d'un miracle. Mais j'en doute fort et je reste pessimiste avec cet effectif à moins d'un renforcement quantitatif et qualitatif au mercato tout en faisant appel à des connaisseurs et aux services d'anciens joueurs techniciens qui n'ont jamais été sollicités». En conclusion, ce naufrage sans précédent devrait interpeller en urgence les autorités pour remettre de l'ordre et sauver ce qui reste car maintenant les dés sont jetés.

USMH

Une mini-trêve qui tombe à pic

M. Lamine

L'USMH compte bien remporter son prochain match à domicile devant le DTBT et signer sa première victoire de la saison. «C'est le test de vérité», estiment les supporters qui attendent impatiemment de voir leur équipe se ressaisir et chasser le doute qui commence à envahir les joueurs. Ces derniers, mis devant leurs responsabilités, n'auront aucune excuse et devront sortir le grand jeu pour venir à bout d'un adversaire qui se recherche lui aussi depuis le début de la compétition et qui se déplacera au stade du 1^{er}-Novembre de Mohammadia en quête de réhabilitation. Mais à El Harrach, les

regard ne sont pas seulement braqués vers les coéquipiers de Harrag mais aussi sur l'entraîneur Boualem Charef et ses deux adjoints, Benomar et Béchouche, qui savent mieux que quiconque qu'un autre échec à domicile ne fera qu'envenimer la situation qui prévaut au sein de l'équipe. Depuis le match perdu devant le MCO, Charef et ses collaborateurs se sont affairés à programmer des séances spécifiques pour chaque compartiment de jeu dans le but de consolider la cohésion qui fait défaut jusque-là tout en disputant des matchs amicaux durant cette mini-trêve du championnat et dont le premier a été gagné avant-hier par le score de 2 à 0 devant le NB Mo-

hammadia. Il faut dire aussi que cet arrêt de la compétition demeure une véritable aubaine pour Boualem Charef et ses assistants. Ces joutes amicales permettront au staff technique de jauger les capacités des joueurs. Malgré les critiques, Charef paraît très serein en faisant part à ses proches de sa confiance absolue dans le groupe qu'il a sous la main affirmant que l'USMH retrouvera son meilleur niveau lors des prochains matchs. D'autre part, à noter que l'USMH a été rassuré par le président de l'APC de Mohammadia quant à accueillir sur son antre du 1^{er}-Novembre le DRBT, les travaux entrepris dans cette enceinte devant s'achever dans les jours à venir.

Division nationale amateurs Est Duels à distance entre les trois co-leaders

M. Benboua

La cinquième journée du championnat dans ce groupe s'annonce très disputée, avec des duels qui devraient tenir leurs promesses et qui peuvent engendrer, pourquoi pas, des changements en tête du classement, où les trois co-leaders l'USMA, l'ASAM et l'USC seront de sortie face à des adversaires de différents calibres. En effet, on débute notre habituel tour des stades par la ville de Khenchela où l'USMK, qui n'a pas encore gagné cette saison, tentera de se refaire une santé aux dépens de l'USM Annaba, qui ne veut rien laisser au hasard. Un match très important pour les deux équipes et plus particulièrement pour les visiteurs qui ne veulent pas se faire éjecter du fauteuil. L'autre occupant de la première place, l'US Chaouia se rendra à Guelma pour croiser le fer avec l'ESG qui affiche des signes de faiblesses, alors que l'AS Aïn M'lila a hérité cette semaine de l'Entente Collo, une équipe un peu plus difficile à manier et qui n'est qu'à deux longueurs de son adversaire du jour. Ces deux équipes n'ont pas encore été défaits cette saison, ce qui rendra les débats plus intenses, sachant également que

l'ASAM n'a pas encaissé le moindre but jusque-là, alors que l'E.C dispose de la meilleure ligne d'attaque avec huit réalisations. En somme, c'est là un match qui vaudra le déplacement. Par ailleurs, dans le lot des équipes qui ont déçu plus d'un en ce début de parcours, l'AB Chelghoum Laïd et l'AB Merouana, se donneront la réplique avec pour seul objectif un premier succès cette saison, alors que l'USM Aïn Beïda, qui compte un seul point dans son compteur, s'efforcera de reprendre des couleurs en accueillant le CR Village Moussa. Enfin, le MO Constantine et le NC Magra viseront les trois points à domicile, devant respectivement le HB Chelghoum Laïd et l'US Tébéssa, tandis que Hamra Annaba tentera de repartir du bon pied en accueillant un mal-classé, le NRB Touggourt en l'occurrence.

Vendredi à 15h00 :

Khenchela: USMK - USMA
Chelghoum Laïd: . ABCL - ABM
Constantine: MOC - HBCL
Magra: NCM - UST
Annaba: Hamra - NRB
Aïn Beïda: USMAB - CRVM
Guelma: ESG - USC
Collo: E.C - ASAM

Inter-régions Ouest

Vers un statu quo en tête du tableau

On se dirige vers un statu quo à l'issue de la quatrième journée dans ce groupe, prévue demain après-midi. L'IRBEK dispose d'une belle opportunité avec la réception du CRT pour se maintenir en tête. Attention quand même au sursaut d'orgueil des Témouchentois qui ne se déplaceront pas en victimes expiatoires ! Le CRB Hennaya, semble a priori bien armé chez lui pour battre une méconnaissable formation de l'IST et garder le contact avec le peloton de tête. Pour sa part, la JSM Tiaret, qui a marqué le pas ces derniers temps, aura la lourde mission d'aller défier la JS Emir Abdelkader chez elle. Les gars de Saint Rémy sont toujours à la recherche de leur premier succès de la saison, ce qui signifie que la tâche des gars du Sersou ne sera pas de tout repos. Toujours dans la partie haute du classement, le MB Sidi-Chahmi effectuera son deuxième déplacement consécutif, cette fois à Sidi Brahim pour croiser le fer à la JRBS dans un match ouvert à tous les pronostics. Le Machaâl devra sortir le grand jeu pour espérer sortir indemne de cette confrontation au cours de laquelle les gars de Sidi Brahim sont

décidés à empocher les trois points et confirmer le nul ramené de Sig face au Croissant. Chez les mal classés, l'USMO n'a aucune alternative que de s'imposer au stade Bouakeul devant le CRB Sfifef. Mission difficile mais guère impossible pour les Unionistes qui sont dans l'obligation de mettre fin à cette série de mauvais résultats depuis l'entame du championnat. A Témouchent, le Zidoria est bien placé pour atteindre son objectif du jour face au CC Sig du nouvel entraîneur Dehilis. La JS Sig, quant à elle, évoluera sur du velours devant le SCM au même titre d'ailleurs que le HBEB face au promu, l'EBK Tindouf, qui a du mal à suivre le rythme en ce début de saison.

R. S.

Vendredi à 15h00 :

Oran (Bouakeul): USMO-CRBS
Sig: JSS-SCM
El Bordj: HBEB-EBKT
Sidi Brahim: JRBS-MBSC
Témouchent: ZSAT-CCS
Emir Abdelkader: JSEA-JSMT
Hennaya: CRBH-IST
El-Kerma: IRBEK-CRT

Handball-Division Excellence

Coup d'envoi aujourd'hui avec HBCEB-JSES à l'affiche

Un absent lors de cette entame du championnat de la division Excellence, à savoir le champion en titre le GS Pétroliers, exempt alors qu'un événement marquera cette journée, la retransmission en direct sur la chaîne Dzaïr TV de la rencontre du groupe A HBCEB-JSES qui se jouera à El-Biar et qui sera pour la circonstance avancée à cet après-midi, le reste des rencontres devant se dérouler le lendemain. Un partenariat conclu entre Dzaïr TV et la FAHB permettra à cette chaîne de retransmettre une rencontre à chaque journée de championnat. A Ouargla, l'ICO crociera le fer avec le MC Saïda, tout comme l'O El Oued sur ses terres face au CRB Mila. Dans le groupe B, le vice-champion d'Algérie sera également exempt de cette première journée qui verra le

promu, le CR El Harrouch, évoluer devant son public face au CRB Baraki. Les deux autres rencontres du groupe se déroulant à l'est du pays, le MCO sera à Chelghoum Laid pour se mesurer au CCL, alors que le MBT et l'ESAT se livreront un duel sans merci à Tadjenanet.

A. S.

Aujourd'hui

Groupe A

El-Biar (17h 00) HBCEB-JSES
Vendredi à 15 h 00 :
Ouargla : ICO-MCS
El Oued :OEO-CRBM

Groupe B

Vendredi à 15 h 00
Harrouch : CREA-CRBB
Chelghoum Laid : CCL-MCO
Tadjenanet : MBT-ESAT

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	20h30
Oran - Alger	21h05
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Aménas	07h00
Oran - Adrar	08h30
Oran - Annaba	17h05
Oran - Ghardaïa	15h00
Oran - Tamenrasset	15h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	11h45
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h30
In Aménas - Oran	12h10
Adrar - Oran	11h45
Annaba - Oran	19h55
Vendredi	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	08h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	13h55
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h05
Oran - Constantine	14h40
Oran - H. Messaoud	08h30
Oran - Tindouf	15h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h15
Constantine - Oran	17h10
H. Messaoud - Oran	11h25
Tindouf - Oran	18h00
Tamanrasset - Oran	08h15
Ghardaïa - Oran	11h35
INTERNATIONAL	
Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Bruxelles	07h30
Oran - Paris-(Orly)	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	14h20
Oran - Paris-(CDG)	14h50
Oran - Toulouse	15h15
Oran - Alicante	15h20
Oran - Marseille	15h25
Oran - Jeddah	17h40
Vol	Arrivée
Bruxelles - Oran	14h15
Paris-(Orly) - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h15
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	18h30
Paris-(CDG) - Oran	21h00
Toulouse - Oran	19h25
Alicante - Oran	18h20
Marseille - Oran	20h10
Jeddah+1 - Oran	07h15
Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Casablanca	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Paris-CDG	14h50
Oran - Alicante	15h20
Oran - Medine	22h45
Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Casablanca - Oran	18h50
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Paris(CDG) - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20
Medine(+1) - Oran	12h10

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15/ 16h35

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30

TRAIN



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN - OUED TLELAT	
08h15	08h36
09h30	09h51
13h20	13h41
19h15	19h36
OUED TLELAT - ORAN	
08h50	09h15
10h00	10h25
13h50	14h15
19h45	20h10
-----ORAN - ALGER-----	
06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h00
-----ALGER - ORAN-----	
06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h30
ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42
MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26
ORAN - BECHAR	
20h30	05h46
BECHAR - ORAN	
20h00	05h00
ORAN - CHLEF	
16h15	18h22
CHLEF - ORAN	
06h50	09h11
ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h40
17h02	18h32
BÉNISAF - TÉMOUCHENT	
05h40	07h14
14h30	16h05
ORAN - SBA	
17h00	18h22
SBA - ORAN	
05h40	06h58
ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47
RELIZANE- ORAN	
05h25	07h17

TRASMEDITERRANEA

DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Dim 09 - 21h00	Lun 10 - 06h00
Dim 16 - 21h00	Lun 17 - 06h00
Dim 23 - 21h00	Lun 24 - 06h00
Dim 30 - 21h00	Lun 31 - 06h00
ALMERIA / ORAN	
Sam 08 - 23h59	Dim 09 - 08h00
Sam 15 - 23h59	Dim 16 - 08h00
Sam 23 - 23h59	Dim 24 - 08h00
Sam 29 - 23h59	Dim 30 - 08h00

BALEARIA	
DÉPART	ARRIVÉE
MOSTAGANEM / VALENCE	
Mer 05- 18h30	Jeu 04 - 07h30
Ven 30- 17h00	Sam 01 - 05h00
Dim 09- 11h00	Dim 09 - 23h30
Lun 10- 18h30	Mar 11 - 05h00
VALENCE / MOSTAGANEM	
Mar 04- 18h30	Mer 05- 07h30
Jeu 06- 18h30	Ven 07- 07h30
Sam 08- 08h00	Sam 08- 18h00
Lun 10- 01h00	Lun 10- 12h00

CINÉMATHEQUE D'ORAN

Jeudi 06 octobre
-14h30 : «La chambre des suicides de Jean Komasa/
-17h00 : «Kanal»
 De Anrzej / Pologne 1957

INSTITUT FRANÇAIS
Art de la scène
MOLIÈRE EST DANS LE PLACARD

Molière
est dans le placard

Jeudi 06 octobre à 18h à l'IF d'Oran
Samedi 08 octobre à 18h à l'IF Const
 Cie Les Tréteaux de France, Interprété par Nadine Darmon
Familles ! C'est à vous que le spectacle s'adresse... Mlle Pâquerette n'ouvrira pas la porte de vos placards, mais elle en fera sortir par sa bouche la voix des filles, des fils, pères, mères, et belles-mères, des Tartuffe, Lisette, Gorgibus, Sganarelle, Dom Juan, Dorine, qui s'incarneront pour nous donner à voir, et entendre, avec les mots de Molière, des histoires qui ressemblent bien souvent aux nôtres...

Conférence
Sortir de l'économie informelle
Lundi 10 octobre à 18h00
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Oranie (CCIO)
 Par Frédéric Lapeyre, spécialiste de l'économie informelle à l'Organisation Internationale du Travail. L'économie informelle absorbe plus de la moitié de la main d'oeuvre mondiale et recouvre plus de 90% des PME – un chiffre qui ne prend pas en compte l'amyriade de microentreprises présentes dans les pays en développement.

Conférence
Communication & politique
Lundi 10 octobre à 17h00
à Hôtel Sabri de Annaba
Mardi 11 octobre à 14h à IF Constantine
 Par Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication, spécialiste des médias. La communication politique est « l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique à travers des sondages »...

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.28- Min.17	Ensoleillé Max.29 - Min.18
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.27 -Min.19	Ensoleillé Max.28 -Min.18
TLEMCEEN	
Risques orages Max.27 - Min.14	Ensoleillé Max.28- Min.16
MASCARA	
Ensoleillé Max.30 - Min.17	Ensoleillé Max.31- Min.17
TIARET	
Ensoleillé Max.28- Min.14	Ensoleillé Max.27- Min.14
CHLEF	
Ensoleillé Max.34- Min.19	Ensoleillé Max.33- Min.18
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.32 -Min.19	Ensoleillé Max.32 -Min.18
ALGER	
Ensoleillé Max.29- Min.18	Ensoleillé Max.27- Min.18
CONSTANTINE	
Faible pluie Max.28 -Min.15	Ensoleillé Max.29 - Min.15
ANNABA	
Ensoleillé Max.29 -Min.18	Ensoleillé Max.28 -Min.17

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR MIGUEL DE CERVANTES SAAVEDRA: Bibliothèque Nationale d'Alger les 15 et 16 octobre 2016



Dans le cadre de la Commémoration du IVème Centenaire de la mort du célèbre écrivain espagnol, Miguel de Cervantes Saavedra, l'Ambassade d'Espagne et l'Instituto Cervantes d'Alger, organisent en étroite collaboration avec le Ministère de la Culture algérien, un colloque international sur cet illustre écrivain, intitulé : « Cervantes: de Argel a España » qui aura lieu les 15 et 16 octobre 2016 à la Bibliothèque Nationale d'Alger (El Hamma), en présence d'une pléiade de spécialistes qui ont contribué par leurs œuvres à faire connaître la vie de Miguel de Cervantes en général, et les 5 ans qu'il a passés à Alger en particulier. Une conférence de presse sera organisée le lundi 10 octobre à 10h30 au niveau de la Bibliothèque Nationale d'Alger, en présence des organisateurs de cet événement international.

CEMA
 LE CENTRE D'ÉTUDES MAGHRÉBINES EN ALGÉRIE ET
 LE CENTRE DE RECHERCHE EN ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE
 PRÉSENTENT DANS LE CADRE DU CYCLE:

TÉMOIGNAGES SUR LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

« MÉMOIRES D'UN MILITANT DE L'OS »

RAMDANE ASSELAH

Mémoires D'un Militant De l'OS

LE DÉBAT SERA MODÉRÉ PAR PR. HASSAN REMAOUN
 SOCIOLOGUE, UNIVERSITÉ D'ORAN / CRASC

LA CONFÉRENCE SERA SUIVIE D'UNE VENTE-DÉDICACE DE L'OUVRAGE
 DE RAMDANE ASSELAH MÉMOIRES D'UN MILITANT DE L'OS

À 14H00, LE DIMANCHE 09 OCTOBRE 2016
 CRASC, TECHNOPOLE USBO, ORAN

CEMA IS THE OVERSEAS RESEARCH CENTER IN ALGERIA OF THE AMERICAN INSTITUTE FOR MEDITERRANEAN STUDIES



08.00 Bonjour d'Algérie (Direct)
09.30 Sihr el mordjane
10.00 Etabiaa oua el insane
10.25 Abtal djidja
11.00 Senteurs d'Algérie
12.00 Journal télévisé en français
12.25 Notre invité
12.50 Taouame el rouh
14.10 El ilm bayna yedaik II
14.40 Ahlem mouaadjala
15.25 El dhahiya
16.40 Troupe El Haouasse II
17.10 El moudhichoune
17.35 Sihr el mordjane
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.25 Familetna
19.00 Journal télévisé en français
19.25 Baba Slimane
20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 La Semaine Eco (direct)
22.00 Ciné thématique



19.55 Mission : Impossible, protocole fantôme



Avec Tom Cruise, Jeremy Renner, Simon Pegg, Paula Patton
A Budapest, l'agent Hanaway est abattu par la tueuse Sabine Moreau. Dans une prison moscovite, des agents libèrent Ethan Hunt, qui avait volontairement disparu. Il lui est expliqué qu'Hanaway a été tué alors qu'il cherchait à récupérer les codes de lancement d'un missile nucléaire.



JEUDI



19.55 Emma



Saison 1 - Episode 1
- Question de confiance
Avec Solène Hébert, Slimane Yefsah, Patrick Ridremont, Vanessa Larré
Commandant à la DPJ de Versailles, Fred Vitulo se voit confier pour un mois, Emma, une stagiaire à la plastique parfaite mais au comportement singulier. Alors qu'ils se rendent sur la scène du meurtre d'une joggeuse, la jeune femme étonne par des observations pertinentes, d'une incroyable précision et son attitude imperturbable.



19.55 L'émission politique



Présenté par David Pujadas
Actuel maire de Bordeaux, principal rival de Nicolas Sarkozy en termes de popularité dans la primaire de la droite et du centre, Alain Juppé, en compagnie de David Pujadas, Léa Salamé et Karim Rissouli, évoque les grandes lignes de son programme et ses ambitions pour l'élection présidentielle de 2017.

20.00 Esprits criminels : unité sans frontières



Saison 1 - Episode 12
- Le matador
Avec Gary Sinise, Daniel Henney, Tyler James Williams, Annie Funke
Jack Garrett et son équipe se rendent à Pampelune, en Espagne, où un avocat de Seattle est porté disparu. Il participait aux festivités de la San Fermin pendant lesquelles des taureaux sont lâchés dans la cité. Peu après, ses oreilles coupées ont été retrouvées dans la vieille ville.



19.45 Run Out



Avec Paul Walker, Naima McLean, Gys de Villiers, Leyla Haidarian
Michael Woods, un ancien criminel, arrive en Afrique du Sud pour rejoindre sa femme qu'il n'a pas vue depuis longtemps. Il découvre que la voiture de location qui lui est assignée n'est pas celle commandée. Plus étrange, cette voiture contient un téléphone portable, sur lequel apparaît un mystérieux message, et un pistolet.



20.00 Gomorra



Saison 2 - Episode 3
- La passion selon Conte
Avec Marco Palvetti, Marco D'Amore, Fortunato Cerlino, Salvatore Esposito
Don Alfonso, un prêtre, se plaint à Salvatore Conte que les ventes de drogue ont lieu juste devant sa paroisse. Celui-ci lui conseille d'organiser une marche pacifique sur la place pour s'imposer.



19.55 Le crocodile du Botswana



Avec Fabrice Eboué, Thomas Ngijol, Claudia Tagbo, Ibrahim Koma
Didier, agent de footballeurs à la carrière un peu stagnante, a enfin mis la main sur une perle rare : Leslie, jeune sportif très doué, originaire du Botswana, un pays d'Afrique. Les deux hommes sont invités par le capitaine Bobo, dirigeant du Botswana, venu au pouvoir après un coup d'Etat.



09.00 Bonjour d'Algérie (Direct)
10.30 Sihr El Mordjane
11.00 Culture club
12.00 Journal télévisé en français
12.25 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.40 Association El Nahda «Oran»
14.00 Dans le sens de l'islam
15.00 El firma
16.25 Troupe El Haouasse II
16.50 El moudhichoune
17.20 Sihr el mordjane
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.25 Zeyene darek
19.00 Journal télévisé en français
19.25 Baba Slimane
20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 Fatma Fatima Fettouma
21.00 Le sultan de l'eau
23.00 Variétés algériennes
00.00 Journal télévisé en arabe



19.55 Thalassa



- Génération Cousteau
Présenté par Georges Pernoud
En compagnie de Céline Cousteau, la petite-fille du célèbre commandant, l'émission part à la rencontre de celles et ceux qui perpétuent l'esprit du capitaine de la « Calypso », pionnier de la protection de l'environnement. Au sommaire : L'éminence bleue. Portrait, par ceux qui l'ont connu, de l'homme au bonnet rouge et rencontre avec Jérôme Salle, réalisateur du film «L'Odyssée», avec Lambert Wilson.



VENDREDI



19.35 Coupe du monde 2018



- France / Bulgarie
Après avoir été tenus en échec (0-0) par la Biélorussie à Minsk, le mois dernier, les Bleus emmenés par Paul Pogba et Antoine Griezmann reçoivent la Bulgarie avec l'obligation de prendre les trois points de la victoire. L'équipe de France lorgne en effet sur la première place de la poule directement qualificative pour la coupe du Monde 2018, en Russie.



19.55 Les petits meurtres d'Agatha Christie



- Cartes sur table
Avec Elodie Fenck, Aurélia Poirier, Samuel Labarthe, Blandine Bellavoire
Shaitana, un mystérieux collectionneur, organise un dîner auquel sont invités le commissaire Laurence, son adjointe Marlène et la journaliste Alice Avril, mais aussi quatre inconnus qui avaient été convoqués le matin même au commissariat : un aventurier, une jeune dame de compagnie, un médecin et une riche veuve.

20.00 NCIS



Saison 12 - Episode 6
- Contrôle parental
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Michael Weatherly, Pauley Perrette
Le meurtre de l'épouse du commandant de Marine, Ryan Barnes, mobilise tous les agents du NCIS. Ils doivent déterminer si l'assassinat est lié à sa profession de psychologue ou s'il s'agit d'un acte de terrorisme qui visait plutôt son mari. Gibbs s'inquiète pour la petite Rachel, la fille de la victime, qui a découvert le corps.



19.45 Rocky Balboa



Avec Sylvester Stallone, Burt Young, Antonio Tarver, Geraldine Hughes
Rocky Balboa, ex-champion du monde de boxe, tient un restaurant dans le quartier de Philadelphie qui l'a vu grandir. Depuis la mort de sa femme Adrian, il est inconsolable, et ce d'autant plus que son fils Robert le fuit. Cherchant à redonner un sens à sa vie, Rocky décide bientôt de remonter sur le ring.



20.02 Everest



Avec Jason Clarke, Josh Brolin, Jake Gyllenhaal, John Hawkes
Depuis 1992, Rob Hall, par le biais de son entreprise Adventure Consultants, organise avec succès des ascensions de l'Everest pour les touristes. En mars 1996, après avoir laissé sa femme Jan, enceinte de leur premier enfant, il prépare une nouvelle expédition, tout comme son concurrent et ami Scott Fischer, patron de la société Mountain Madness.



19.45 Transcendance



Avec Johnny Depp, Rebecca Hall, Paul Bettany, Cillian Murphy
Will Caster est l'un des scientifiques les plus brillants de son temps. Avec son équipe, il tente de concevoir le premier ordinateur doté d'une conscience et capable de prendre des décisions de manière autonome. Un projet révolutionnaire et dangereux selon des terroristes anti-technologies, qui décident d'éliminer le savant.

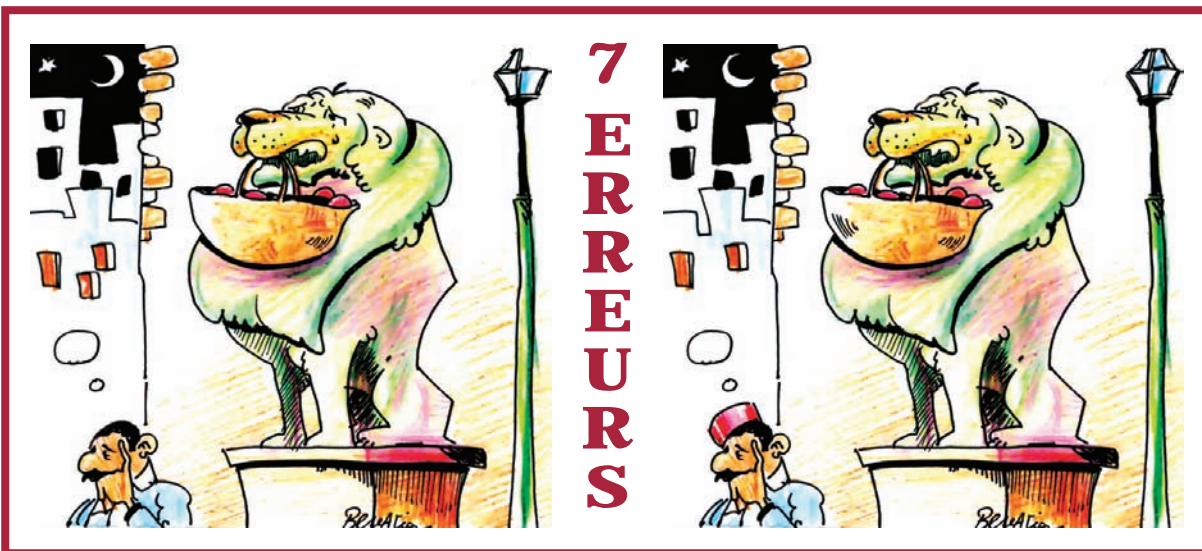
A. Passé maître aux échecs.
B. Son accent trahit le lieu.
 Fournisseur de papier d'argent.
C. Triste sire.
 Deux à trois. Mauvais vin.
D. Fleurs bleues qui se prennent pour des barbeaux ! Pronom.
E. Il n'y en a que pour Lui !
 L'ami de Maupassant.
F. Fête gâchée au Vietnam.
 Singulier personnage.
G. Espace intercellulaire. Coupe court.
H. Traces de bête. Beigne.
I. Montée au paradis. Brocante.
J. Son sens ne fait qu'un tour.
 Chanteuses de charme.

S		C	A	R	O	T	T	E
I	R		R	A	T	A		D
M	O	I		P	A	R	T	I
P	T		S	I		D	O	T
L	I	T		D	R		U	E
E	S		G	E	A	N	T	S
M			R	A	M	I		E
E	G	A	R	E	S			F
N			M	E	N	S	E	L
T	V	O			T			U
		O	G	M		F	U	I
B	L	E		P	A	R	L	E

5	4	11	9	6	5	1	10	7	5
1	7	4	8	4		11	9	2	1
8	9	5			2	16	7		9
16	6	5	6	3	4		2	6	7
10		6	10		1	3	6	11	4
	9	10	6	4	5		7	4	4
13	7		7			5	6		5
8	6	7	6	15	4		3	1	
1	8	4	1		13	8	4	2	13
5	4	8	8	4		16	5	4	2
5		8	4		11	9		5	16
4	9	4		1	9	7	16		6
5	2		4	17	14	2	4	5	5
	4	2			4	4		11	4
2	4	15	2	4	5	5	6	12	5

								DÉFENDU, PROHIBÉ
					RACONTE DES HISTOIRES ARGON		TERRE CEINTE	
	SODIUM POINTS OPPOSÉS			NOTE OPINION				
			PÉRIODE BEAU MOIS BIZARRE					
TRES MAIGRE GRADE					ARTICLE ENDROIT		VIEUX BOURDES	
		COUPS DE THEATRE		DISC- COMPACT MONTANT VA EN SDF		MESURE DE LONGUEUR EN RÉALITÉ		
PEUR IMPENSABLE SHOOTA								
	DANS LE VENT COURS D'EAU			SITUATION SUD-EST				
		APPARENCE POSSESSIF				PAS EXPRES PEINA PARCOURUE		
					PRONOM CHROME			
	BROUILLARD ICI			PRISE AU MOT				
PLUSIEURS ACCÈS								

E	S	R	O	T	N	E	S	S	A	R	R	E	T
T	D	N	O	F	S	R	E	I	A	L	E	E	L
E	Y	O	H	I	E	T	R	R	L	L	R	I	T
R	B	I	T	I	T	U	U	U	U	A	E	R	A
C	B	T	C	E	E	O	P	O	T	G	A	D	V
E	O	A	S	C	F	R	M	S	E	M	G	N	A
S	L	S	R	I	V	O	I	S	I	N	D	E	R
G	O	I	S	E	J	D	U	A	P	A	R	C	T
F	O	L	I	C	U	T	N	E	M	E	S	N	A
N	Z	A	L	E	G	A	D	N	A	H	C	R	A
E	E	R	L	I	E	D	U	T	I	T	P	A	N
M	S	U	O	N	E	T	I	L	A	I	T	P	U
M	S	T	N	C	R	E	T	U	C	E	S	R	E
O	A	A	A	M	O	R	U	E	I	R	E	T	N
G	V	N	E	I	R	E	S	E	G	N	A	S	E



Syrie: combats de rue dans Alep



Les forces du régime syrien poursuivaient mardi leur progression à Alep au détriment des rebelles, au moment où l'impasse diplomatique semblait totale entre Washington et Moscou qui a déployé des batteries de défense aérienne dans l'ouest du pays. Rue après rue, les combattants pro-gouvernementaux avancent depuis plusieurs jours dans Alep-Est, la partie de la grande ville du nord contrôlée par les insurgés.

Ils «progressent petit à petit dans le centre» où leur priorité est de prendre «les grands immeubles, qui servaient autrefois de bâtiments administratifs et d'où ils peuvent surveiller des quartiers entiers», a expliqué le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. Leur objectif est d'occuper les quartiers proches de la ligne de démarcation avec Alep-Ouest, contrôlés par le régime, et du nord, afin de cantonner les forces rebelles au sud-est de la ville. Cette vaste offensive sur Alep a été lancée le 22 septembre, avec des bombardements massifs du régime et de son allié russe. Elle est l'une des raisons avancées par les Etats-Unis, qui soutiennent l'opposition syrienne, pour justifier leur décision annoncée lundi soir de suspendre les pourparlers engagés avec la Russie sur la Syrie. Moscou a déclaré regretter la décision de Washington, disant espérer que «la sagesse politique» prévaudra à Washington. La décision américaine «ne veut pas dire que la partie russe va renoncer à ses projets (...) d'assistance aux forces aériennes syriennes dans la lutte contre le terrorisme», a indiqué en outre le porte-parole du Kremlin, Dmitri Piskov.

La marine israélienne intercepte le "bateau des femmes" se dirigeant vers Gaza

La marine israélienne a intercepté sans violence mercredi le "bateau des femmes" qui se dirigeait vers les côtes de la bande de Gaza pour dénoncer le blocus israélien imposé à cette enclave palestinienne, a indiqué un communiqué de l'armée. La radio publique israélienne, citant un officier de la marine, a précisé que le bateau a été arraisonné à 35 milles au large des côtes de Gaza et que l'opération s'est "déroulée sans violence, comme prévu". Le bateau et les passagères à son bord vont être dirigés vers le port d'Ashdod dans le sud d'Israël, a ajouté la radio. Une porte-parole du "bateau des femmes" Claude Léostic jointe par téléphone a pour sa part indiqué à l'AFP que "le contact avait été perdu avec l'embarcation, il s'agit apparemment d'une coupure des communications". Soumise depuis 2006 à un rigoureux blocus israélien, l'enclave palestinienne est gouvernée par le mouvement Hamas, que trois guerres ont opposé à Israël entre 2008 et 2014.

Depuis 2008, plusieurs expéditions civiles ont tenté, à chaque fois vainement, de forcer le blocus de ce territoire miné par la pauvreté et le chômage. L'épisode de la flottille de 2010 quand un assaut israélien s'était soldé par la mort de dix militants turcs à bord du Mavi Marmara.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Maroc: des femmes kamikazes de l'EI voulaient cibler les élections

Une cellule de jeunes femmes arrêtées lundi voulaient commettre au nom du groupe Etat islamique (EI) des attentats suicide lors des législatives du 7 octobre au Maroc, a annoncé mardi un responsable des services de sécurité marocains. Les autorités avaient annoncé lundi le démantèlement d'une cellule féminine de l'EI, avec l'arrestation d'une dizaine de jeunes filles dans plusieurs localités, une première dans le pays. «Ces jeunes filles ciblaient notre processus électoral en coordination avec + Daech+ (acronyme de l'EI en arabe). Elles voulaient commettre des attentats lors des législatives» prévues ce vendredi, a déclaré mardi au cours d'une conférence de presse Abdelhak El Khayam, directeur du Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ). «On a trouvé en leur possession des substances pour la fabrication de ceintures d'explosifs, qu'elles allaient utiliser dans ces attentats», a expliqué

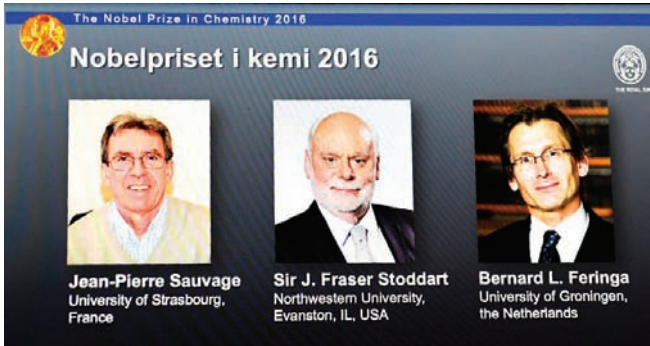


M. Khayam, sans préciser les endroits ou les personnalités ciblées.

Les enquêtes préliminaires ont révélé que la plupart des femmes interpellées lundi sont des mineurs: deux ont 15 ans, deux autres sont âgées de 16 ans, et trois autres ont 17 ans, a-t-il précisé. Elles ont avoué lors de leurs interrogatoires s'être mariées par internet avec des combattants de l'EI, «alors que certaines d'entre

elles ne connaissent même pas les conditions du mariage dans l'islam, y compris le consentement des parents», a souligné M. Khayam. «Il y a beaucoup de cellules dormantes dans notre pays prônant le jihad mondial (...)». Les sécuritaires font leur travail avec rigueur, mais c'est comme si le rôle de la famille, la société civile et les institutions d'éducation étaient absents», a-t-il déploré.

Nobel de chimie: un Français, un Britannique et un Néerlandais primés



Le prix Nobel de chimie a été conjointement attribué mercredi au Français Jean-Pierre Sauvage, au Britannique Fraser Stoddart et au Néerlandais Bernard Feringa, inventeurs de minuscules «machines moléculaires». Les trois chercheurs à l'honneur «ont amené les systèmes moléculaires vers des états où, remplis d'énergie, leurs mouvements peuvent être

contrôlés», a expliqué le jury Nobel. «Le moteur moléculaire se trouve aujourd'hui au même stade que le moteur électrique dans les années 1830, lorsque les scientifiques exposaient des manivelles et des roues, sans savoir que cela mènerait aux trains électriques, au lave-linge, aux ventilateurs et aux mixeurs», a-t-il ajouté.

A terme, ces machines miniaturisées

«seront très probablement utilisées dans le développement d'objets comme les nouveaux matériaux, les capteurs et les systèmes de stockage d'énergie», a-t-il poursuivi. Le prix s'accompagne d'une récompense de huit millions de couronnes (832.000 euros). Il était allé l'an dernier à Aziz Sancar (Turquie/Etats-Unis), Paul Modrich (Etats-Unis) et Tomas Lindahl (Suède) pour leurs travaux sur la réparation de l'ADN. La chimie est le dernier des Nobel en sciences naturelles à être décerné. Celui de médecine a récompensé lundi le Japonais Yoshinori Ohsumi, qui a éclairé un aspect de la régénération cellulaire, l'autophagie, tandis que celui de physique mardi est allé à trois Britanniques, David Thouless, Duncan Haldane et Michael Kosterlitz, pour leurs travaux théoriques sur les états «exotiques» de la matière dans des univers bi- ou unidimensionnels.

La Russie dénonce des «pressions» sur ses diplomates aux Etats-Unis

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé mardi des «pressions» sur son personnel diplomatique aux Etats-Unis de la part des services spéciaux américains, en les accusant de multiplier les «tentatives de recrutement» de diplomates russes. «La situation autour des diplomates russes aux Etats-Unis ne cesse de s'empirer», a déclaré dans un communiqué un vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, en affirmant que depuis deux ans et demi, les tentatives de

Washington de les recruter comme agents de renseignement «se sont nettement multipliées». «Les services spéciaux américains ne se gênent pas de recourir aux moyens de pression les plus misérables, en allant jusqu'à menacer la santé des membres de famille» des diplomates russes, a affirmé M. Riabkov.

Il a également dénoncé des «entraves artificielles» et des «restrictions inventées», qui «perturbent» selon lui le fonctionnement des représentations di-

plomatiques russes aux Etats-Unis. Sergueï Riabkov a par ailleurs accusé Washington de mener «des activités d'espionnage intenses» en Russie «sous couvert diplomatique», en affirmant notamment que des officiers dépendant de l'attaché militaire américain à Moscou étaient souvent vus près des sites militaires stratégiques russes. Les tensions ne cessent de monter entre Moscou et Washington depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et le début du conflit dans l'est de l'Ukraine.

Plus de 22 migrants morts mardi au large de la Libye

Plus de 22 migrants sont morts, pour la plupart étouffés, sur un bateau transportant un millier de personnes au large de la Libye au cours d'une journée d'opérations de secours encore très chargée. «C'était un bateau en bois, il y avait un millier de personnes sur trois étages. Je suis monté à bord, j'ai compté 22 morts, mais il y en avait encore dans la soute», a expliqué lors d'une courte conversation par téléphone Aris Messinis, photographe embarqué sur l'Astral, un navire de l'ONG espagnole ProActiva Open Arms. Vers 22H00 (20H00 GMT), les secouristes d'Astral avaient laissé place à des membres de la marine italienne pour récupérer les survivants et les cadavres, selon le photographe. Contactée par l'AFP, la marine n'a fait aucun commentaire dans l'immédiat. Pour l'Astral, les opérations de secours ont commencé avant l'aube mardi et se sont poursuivies jusqu'à la tombée de la nuit, auprès de plusieurs canots pneumatiques et de ce bateau de pêche surchargé. Beaucoup de navires de secours étant en route pour l'Italie pour débarquer les plus de 6.000 migrants secourus lundi, l'Astral est resté plusieurs heures seul face à cette urgence, avec seulement des canots de survie largués par un avion militaire espagnol, avant l'arrivée d'un navire militaire italien à la mi-journée.

Ooredoo présente ses innovations aux entreprises et aux professionnels

Ooredoo participe à la 10ème édition du Salon Professionnel International «ALGER INDUSTRIES», qui se tient du 03 au 06 octobre 2016, au Palais des Expositions, Pins-Maritimes à Alger. Placé sous le Haut Patronage du Ministre de l'Industrie et des Mines, le Salon «Alger Industries» regroupe les principales entreprises algériennes et étrangères actives dans le secteur de l'industrie. Pour cette 10ème édition, Ooredoo présente dans le cadre des ateliers spécialisés, ses innovations destinées aux entreprises et ses différentes offres adaptées aux besoins des professionnels telles que la TéléContact, les Solutions Métier sur-mesure pour les agents itinérants et les offres et solutions Voix et Data. «ALGER INDUSTRIES» est devenu au fil des années, un rendez-vous incontournable et un espace d'échanges fortement apprécié par les promoteurs industriels, les entrepreneurs, les chefs de projet et les cadres techniques du secteur de l'industrie.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

LE DIFFICILE EXERCICE DU POUVOIR

de Annaba, Mohamed Sandid, avait remué l'opinion publique, relayée par une partie de la classe politique. Louisa Hanoune était la première à monter au créneau pour demander une enquête sur les circonstances de la mort du wali. Pour nombre de leaders politiques, il ne fait aucun doute sur les raisons de cet infarctus mortel liées aux pressions et intimidations exercées sur l'homme par ceux qu'on appelle communément les barons de la région. La mort d'un commis de l'Etat est en soi un événement, mais entourée de rumeurs galopantes et de vérités à peine chuchotées, elle devient au centre d'un débat que beaucoup auraient aimé taire. Parce que derrière le sacro-saint droit de réserve lié à la fonction, nombre de hauts cadres de l'Etat sont soumis continuellement à des pressions venues d'en haut, comprendre la capitale, pour favoriser untel, faciliter l'octroi d'un projet

à un autre. Un chantage au poste, si on veut, qui met le wali, entre autres hauts fonctionnaires de l'Etat, devant un choix cornélien : se soumettre ou risquer de déplaire à Alger et auquel cas, et dans le meilleur des cas, des sanctions administratives ne sont pas à exclure.

Cette vision n'est pas le fruit de l'imaginaire populaire, mais bel et bien le tableau à peine croyable dressé par l'ancien wali d'Oran et de Annaba, Frik Bachir. Ce dernier rappelait le quotidien de ses pairs, revenant sur la nature des pressions subies à travers des injonctions pour favoriser certains noms, des membres de la famille du demandeur, ou lui-même par le biais de prête-noms pour l'octroi d'avantages accordés par les administrations locales ou d'assiettes foncières dans le cadre du Calpiref et de terres agricoles. L'intervention de Frik Bachir avait eu le mérite de mettre noir sur blanc ce que tout le monde soupçonne puisqu'il «évoque la collusion de la mafia locale avec des responsables centraux» pour obliger le wali à être aux ordres sous peine de mutation, d'une mise à l'écart ou encore d'une procédure judiciaire.